

Table des matières

| | |
|--|-----|
| PRESENTATION GENERALE DU PROJET DE LOI DE FINANCES | 3 |
| I. Les fondamentaux de la politique menée : | 3 |
| I.1. La situation économique et sociale en 2012: | 3 |
| I.2. L'ambition nouvelle pour transformer le Sénégal : | 5 |
| II. Les principaux résultats obtenus : | 7 |
| II.1. Le redressement des comptes publics : | 7 |
| II.2. L'amélioration du niveau de vie : | 9 |
| III. La transformation à parachever : | 13 |
| III.1. Le cadre macroéconomique du budget 2019 : | 13 |
| III.2. La physionomie globale du budget 2019 : | 15 |
| EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE | 36 |
| PREMIERE PARTIE : | 37 |
| CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER | 37 |
| DEUXIEME PARTIE : | 41 |
| MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES | 41 |
| PROJET DE LOI | 60 |
| PREMIERE PARTIE : | 61 |
| CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER | 61 |
| DEUXIEME PARTIE : | 64 |
| MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES | 64 |
| TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES | 68 |
| ANNEXE II : RECAPITULATION GLOBALE PAR TITRE | 82 |
| ANNEXE III : RECAPITULATION PAR INSTITUTION ET MINISTERE ET PAR TITRE | 83 |
| ANNEXE VI : CREDITS EVALUATIFS | 99 |
| ANNEXE VII : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE | 100 |
| ANNEXE VIII : SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT A TRANSFERER AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS, AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES | 101 |
| ANNEXE IX : RISQUES BUDGETAIRES (CAUTIONS, GARANTIES, AUTRES RISQUES CONTINGENTS) | 109 |
| ANNEXE X : RESERVE DE PRECAUTION FONCTIONNEMENT | 111 |

PRESENTATION GENERALE DU PROJET DE LOI DE FINANCES

Lorsqu'entre 3500 et 3000 avant notre ère, dans le sud de la Mésopotamie, la civilisation sumérienne inventa l'écriture, les premiers textes des hommes ne furent pas des poèmes, des récits historiques ou des odes religieuses ; ce furent des livres de comptes. Autrement dit, aussi loin que l'on puisse remonter le fil de l'Histoire, une vérité s'impose : au-delà d'une certaine taille, aucune société ne peut subsister sans organiser son fonctionnement autour des chiffres.

Le budget de l'Etat n'est que la manifestation contemporaine de cette nécessité historique, avec simplement la particularité de reposer sur des techniques plus élaborées que celles des Sumériens.

Mais le budget est bien plus qu'une liste de chiffres. C'est d'abord et avant tout l'incarnation d'un projet politique, économique et social. C'est un ensemble de choix qui matérialisent une vision, tracent un chemin et placent la Nation sur une trajectoire bien déterminée.

Au Sénégal, depuis 2012, les différents budgets de l'Etat expriment une vision : celle du Président de la République Macky SALL. Le projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2019 s'inscrit donc dans le droit fil d'une stratégie globale dont il convient de rappeler le fondement, si l'on veut percevoir la cohérence d'ensemble des choix qui le sous-tendent.

I. Les fondamentaux de la politique menée :

Ces fondamentaux peuvent être résumés en trois concepts simples : **réparer, relancer, redistribuer.**

I.1. La situation économique et sociale en 2012:

La loi de finances constitue le véhicule juridique qui donne force exécutoire au budget de l'Etat. Le fait qu'elle doive être approuvée par l'Assemblée Nationale est une caractéristique du régime démocratique. En effet, si le Chef de l'Etat est élu pour élaborer et appliquer son Projet, il doit toutefois recevoir, chaque année, l'approbation des représentants du Peuple.

Or, puisque la loi de finances est annuelle alors que, par définition, une stratégie s'exécute sur le long voire le très long terme, reconstituer la stratégie budgétaire qui a abouti au PLF 2019 implique un double mouvement :

- ✓ se pencher sur le passé, pour comprendre les racines de la politique qui est menée,
- ✓ se projeter vers l'avenir, jusqu'en 2035, pour contempler le visage du Sénégal que les politiques actuelles sont en train de façonner.

Le passé ici débute en 2012.

En 2012, il fallait commencer par **réparer** une machine économique détériorée par, entre autres :

- i. une politique agricole instable ;
- ii. des choix d'investissements inappropriés ;
- iii. la confiance en baisse des investisseurs et des partenaires techniques et financiers ;
- iv. une gabegie budgétaire sans précédent (comme le fait de consacrer plusieurs dizaines de milliards de FCFA à l'organisation d'un festival au moment où tous les clignotants économiques étaient à l'orange voire au rouge).

Car la bonne santé actuelle de l'économie sénégalaise ne doit pas faire oublier la situation économique et sociale, qui était celle du Sénégal à la veille de l'alternance de 2012.

Un travail de mémoire est utile, non pas à des fins de stigmatisation, mais parce que si l'on oublie d'où l'on vient, on perd de vue le chemin parcouru de même que le trajet qu'il reste à accomplir.

Et de ce point de vue, le travail de mémoire est facile puisque les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le Sénégal, à la veille de la seconde alternance au sommet de l'Etat, c'était :

1. une croissance économique inférieure à la croissance démographique (1.8% contre 2.8%, en 2011), ce qui entraîne des conséquences particulièrement négatives pour un pays en voie de développement ;
2. des comptes publics en état de dégradation avancé (6.7% de déficit budgétaire en 2011, atteignant même 8% en avril 2012, avec en miroir un solde négatif de 10% du compte courant de la balance des paiements) ;
3. un pouvoir d'achat malmené (par une inflation à 3.4%, au-dessus du plafond communautaire de l'UEMOA), conjugué à une circulation fiduciaire en repli de 0.6% entre 2010 et 2011;
4. une situation financière caractérisée par :
 - un besoin net de trésorerie de 302.572 milliards de FCFA ;
 - le doublement de l'encours de la dette publique en moins de 6 ans : 1022.7 milliards de FCFA correspondant à 20% du PIB en 2006, contre 2741.4 milliards de FCFA équivalant à 40% du PIB au 31 mars 2012) ;
 - un gap de 60 milliards de FCFA sur la subvention des tarifs de l'électricité ;
5. des choix budgétaires irrationnels se traduisant, par exemple, par :
 - une campagne agricole 2012 totalement dépourvue de couverture budgétaire,

- l'inexistence d'un programme d'assistance au monde rural alors même que les paysans et leur cheptel subissaient le contrecoup d'une campagne 2011 décevante, dans un contexte de renchérissement des prix des produits alimentaires ;
- une ponction de 15 milliards de FCFA sur les crédits d'investissement du Fonds de soutien au secteur de l'énergie, qui ont été réorientés pour payer des arriérés de dettes du Festival mondial des arts nègres (FESMAN) ;
- l'épuisement en moins de trois mois de la provision d'un montant de 50.2 milliards de FCFA censée couvrir, pendant douze mois, les événements budgétaires imprévus. Cette provision avait été notamment utilisée pour des dépenses somptuaires.

A partir du 1^{er} avril 2012, il a donc fallu **réparer** ce poumon du système économique national qu'est l'agriculture en fixant des objectifs ambitieux mais raisonnables, en reconstituant le capital semencier, en épongeant les dettes des paysans, en leur distribuant des vivres de soudure, en accélérant la mécanisation de leurs outils de travail, en multipliant les aménagements hydroagricoles, en attirant les capitaux (y compris l'épargne nationale) vers l'agrobusiness, etc.

Il fallait **réparer** la politique budgétaire en réduisant le train de vie de l'Etat, en stoppant les dépenses onéreuses et improductives, en orientant les investissements publics vers les secteurs porteurs de croissance et/ou à fort impact social, en réformant le code général des impôts pour doter le Sénégal d'une fiscalité qui renforce le pouvoir d'achat tout en encourageant l'activité économique, en modernisant les administrations fiscale et douanière pour stimuler les ressources budgétaires, en repensant entièrement la stratégie d'endettement public, etc.

Il fallait enfin **réparer** les relations avec les investisseurs et les partenaires au développement, afin de recréer la confiance, en affichant une vision pertinente et structurée, en déclinant des politiques bien élaborées, en appliquant une gouvernance sobre et vertueuse.

Cette séquence a été celle du programme politique YOONU YOKKUTE, qui a été traduit dans une Stratégie Nationale de Développement Economique et Social (SNDES).

1.2. L'ambition nouvelle pour transformer le Sénégal :

A partir de 2014, le Plan Sénégal Emergent (PSE) a pris le relais comme référentiel de la politique économique et sociale de l'Etat, visant à faire du Sénégal un pays émergent à l'horizon 2035.

Le PSE incarne les deux autres volets de la Vision qui guide le pays depuis 2012 : **relancer** et **redistribuer**.

La théorie économique dominante défendrait, non sans arguments, que ces volets doivent se succéder et non pas se cumuler. Autrement dit : avant de redistribuer, il faut d'abord produire.

Mais le PSE a opté pour une approche plus hardie, plus exigeante voire risquée : produire **et en même temps** redistribuer.

L'explication, il faut la trouver dans la ferme volonté du Président de la République de sortir le maximum de Sénégalais de la pauvreté et dans le délai le plus court possible. Car les recherches anthropologiques l'ont prouvé : quel que soit le pays, quelle que soit la géographie, quelle que soit la période historique, la pauvreté constitue un cercle vicieux qui, lorsqu'il a étreint un individu, une famille ou une communauté, a tendance à renforcer ses chaînes, d'année en année, rendant plus difficile à ses captifs, puis à leurs descendants, toute possibilité de sortie.

Autrement dit, le cercle vicieux est capable de durer des générations, voire des siècles. Loin de s'atténuer, les inégalités sociales empirent souvent avec le temps. L'argent va à l'argent, la misère entretient la misère. L'éducation profite à l'éducation, l'ignorance perpétue l'ignorance. Les laissés-pour-compte du système économique lèguent leur statut de victimes à leurs enfants ; les nantis de l'histoire ont toutes les chances de transmettre leurs privilèges à leur descendance.

C'est pourquoi le Gouvernement a choisi de ne pas attendre de recevoir les fruits de la croissance retrouvée pour lancer des programmes sociaux d'envergure en direction des citoyens les plus fragiles. Il a préféré s'attaquer tout de suite au cercle vicieux, pour redonner l'espoir à des millions de Sénégalais qui avaient fini par considérer leur état d'extrême pauvreté comme une fatalité.

A défaut, le temps d'attendre un contexte économique plus favorable, non seulement le nombre de pauvres risquerait d'augmenter de manière exponentielle, mais leur situation se serait dégradée, rendant plus compliquée la recherche de solutions.

Faire redémarrer l'ascenseur social était donc un combat moralement, politiquement, stratégiquement impossible à différer.

C'est pourquoi le PSE est bâti sur une approche consistant à livrer de front, simultanément, les trois batailles que sont :

- a. l'identification et la dynamisation de moteurs d'emplois, d'inclusion sociale, d'investissements directs étrangers et d'exportations ;
- b. l'amélioration des conditions de vie des populations et la lutte contre les inégalités sociales ;
- c. la consolidation des facteurs de stabilité politique, de cohésion sociale et de performance administrative qui confèrent au Sénégal un avantage comparatif de poids par rapport à la majorité des pays africains.

La première bataille est prise en charge par l'Axe I du PSE « Transformation structurelle de l'économie et croissance », à travers toute une série de politiques sectorielles visant notamment :

- la promotion de l'agriculture commerciale et la modernisation de l'agriculture familiale,
- le développement de l'habitat social ainsi que d'un écosystème de construction,
- la modernisation graduelle de l'économie sociale,
- la pleine exploitation des ressources minières,
- le positionnement du Sénégal comme hub logistique et industriel régional,
- l'essor du tourisme et le positionnement de Dakar comme hub régional multiservices.

La deuxième bataille est celle de l'Axe II du PSE « Capital humain, protection sociale et développement durable », qui fonde les politiques sectorielles visant :

- le renforcement de l'accès aux services sociaux de base de qualité ;
- la gestion durable des ressources et le développement équilibré du territoire ;
- la protection sociale des groupes vulnérables.

Pour mener la troisième bataille, le Gouvernement s'appuie sur l'Axe III du PSE « Gouvernance, institutions, paix et sécurité », qui se décline à travers toutes les politiques publiques en matière de :

- renforcement de la paix et de la sécurité ;
- promotion de la bonne gouvernance ;
- modernisation de l'administration et de l'économie.

Pour chacune de ces batailles, le budget constitue le principal levier utilisé par l'Etat afin de mettre en œuvre les politiques permettant d'appliquer, sur le terrain, le PSE.

C'est pourquoi, depuis la première loi de finances rectificative pour l'année 2014, toutes les lois de finances votées par l'Assemblée Nationale s'inscrivent dans la stratégie globale du PSE, comme autant de fragments d'un schéma d'ensemble destiné à installer le Sénégal à la table des pays émergents.

II. Les principaux résultats obtenus :

II.1. Le redressement des comptes publics :

La première mesure permettant de vérifier l'impact d'une politique économique demeure le taux de croissance.

Certes, le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur imparfait ; ses limites sont connues au point qu'il est apparu de bon ton de le critiquer, de relativiser le concept même de croissance qui en exprime l'augmentation régulière. Mais le PIB, c'est-à-dire la mesure de la richesse créée par les agents économiques d'un territoire, demeure un critère objectif de la perception du dynamisme économique d'un pays.

C'est pour cela qu'en 2017, l'Etat, à travers l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie et à l'issue d'enquêtes extrêmement poussées comprenant un recensement général des entreprises, a rénové la base de calcul des comptes nationaux, de sorte à pouvoir disposer de données les plus proches possible de la réalité économique. Car plus l'instrument de pilotage est fiable, plus la politique menée est meilleure, au grand bénéfice des citoyens.

A travers le PSE, le Gouvernement vise donc, au premier chef, l'accélération de la croissance, non pas parce que celle-ci représenterait l'alpha et l'oméga de sa politique, mais parce que la robustesse et la qualité de la croissance restent les meilleurs signes, jusqu'à preuve du contraire, que le Sénégal est sur le bon chemin. En effet, c'est la croissance qui remplit les carnets de commandes des entreprises, qui pousse ces dernières à recruter et à investir, qui stimule les recettes fiscales et, par ricochet, qui donne à l'Etat les moyens financiers de ses politiques.

De ce point de vue, le PSE est en train de remplir son rôle car le Sénégal a entamé depuis 2014 un cycle de croissance inédit dans son histoire. Les chiffres sont indiscutables :

- 2014 : 4.4%
- 2015 : 6.4%
- 2016 : 6.2%
- 2017 : 7.2%
- prévision 2018 : 6.8%
- projection 2019 : 6.9%.

Dans le même temps, l'assainissement des finances publiques est désormais une réalité, la preuve la plus éclatante étant le niveau de déficit budgétaire qui, de 6.7% en 2011, a été ramené à 4.2% en 2016, 3.8% en 2017, et est aujourd'hui projeté à 3.5% en 2018.

La stratégie de maîtrise de l'endettement porte également ses fruits et un facteur simple permet de s'en rendre compte. Sur la période 2007-2011, le taux d'accroissement moyen de la dette publique était de 21.8%.

Cela signifie que si la même politique avait continué d'être appliquée, la dette publique du Sénégal s'élèverait aujourd'hui, toutes proportions gardées, à 85% du PIB, soit quinze points au-dessus de la norme communautaire de l'UEMOA qui est fixée à 70%.

Or, aujourd'hui, la dette publique du Sénégal se situe à 61.5% du PIB. Elle est même à 47.7% si l'on raisonne à partir des comptes nationaux rénovés. Dans les deux cas, le Sénégal demeure largement en-deçà du plafond communautaire.

Pourquoi ? Parce que la stratégie d'endettement mise en place depuis 2012 est une stratégie prudente, qui se préoccupe d'éviter de laisser aux générations futures un fardeau insoutenable. Pourtant c'est une stratégie très volontariste, qui a permis de mobiliser entre 2012 et aujourd'hui, davantage de ressources qu'entre 2000 et 2011. Mais le taux moyen d'accroissement de la dette a réussi à être contenu à 13.6% car le Sénégal s'endette à de meilleures conditions qu'autrefois.

Mais au-delà de la croissance et de la bonne tenue des finances publiques, le PSE a eu un impact positif incontestable sur le quotidien des Sénégalais. Quelques exemples concrets suffisent pour se convaincre que le Sénégal de 2017 va mieux que le Sénégal de 2011/2012.

II.2. L'amélioration du niveau de vie :

En 2011, le taux de pauvreté calculé selon les normes internationales se situait à 38%. Aujourd'hui, il a baissé jusqu'à atteindre 35.6%. Derrière ces chiffres, figurent des milliers de familles, des centaines de milliers de personnes, que les politiques publiques ont réussi à hisser hors de la trappe de l'extrême pauvreté.

Par exemple, le programme national des bourses de sécurité familiale, que les institutions internationales citent désormais en modèle, a permis de briser le cercle vicieux pour plus de 300.000 ménages, soit environ 2.400.000 personnes.

De même, les efforts de l'Etat en matière de santé ont fait progresser le taux de couverture du risque maladie de 20% de la population en 2012 à 47% en 2017.

Toutefois, le Gouvernement ne perd pas de vue que le cercle vicieux retient encore prisonniers des millions de Sénégalais, raison pour laquelle les politiques publiques devront faire encore plus, encore mieux, dans l'avenir.

II.2.1. En matière d'éducation :

Le taux brut de scolarisation au primaire est passé de 84.3% en 2012 à 87.3% en 2017. Le Sénégal s'est donc beaucoup rapproché de la cible de 95% même s'il faut reconnaître que des efforts importants restent à faire.

Pourtant, le Gouvernement n'a pas ménagé ses efforts puisque depuis 2012, 345 écoles élémentaires complètes ont été construites, soit une moyenne de 49 nouvelles écoles par an (la moyenne était de 12 avant la seconde alternance). Le nouveau visage de l'enseignement élémentaire au Sénégal, c'est, en 2017 :

- 9977 écoles élémentaires, dont 1571 non publiques (en 2011 il y avait 8529 écoles dont 992 non publiques) ;
- 57.234 salles de classe (contre 46.871 en 2012) ;
- un programme d'éradication des abris provisoires qui a démarré en 2018, pour un coût de 65 milliards de FCFA.

Les autres niveaux du secteur éducatif n'ont pas été oubliés non plus puisque depuis 2012, ont été construits et équipés :

- 162 collèges, soit 1.691 nouvelles salles de classe,
- 63 lycées, sans compter la réhabilitation de la Maison d'Education Mariama BA de Gorée, du Lycée Ameth FALL de Saint-Louis et du Lycée Malick SALL de Louga.

Même l'enseignement coranique a été inclus dans cet effort, avec 64 daaras modernes construits ou en cours de l'être et 64 daaras privés qui ont fait l'objet de mise à niveau (avec la construction de chambres, de salles de lecture, de blocs d'hygiène, de points d'eau, etc.).

Au niveau de la formation professionnelle et technique, entre 2011 et 2017, les effectifs d'apprenants en formation initiale sont passés de 37.473 à 54.501, soit un taux d'accroissement de 45%.

S'agissant de l'enseignement supérieur, en attendant le démarrage des deux nouvelles universités (Amadou Moctar MBOW de Diamniadio et El Hadji Ibrahima NIASSE du Sine-Saloum), la construction de l'Université Virtuelle du Sénégal (UVS), de 18 Instituts d'enseignement supérieur et de 12 Espaces numériques ouverts, combinée au renforcement des infrastructures et des équipements des universités existantes, a permis d'améliorer le ratio national nombre d'étudiants sur nombre d'habitants : il était de 803 en 2011, il est monté à 1317 en 2017.

II.2.2. En matière de santé :

Le maillage du territoire national en termes d'infrastructures sanitaires a été accéléré, ce qui permet au Sénégal de bénéficier en 2018 de :

- 38 hôpitaux (ils étaient 22 en 2011), dont 4 nouveaux établissements d'envergure nationale : l'hôpital DALAL JAMM de Dakar ainsi que les hôpitaux de Fatick, Matam et Ziguinchor ;
- 101 centres de santé (ils étaient 78 en 2011),

- 1458 postes de santé (ils étaient 1245 en 2011).

Cela a contribué à l'amélioration des indicateurs suivants :

- taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié : il est passé de 65% en 2012 à 68,4% en 2017 ;
- taux d'achèvement de la consultation prénatale : il est passé de 50% en 2013 à 58,6% en 2017 ;
- taux de mortalité infanto-juvénile : il est passé de 121 pour 1000 en 2010 à 56 pour 1000 en 2017.

II.2.3. En matière agricole :

La grande réussite du PSE aura été l'agriculture, au point que beaucoup d'observateurs parlent de révolution agricole.

En 2017, le Sénégal a produit 1.011.269 tonnes de riz paddy. On n'a pas encore atteint l'autosuffisance (1.600.000 tonnes seraient nécessaires pour cela), mais si l'on se rappelle que la production de riz paddy était de 469.649 tonnes en 2012, qu'elle a donc augmenté de 115% en 5 ans, on doit pouvoir considérer que le défi de l'autosuffisance alimentaire, pour la première fois depuis 1960, n'est plus une chimère mais un objectif parfaitement atteignable.

En 2017, la production de mil s'est élevée à 875.484 tonnes. Elle était de 662.614 tonnes en 2012, soit une augmentation de 32%.

En 2017, la production de maïs a atteint 410.364 tonnes. Elle était de 238.423 tonnes en 2012, soit une augmentation de 72%.

Les exportations horticoles de la campagne 2016-2017 ont atteint 110.932 tonnes, enregistrant une hausse de 95% entre 2012 et 2017, soit un croît annuel moyen de 10 788 tonnes.

En 2017, la production d'arachide a été de 1.405.223 tonnes. Elle était de 708.956 tonnes en 2012, soit une augmentation de 98%.

En 2017, la production laitière s'élevait à 243 millions de litres. Elle a enregistré une hausse de 20% depuis 2012, soit un croît annuel moyen de 8 millions de litres.

En 2017, l'aviculture industrielle a produit 64.090 tonnes de viande de volaille et 719 millions d'unités d'œufs de consommation. Ces chiffres sont en augmentation par rapport à 2012 de, respectivement, 85% et 101%, soit un croît annuel moyen de 5863 tonnes et 111 millions d'unités d'œufs.

La production aquacole nationale est passée de 371 tonnes en 2012 à 1111 tonnes en 2017, soit une augmentation de 199% en 5 ans.

Tous ces chiffres montrent que grâce au PSE, le Sénégal sera désormais bientôt en capacité de nourrir ses enfants avec sa seule production agricole.

II.2.4. En matière d'infrastructures :

Entre 2000 et 2012, 1578 kilomètres linéaires de routes ont été réalisés au Sénégal, soit une moyenne annuelle de 131.5 km.

De 2012 à maintenant, 1362 kilomètres linéaires de routes ont été réalisés, soit une moyenne annuelle de 194.57 km.

S'agissant des autoroutes, l'écart est encore plus grand : 32 km en 2011, 216.5 km en 2018. Le réseau autoroutier a ainsi augmenté de 184.5 km, grâce aux tronçons Diamniadio-AIBD (16.5 km), AIBD-Sindia (18 km), AIBD-Thiès (17 km) et Sindia-Mbour (20 km), ainsi que l'autoroute Ila Touba (113 km).

Les routes sont aujourd'hui mieux entretenues car l'étude sur l'état global du réseau routier montre qu'en 2011, seuls 61% des routes se trouvaient dans un bon état, alors que ce chiffre est de 76% en 2017.

Sur la période 2000-2011, 11 ponts ont été construits. De 2012 à 2018, 13 ponts ont été construits.

Entre 2000 et 2011, la société de transport public urbain Dakar Dem Dikk avait bénéficié de l'arrivée de 409 nouveaux bus. De 2012 à 2018, ce sont 710 bus qui ont été mis en service, dont 287 pour sept villes de l'intérieur du pays (Saint-Louis, Tambacounda, Kaolack, Thiès, Louga, Ziguinchor, Tivaouane).

Dans le secteur de l'énergie, les investissements effectués ont permis de faire passer l'électricité produite au Sénégal de 2560 gigawatts en 2011 à 3920 gigawatts en 2018, soit 53% d'augmentation. L'électrification rurale est-elle passée d'un taux de 26.5% en 2011 à 40% en 2017.

Dans le secteur de l'assainissement urbain et rural, entre 2012 et 2018, ce sont 273 kilomètres linéaires de réseaux collectifs d'assainissement qui ont été réalisés.

C'est ainsi qu'en milieu urbain, le taux d'accès est passé de 63.3% en 2011 à 67.4% en 2017. En milieu rural, ce taux se situe à 42.3% en 2017 contre 34.3% en 2011.

S'agissant de l'hydraulique urbaine, le taux d'accès global a atteint les 100% en 2017 contre 98.8% en 2011. En milieu rural, le taux d'accès à l'eau potable s'établit à 91.3% en 2017 contre 81.1% en 2011.

II.2.5. En matière d'emploi :

C'était la mère des batailles : trouver du travail à ces trop nombreux Sénégalais se trouvant au chômage. Car à l'échelle individuelle, le travail ne se limite pas à une source de revenu, c'est aussi et surtout une question d'accomplissement personnel, d'insertion dans la société, bref de reconnaissance de la dignité de la personne.

Sur le front de l'emploi, le Gouvernement peut se targuer de résultats appréciables. De 2012 à 2017, 413.000 travailleurs ont été recrutés dans le secteur privé, hors

agriculture. Dans le même temps, 44.000 nouveaux agents ont intégré les effectifs de la Fonction publique d'Etat (les recrutements des collectivités territoriales ne sont donc pas pris en compte).

C'est ainsi que, de la même manière, l'on pourrait multiplier les exemples en parcourant tous les autres secteurs (industrie, tourisme, protection sociale, sécurité publique...), qui démontreraient que même si des difficultés persistent, notre pays se trouve indéniablement dans une dynamique positive qu'il convient à présent de consolider.

III. La transformation à parachever :

L'Histoire est en marche. Le Sénégal est, pour la première fois depuis l'Indépendance, en mesure de changer de dimension, de quitter le cortège sinistre des pays en état de sous-développement chronique pour intégrer le club fermé des pays émergents.

Pour y arriver, le peuple sénégalais a accompli des efforts admirables et a su puiser dans ses valeurs traditionnelles les ressources nécessaires pour affronter la concurrence mondialisée des Etats-nations.

Mais si beaucoup a été accompli, beaucoup reste encore à faire. L'émergence est à notre portée mais l'émergence n'est pas une promesse : c'est une conquête qu'on ne réalise qu'au prix de choix bien pensés, de projets bien préparés, de ressources bien utilisées et de réformes bien menées. Le budget 2019 représente un jalon supplémentaire dans cette œuvre de conquête.

III.1. Le cadre macroéconomique du budget 2019 :

L'année 2018 avait été notamment marquée par le basculement à la nouvelle année de base 2014 des comptes nationaux, qui reflète au mieux les structures actuelles de l'économie sénégalaise. A titre de rappel, le changement de base des comptes nationaux (de 1999 à 2014) a entraîné une augmentation d'environ 30 pour cent du PIB nominal, ce qui a eu un impact significatif sur les indicateurs macroéconomiques assis sur le PIB (ratio de dette publique, de déficit budgétaire, PIB per capita, pression fiscale, etc.).

L'année 2018 est également caractérisée par les travaux d'élaboration du Plan d'Actions Prioritaires (PAP 2019-2023) de la phase II du PSE. Il ressort de ces travaux qu'au cours de la première phase du PSE (2014-2018), des résultats probants et significatifs ont été enregistrés suite à la mise en œuvre des programmes, projets et réformes.

Au-delà du relèvement substantiel de la croissance économique et de la réduction progressive du déficit budgétaire, il a été noté une amélioration des conditions de vie des populations, particulièrement les couches les plus vulnérables à travers,

notamment, les programmes sociaux tels que la Couverture maladie universelle, les Bourses de sécurité familiales et le Programme d'Urgence de Développement communautaire (PU DC).

Sur la période 2014-2018, le taux de croissance moyen annuel a atteint 6.2% contre 3.3% sur la période 2009-2013. Cette croissance a été principalement portée à la fois par la consommation, les exportations et l'investissement. La demande intérieure a été très dynamique, essentiellement tirée par les dépenses publiques et les revenus des ménages, y compris les transferts de fonds des migrants.

L'investissement s'est inscrit sur une tendance haussière, avec une croissance moyenne de 7.6% sur la période 2014-2018 contre 5.4% sur la période antérieure, à la faveur principalement du dynamisme du secteur privé. Les exportations ont également connu une forte progression avec un taux de 9% en moyenne sur la période 2014 – 2018 contre 7% de croissance de 2009 à 2013.

En perspective, pour la période 2019-2023, la stabilisation du cadre macroéconomique sera la base des options stratégiques à mettre en œuvre pour renforcer et maintenir sur la durée une croissance économique forte et inclusive.

Au plan macro-budgétaire, les projets structurants et les réformes clés à mettre en œuvre permettront de stimuler davantage l'investissement privé national et étranger, de soutenir la diversification des moteurs de la croissance et de renforcer la résilience de l'économie.

Le déficit budgétaire devrait poursuivre sa tendance baissière, passant de 3.5% en 2018 à 3.0% en 2019. Il sera stabilisé à 3.0% sur la période 2020-2023, conformément aux critères communautaires, à la faveur du maintien du rythme de collecte des recettes sans préjudice de l'activité économique, et des mesures entreprises dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques.

L'année 2019, première année de mise en œuvre du PAP 2019-2023 du PSE, sera particulièrement marquée par la consolidation des acquis de la première phase, à travers notamment le renforcement des programmes sociaux et le lancement des projets et réformes dans les domaines de l'administration publique, de la santé, de l'éducation et la formation professionnelle, de l'agriculture, de la pêche, de l'artisanat, de même que le renforcement du financement des PME/PMI, des femmes et des jeunes.

La mise en œuvre de toutes ces actions contribuera très certainement à la réalisation d'une croissance forte, durable et inclusive, porteuse de création d'emplois pour la réduction de la pauvreté.

III.2. La physionomie globale du budget 2019 :

Le projet de loi de finances 2019 est arrêté à 4 071.8 milliards de FCFA, contre 3 774.7 milliards de FCFA pour la loi de finances rectificative 2018, soit une hausse de 297.1 milliards de FCFA en valeur absolue et 8% en valeur relative.

Ces montants se répartissent entre le budget général (III.2.1.) et les comptes spéciaux du Trésor (III.2.2.).

III.2.1. Le budget général de l'Etat :

Le budget général pour l'année 2019 passe à 3 937.6 milliards de FCFA, soit un accroissement en valeur relative de 7.5% ou en valeur absolue de 274.2 milliards de FCFA par rapport à la LFR 2018, dans laquelle le budget général était arrêté à 3 663.4 milliards de FCFA.

III.2.1.1. Les ressources :

Elles sont composées des grandes masses suivantes :

- recettes fiscales : 2 534 milliards de FCFA, en hausse de 18.1% par rapport à la LFR 2018 ;
- recettes non fiscales : 123.4 milliards de FCFA, enregistrant ainsi une baisse de 17.2% par rapport à la LFR 2018 ;
- dons budgétaires : 44,17 milliards de FCFA, en hausse de 19.4% par rapport à la LFR 2018 ;
- recettes exceptionnelles : 60.98 milliards de FCFA, en baisse de 5.9% par rapport à la LFR 2018.

III.2.1.2. Les charges :

Les charges du budget général pour l'année 2019 se décomposent comme suit :

- amortissement et charges de la dette publique : 863.17 milliards de FCFA, contre 882 milliards de FCFA dans la LFR 2018, soit une baisse de 18.8 milliards FCFA en valeur absolue et 2.1% en valeur relative;
- dépenses de personnel : 743.41 milliards de FCFA, contre 683 milliards de FCFA dans la LFR 2018, soit une progression de 8.8% ;
- dépenses de fonctionnement hors personnel : 896.88 milliards de FCFA, contre 871.5 milliards de FCFA dans la LFR 2018, soit une hausse de 2.9% ;
- dépenses en capital sur ressources internes : 643.3 milliards de FCFA, contre 709.9 milliards de FCFA dans la LFR 2018, soit une baisse de 9.4% ;
- dépenses en capital sur ressources externes : 790.9 milliards de FCFA, contre 517 milliards de FCFA dans la LFR 2018, soit une progression de 53%.

III.2. Les comptes spéciaux du Trésor :

Les comptes spéciaux du Trésor (CST) sont projetés en ressources et en charges à 134.2 milliards de FCFA, contre 111.3 milliards de FCFA dans la LFR 2018, soit une hausse de 20.5 %.

Ils sont composés des postes suivants, tous équilibrés en recettes et en dépenses :

- comptes d'affectation spéciale : 111.95 milliards de FCFA ;
- comptes de commerce : 0.15 milliard de FCFA ;
- comptes de prêt : 20.75 milliards de FCFA ;
- comptes d'avance : 0.8 milliard de FCFA ;
- comptes de garantie et avals : 0.5 milliard de FCFA.

III.3. Les ressources projetées dans le budget 2019 :

Le PSE ne doit pas se concevoir comme un catalogue de réformes mais comme une œuvre de transformation.

Transformer le Sénégal signifie le doter d'un système éducatif, du primaire au supérieur en passant par la formation professionnelle et l'apprentissage, capable de sécréter une masse critique de cerveaux suffisamment bien formés pour positionner notre pays dans le camp des gagnants de la mondialisation.

A l'aube d'un monde dominé par les algorithmes de l'intelligence artificielle, la connaissance sera la sève nourricière de l'économie, raison pour laquelle l'éducation représente la clé du futur des peuples.

Transformer le Sénégal signifie le doter d'un système de santé qui garantisse à chaque citoyen, quelle que soit sa situation financière et partout sur le territoire national, un accès rapide à des soins de qualité.

Transformer le Sénégal signifie protéger sa population contre les risques qui menacent sa sécurité ou troublent la tranquillité publique, depuis la menace terroriste incarnée par les réseaux djihadistes qui ont fini de gangréner la sous-région, jusqu'à la petite délinquance qui rend parfois la vie difficile aux habitants de certains quartiers.

Transformer le Sénégal signifie en faire un espace économique ouvert, favorable à l'éclosion des talents, propice à toutes les activités professionnelles non contraires à l'ordre public, un écosystème dans lequel chacun, en fonction de ses ambitions, de ses aptitudes et de ses ressources, pourra réaliser son projet de vie.

Matérialiser une telle vision nécessite un travail de longue haleine, partant de la conception de politiques sectorielles robustes à leur bonne application, accompagné d'un suivi-évaluation sans complaisance. Mais donner corps à une ambition aussi élevée nécessite également un niveau de ressources considérables.

III.3.1. Les ressources internes :

Les ressources internes sont principalement issues de la fiscalité, que ce soit la fiscalité intérieure ou la fiscalité de porte.

En 2019, pas moins de 2 534 milliards de FCFA de recettes fiscales sont attendues, en augmentation de 18.1% par rapport aux prévisions de la LFR 2018, soit 388.2 milliards FCFA en valeur absolue.

Le Sénégal a réussi, depuis 2013 avec l'entrée en vigueur d'un nouveau code général des impôts, suivi en 2014 par l'adoption d'un nouveau code des douanes, l'exploit de stimuler le rendement de la fiscalité tout en réduisant les taux d'imposition qui pesaient le plus fortement sur les contribuables.

C'est d'abord le pouvoir d'achat des salariés qui a bénéficié de la plus importante baisse de l'impôt sur le revenu de l'histoire du pays. Cette mesure a stimulé la consommation des ménages, sans favoriser l'inflation, ce qui s'est traduit par un gain net pour les finances publiques grâce à l'effet mécanique sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), mais aussi l'effet décalé sur l'Impôt sur les Sociétés (IS).

C'est ensuite toute la fiscalité pesant sur les facteurs de production qui a été fortement diminuée, par des mesures d'assiette (en particulier la déductibilité de nouvelles charges) mais aussi de taux (comme la baisse de 15 à 5% du droit de mutation immobilière).

L'objectif était de libérer au maximum le potentiel des forces économiques, tout en relevant de cinq points le taux de l'IS afin de le porter à 30%. Pour résumer, il s'agissait de **moins taxer le capital** (au sens économique du terme, entendu comme l'ensemble des moyens de production) pour **mieux taxer les revenus du capital** (en l'occurrence les bénéficiaires soumis à l'IS).

Enfin, un important travail de rationalisation des dépenses fiscales a été entamé, dont le premier acte fondateur est représenté par la loi n°2012-32 du 31 décembre 2012 modifiant diverses dispositions législatives relatives aux régimes fiscaux particuliers.

Les dépenses fiscales constituent un instrument parfois fort utile de promotion de l'investissement. Toutefois, plusieurs décennies d'usage incontrôlé avaient abouti à la prolifération, à l'intérieur de la législation fiscale sénégalaise, de multiples régimes dérogatoires qui, bien que dépourvus de retombées économiques réelles, provoquaient des pertes de recettes tout en complexifiant inutilement la norme fiscale.

Leur remise en cause est un travail progressif. En effet, elle exige beaucoup de minutie, dans la mesure où la suppression mal préparée d'un régime fiscal dérogatoire n'a pas uniquement des conséquences sociales fâcheuses. Elle peut également engager la responsabilité juridique de l'Etat puisqu'une dépense fiscale a forcément créé des droits acquis au profit d'un contribuable.

En tout état de cause, la politique fiscale menée depuis 2012 a permis de dynamiser le rendement des impôts et des droits de douane, d'autant plus que, concomitamment aux réformes de législation, beaucoup de réformes d'administration ont été menées

au sein de la Direction générale des Impôts et des Domaines et de la Direction générale des Douanes, visant à :

- moderniser l'organisation de leurs services ;
- rapprocher leur fonctionnement des meilleurs standards internationaux, notamment inspirés de la Nouvelle Gestion Publique ;
- accélérer leur transformation digitale afin d'accroître leurs gains de productivité grâce à un meilleur usage des technologies numériques.

En 2019, c'est cette politique qui sera poursuivie, sachant que les administrations fiscale et douanière verront leur capacité d'action augmenter par le biais de nouveaux recrutements, d'investissements conséquents surtout dans le domaine technologique, mais aussi grâce à des programmes de formation destinés à renforcer les compétences de leurs agents.

Enfin, un changement important est consacré dans le projet de loi de finances 2019 : il s'agit de la budgétisation des taxes parafiscales qui constitue une avancée en termes de transparence budgétaire. En effet ces prélèvements ont un poids important en termes de recettes, tout en jouant un rôle crucial dans la mise en œuvre de certaines politiques publiques. Les incorporer dans les grandes masses du Budget permet donc de les soumettre à un contrôle parlementaire plus poussé, au même titre que les autres ressources et charges publiques.

Avant fin 2019, l'essentiel de la parafiscalité sera évalué et rapatrié dans le budget de l'Etat. Mais cette budgétisation ne signifiera nullement une baisse des ressources consacrées aux politiques concernées, dans la mesure où des moyens équivalents ont été inscrits dans les rubriques de dépenses idoines du Budget.

Par contre, non seulement la Contribution forfaitaire à la charge des employeurs (CFCE) restera un impôt affecté, en l'occurrence au financement de la formation professionnelle et technique, mais en sus c'est l'intégralité de son produit qui fera l'objet d'affectation à partir de 2019, transformant ainsi la CFCE en taxe parafiscale. Le Gouvernement a estimé que la politique de formation et d'apprentissage méritait une telle exception.

En effet, le renforcement du capital humain est un axe stratégique majeur du PSE. Dans le contexte de la mondialisation, posséder des ressources humaines bien formées constitue un facteur-clé de la compétitivité des Etats. C'est pourquoi affecter 100% des ressources de la CFCE à la formation professionnelle et technique présente deux avantages :

- a- en termes d'incitation, les entreprises qui acquittent cet impôt sont conscientes qu'elles ne font que financer leur propre développement. En effet, c'est le secteur privé qui bénéficie au premier chef des activités de l'Office National de Formation Professionnelle (ONFP) ainsi que du Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3FPT), les deux organismes qui gèrent les ressources ainsi transférées ;

- b- cela permet de sanctuariser dans un véhicule financier ad hoc la plus grande partie des moyens consacrés au capital humain. En les distinguant des autres ressources publiques, leur gestion mais aussi leur suivi s'en trouvent facilités.

Les dispositions nécessaires seront prises au plan juridique, avant la fin de l'année 2018, pour mettre en conformité cette option stratégique avec les dispositions de l'article 9 de la loi organique n°2011-15 du 8 juillet 2011 relative aux lois de finances (LOLF).

III.3.2. Les ressources externes :

Les ressources externes sont constituées d'emprunts, aussi bien ceux levés sur les marchés financiers (marché UEMOA ou marché international des eurobonds) que ceux résultant des conventions de financement conclues avec la cinquantaine de partenaires techniques et financiers (PTF) qui appuient le développement du Sénégal et ce, depuis l'indépendance.

Il s'agit, dans le premier cas, de capitaux privés auxquels peuvent prétendre les Etats du monde dont la qualité de signature est reconnue par les marchés, et, dans le second cas, de l'aide publique au développement dont notre pays a toujours été un l'un des premiers bénéficiaires en Afrique. Dans les deux cas, il s'agit de fonds qu'il faudra bien entendu rembourser, dans la quasi-totalité des cas avec des intérêts, même si les conditions financières sont extrêmement variables selon le prêteur et selon la destination du prêt.

La dette de l'Etat est devenue un thème du débat public et il faut s'en réjouir : c'est un signe de vitalité de la démocratie sénégalaise. Les finances publiques charrient des enjeux de société et le Gouvernement encourage les citoyens, les médias, les organisations de la société civile et les partis politiques, à commencer par ceux de l'Opposition, à se saisir de ces enjeux.

Mais comme tous les thèmes techniques, voire très techniques, la dette publique est souvent le sujet de beaucoup d'approximations et d'incompréhensions de la part de certains acteurs, au point que la politique d'endettement du Gouvernement soulève parfois des inquiétudes mais qui sont très peu justifiées.

La problématique est simple : le Sénégal ploie sous le poids des besoins, dans tous les domaines, et la demande sociale est couplée à une vraie impatience citoyenne.

Or, les ressources de notre pays sont largement insuffisantes pour, à la fois :

- mettre sur pied un système éducatif solide,
- financer un système de santé viable,
- rattraper notre déficit en infrastructures,
- apporter l'eau, l'électricité et l'assainissement dans toutes les localités,
- assurer un système de protection sociale qui prenne soin des personnes dépendantes,

- trouver du travail aux chômeurs,
- fournir des engrais aux paysans,
- dispenser une formation aux milliers de jeunes qui ont quitté prématurément le circuit scolaire et se retrouvent sans la moindre qualification,
- bâtir une armée puissante pour veiller sur nos frontières, recruter assez de policiers et de gendarmes, les équiper et les motiver convenablement, pour garantir la sécurité de tous les citoyens,
- etc.

Face à l'immensité des besoins qui, de surcroît, ne cessent d'augmenter, l'Etat dispose de ressources limitées. Toute politique publique butte sur cette contrainte, qu'il faut donc résoudre sans démagogie.

La principale ressource du budget est la fiscalité et les chiffres montrent qu'elle est très performante ; le Sénégal est reconnu comme possédant le meilleur système fiscal de l'UEMOA. La révision des comptes nationaux a certes eu pour effet de faire baisser notre taux de pression fiscale (entendu comme le rapport entre les recettes fiscales et le PIB) mais il ne s'agit que d'une correction statistique : si l'on analyse les valeurs absolues ainsi que le rythme d'augmentation des recettes, l'on se rend compte que l'appareil de mobilisation des taxes fonctionne très bien.

Par contre, si pour augmenter de manière exponentielle le rendement de la fiscalité, il faudrait porter les taux d'imposition à un niveau confiscatoire, alors autant le dire clairement : ce n'est pas l'option du Gouvernement. Au contraire, la politique fiscale menée depuis 2012 vise à renforcer le pouvoir d'achat et à libérer les forces économiques productives.

Asséner les consommateurs et les entreprises de nouveaux impôts, ou augmenter les taux de ceux qui existent, serait contreproductif. Le Gouvernement mise plutôt sur des mesures au long cours : promotion du civisme fiscal, transformation digitale des administrations fiscale et douanière, renforcement de la coopération fiscale internationale, formation accrue des personnels, etc.

Ces mesures ayant l'inconvénient de produire leurs effets à moyen et long terme, la seule solution de court terme permettant de compléter le financement du développement économique et social de la Nation reste l'endettement.

Encore que la dette n'est pas une sorte de pis-aller auquel a recours l'Etat lorsqu'il ne dispose pas de suffisamment de ressources. Non, la dette est un choix rationnel, responsable et pleinement assumé du Gouvernement.

Tous les pays du monde ont recours à l'emprunt. Les pays riches (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, etc.) sont les plus endettés. Car la théorie financière l'a démontré : il est souvent plus opportun de financer un investissement par de l'endettement que sur fonds propres. C'est valable pour les entreprises comme pour les Etats.

La problématique de la dette reste donc la même pour tous, entreprises comme Etats, riches comme pauvres, et on pourrait la résumer en deux idées simples :

1. s'endetter n'est pas un problème en soi, c'est même souvent recommandé. Mais il faut faire un bon usage du produit de l'endettement, de sorte à générer des ressources suffisantes quand viendra le moment de rembourser ;
2. pour évaluer la politique de dette d'un pays, il convient de ne pas se limiter aux données telles que le poids de la dette par rapport au PIB et le montant du service ou de l'encours de la dette. Ce sont des informations importantes qu'il convient de compléter de plusieurs manières :
 - (i) en plongeant le regard dans la politique économique menée (génère-t-elle assez de croissance ?),
 - (ii) en examinant le système fiscal (est-il performant ?),
 - (iii) en observant le cadre sociopolitique (existe-t-il un niveau optimal de consensus social et de stabilité politique ?),
 - (iv) en détaillant les mesures sociales du Gouvernement (renforcent-elles le vivre-ensemble et la cohésion nationale ?)
 - (v) en passant au peigne fin la politique éducative (contribue-t-elle à la constitution d'un capital humain solide ?)
 - (vi) en analysant le climat des affaires (suscite-t-il la confiance des entrepreneurs ?),
 - (vii) en vérifiant la rationalité de la dépense budgétaire (l'argent public est-il bien dépensé ?) ;
 - (viii) bref, en passant en revue toute une série de paramètres extrinsèques à la dette mais qui sont, en réalité, les déterminants les plus importants d'une stratégie d'endettement. Pour résumer, on peut dire que pour comprendre la dette, il faut savoir sortir de la dette.

Pour toutes ces raisons, et sans pour autant négliger les différents messages d'alerte qui ont pu être exprimés ici et là sur le problème de la dette publique des pays africains, le Gouvernement sénégalais maintient sa stratégie de recourir aux emprunts auprès des PTF comme des marchés financiers, afin de compléter le financement du PSE.

Les développements suivants montrent que cette stratégie demeure réfléchie, prudente et soucieuse de l'avenir des futures générations.

III.4. Les dépenses prévues dans le cadre du budget 2019 :

A/ Le service de la dette :

1) Aspects généraux:

Les ressources externes du Projet de Loi de Finances 2019 sont arrêtées à la somme de 1 172 milliards de FCFA.

La décomposition de ce financement externe est la suivante :

- dons budgétaires : 44.17 milliards de FCFA ;
- dons en capital : 240 milliards de FCFA ;
- emprunts-projets : 550.9 milliards de FCFA ;
- emprunts-programmes: 65 milliards de FCFA ;
- autres emprunts : 316.2 milliards de FCFA.

Le niveau important des financements extérieurs traduit le soutien des PTF au PSE.

Pour rappel, leurs promesses de financement au cours du Groupe Consultatif tenu à Paris les 23 et 24 février 2014 s'élevaient à 3.729 milliards de FCFA. A ce jour, les financements mis à la disposition du Sénégal, par le biais de conventions dûment signées, se portent à 6.606.415 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 177.16%. Cela représente quasiment, en 5 ans, un doublement du volume total des financements mobilisés entre 2000 et mars 2012 (lequel volume se situait à 3 789 milliards de FCFA).

Les financements extérieurs reçus sont affectés aux secteurs prioritaires de l'économie nationale : infrastructures de transport (31.22%), agriculture (11.35%), énergie (13.5%), hydraulique et assainissement (12.96%), santé et protection sociale (9.11%), éducation-formation (4.56%).

Le tableau ci-dessous donne la pleine mesure de la confiance que les PTF accordent au Sénégal.

Evolution des financements extérieurs contractés de 2000 à 2018

| Montant en millions francs CFA | | | |
|---------------------------------------|-----------------|--------------------|------------------|
| ANNEE | Emprunts | Subventions | Total |
| 2000 | 221 158 | 20 825 | 241 983 |
| 2001 | 191 468 | 120 620 | 312 088 |
| 2002 | 92 394 | 71 183 | 163 577 |
| 2003 | 97 118 | 64 877 | 161 995 |
| 2004 | 112 170 | 33 565 | 145 735 |
| 2005 | 187 959 | 65 641 | 253 600 |
| 2006 | 252 193 | 169 448 | 421 641 |
| 2007 | 161 745 | 82 588 | 244 333 |
| 2008 | 255 554 | 163 124 | 418 678 |
| 2009 | 219 586 | 516 698 | 736 284 |
| 2010 | 173 189 | 70 649 | 243 838 |
| 2011 | 388 393 | 67 201 | 455 594 |
| 2012 | 338 357 | 92 119 | 430 475 |
| 2013 | 394 001 | 182 680 | 576 684 |
| 2014 | 696 458 | 317 376 | 1 028 449 |
| 2015 | 1 405 809 | 652 175 | 2 057 984 |
| 2016 | 1 417 237 | 91 642 | 1 508 879 |
| 2017 | 1 338 402 | 111 170 | 1 449 572 |
| 2018 (à fin septembre) | 627 079 | 75 195 | 702 273 |

Depuis 2012, on voit que les financements n'ont cessé d'augmenter et dans la foulée du Groupe consultatif pour le financement de la phase I du Plan d'Actions Prioritaires (PAP 2014-2018) du PSE, le Sénégal a engrangé énormément de ressources extérieures, jusqu'à dépasser les 2000 milliards FCFA au cours d'une seule année.

En 2019, le financement extérieur des projets et programmes d'investissements rapportera au budget de l'Etat un montant de 790.86 milliards de FCFA, composé de prêts à des conditions concessionnelles pour un montant de 550.86 milliards de FCFA (69.65%) et de subventions pour un montant de 240 milliards de FCFA (30.35%).

Par rapport à la LFR de 2018, le financement extérieur connaîtra ainsi une augmentation de 273.86 milliards de FCFA en valeur absolue et de 53% en valeur relative.

Toutefois, les indicateurs de viabilité et de liquidité de la dette du Sénégal restent contenus dans les limites des seuils. Concrètement, l'option va demeurer de conserver un niveau de dette soutenable, en n'empruntant que des montants parfaitement maîtrisés :

- les prêts projets : 550.86 milliards de FCFA constitués essentiellement de projets et programmes de développement financés par les institutions multilatérales (Banque mondiale, Banque Islamique de Développement, Banque Africaine de Développement, etc.) et bilatérales (Agence française de Développement,

Chine, Turquie, Inde, etc.) concernent principalement les six (6) secteurs prioritaires mentionnés ci-dessus ;

- les prêts programmes (ou appuis budgétaires), qui consistent à transférer des ressources financières au budget de l'État dans le but de contribuer à la mise en œuvre de politiques publiques seront d'un montant de 65 milliards de FCFA ;
- les autres prêts pour le financement du déficit budgétaire : 316.2 milliards de FCFA.

2) Aperçu sur la viabilité de la dette publique du Sénégal :

L'évolution de la dette publique du Sénégal peut être analysée autour de quatre dates ou périodes :

- **2000** : notre pays affichait un encours de dette équivalant à 78% du PIB (le plafond UEMOA est de 70%), ainsi qu'un service de la dette égal à 26.9% des recettes budgétaires (le seuil communautaire est de 22%).
- **2006** : le Sénégal obtenait des mesures fortes d'annulation de sa dette extérieure, à la faveur de son éligibilité aux initiatives de réduction de dettes PPTe et IADM. Aussi, son taux d'endettement avait-il drastiquement baissé pour se situer à 21% du PIB, tandis que son ratio service de la dette publique/recettes budgétaires s'établissait à 20.9%.
- **2011** : le taux d'endettement public remontait jusqu'à 40%, soit 19 points d'augmentation en 5 ans, après que le Sénégal ait bénéficié des initiatives PPTe et IADM. La dette publique rapportée aux recettes budgétaires a ainsi grimpé jusqu'à 39.9%.
- **2012 à 2017** : le taux d'endettement est passé de 42.3% à 61% suivant l'ancienne base du PIB (suivant la nouvelle base, le ratio d'endettement public de 2017 ressort à 46,6%). Au 31 décembre 2017, l'encours de la dette publique s'élève à 5848,5 milliards de FCFA réparti entre la dette extérieure, pour 4483,2 milliards de FCFA et la dette intérieure pour 1365,3 milliards de FCFA.

Comme on peut aisément l'imaginer, c'est surtout la dette extérieure qui mérite une surveillance, ne serait-ce qu'en raison de son poids dans l'encours total (soit 77%).

Mais lorsqu'on analyse la composition de la dette extérieure, on se rend compte qu'elle représente à 57% (plus de la moitié) de prêts contractés avant 2012. En effet, le Sénégal doit toujours rembourser :

- ✓ 156.2 milliards de FCFA, soit 4% de l'encours de dette extérieure, au titre de prêts contractés **avant 2000** ;
- ✓ 2198.8 milliards de FCFA, soit 53% de l'encours de dette extérieure, pour des prêts contractés **entre 2000 et mars 2012**.

Les prêts contractés sur la période d'avril 2012 au 31 décembre 2017, représentent 1828.1 milliards de FCFA (43% de l'encours).

C'est dire donc à quel point la gestion de la dette publique chevauche les régimes politiques, le principe de continuité de l'Etat imposant à un gouvernement de rembourser les emprunts de ses prédécesseurs, dont certains peuvent dater de 10, 20, voire 30 ans.

Le service de la dette totale rapporté aux recettes budgétaires est passé de 46.8% en 2012 à 33.7% en 2017. Bien que restant supérieur au seuil UEMOA de 22%, il a donc connu une forte baisse de 13.1 points. Le taux d'accroissement moyen annuel de la dette est lui aussi en net repli de 8.2 points (13.6% contre 21.8% sur la période 2007-2011).

En 2018, le taux d'endettement et le service de la dette totale par rapport aux revenus budgétaires connaîtront une baisse pour se situer respectivement à 59.5% et 32.5%.

Encore que ces chiffres ne tiennent pas compte des travaux de recalcul du PIB (intégrant notamment les évolutions de la structure de l'économie entre 1999 et 2014). Cette rénovation des comptes nationaux du pays augmente le PIB nominal d'environ 30%, ce qui ramènerait le taux d'endettement à 45.4% du PIB en 2018.

L'évolution de la dette montre que la stratégie d'endettement du Sénégal depuis 2012 est basée sur une gestion active et prudente de la dette par :

- (i) le reprofilage de la dette visant à substituer aux instruments de court terme des instruments de long terme permettant de lisser le service de la dette, par l'allongement du profil de la dette externe,
- (ii) la couverture des opérations libellées en devises pour se prémunir contre le risque de change,
- (iii) l'anticipation des risques de refinancement,
- (iv) l'abaissement des coûts de financement.

A titre d'exemple, le reclassement du Sénégal à la catégorie B (mixte) de la classification de la Banque Africaine de Développement (BAD), à la faveur de l'évaluation concluante de la solvabilité du Sénégal, a permis à notre pays d'avoir un accès à un guichet spécifique de financement et, en conséquence, de bénéficier d'un accès accru à plus de financements à des coûts avantageux.

Par ailleurs, le Sénégal se trouve dans le cercle restreint des 5 pays africains classés dans la catégorie de « pays à risque de surendettement faible ».

Pour maintenir la viabilité de sa dette, le Sénégal s'est engagé dans des réformes structurelles visant à assurer :

- une maîtrise de ses dépenses courantes dont le ratio par rapport au PIB est en constante baisse (12% du PIB en 2011 contre 7.5% du PIB en 2018),
- une augmentation des recettes de l'ordre de 10% par an depuis 2012
- et une incitation du secteur privé à s'engager davantage dans le financement de l'économie, notamment dans le cadre du PAP II du PSE (qui couvre la période 2019-2023).

Et les efforts du Sénégal sont en train de porter leurs fruits : la preuve par le rehaussement de la notation du Sénégal :

- en 2017 par l'agence MOODY'S qui fait passer sa note de **B1 positif** à **Ba3 stable** ;
- le 15 juin 2018 par l'agence STANDARD & POOR'S qui fait passer sa note de **B+ avec une perspective stable** à **B+ avec une perspective positive**.

Mais les meilleurs connaisseurs de la viabilité des dettes publiques restent les marchés financiers car l'adage « on ne prête qu'aux riches » n'est jamais aussi bien vérifié qu'en matière de finance internationale. Or quelle a été l'attitude des marchés depuis que notre pays a commencé à émettre des eurobonds ?

- l'eurobond de 2011 avait été émis au taux de 9.125% avec un délai de remboursement de 10 ans ;
- l'eurobond de 2014 a été émis au taux de 6.25%, avec un délai de remboursement de 10 ans ;
- l'eurobond de 2017 a été émis au taux de 6.25% avec un délai de remboursement de 16 ans ;
- l'eurobond de 2018 a permis de lever un milliard d'euros sur 10 ans à 4.75% et un milliard de dollars US à 6.75% avec une maturité de 30 ans.

Pour finir, les dernières analyses de viabilité de la dette, réalisées par le Sénégal et le FMI, attestent d'un profil de risque de surendettement faible sur la période 2019-2023, comme l'indique le tableau ci-dessous :

| Indicateurs | Seuils (en %) | Performances du Sénégal (en %) | | |
|---|------------------|-----------------------------------|------|------|
| | | 2019 | 2020 | 2021 |
| <i>Viabilité</i> | | | | |
| Taux d'endettement*** | 70 | 48.8 | 45.8 | 45 |
| Valeur actuelle nette de la dette extérieure / PIB | 55 | 33 | 30 | 27 |
| Valeur actuelle nette de la dette extérieure / exportations biens et services | 240 | 127 | 111 | 101 |
| <i>Liquidité</i> | | | | |
| Service de la dette extérieure / exportations biens et services | 21 | 11 | 9 | 16 |
| Service de la dette extérieure / Revenus budgétaires | 23 | 17.7 | 10 | 20 |

*** Suivant nouvelle base

B/ Les dépenses de personnel :

En 2019, la masse salariale de l'Etat (payée sur le titre II du budget, à distinguer de la rémunération globale dans le secteur public dont on peut retrouver des éléments aux titres III et IV, voire V et VI) se situera à 743.4 milliards de FCFA, en augmentation par rapport à la LFR 2018 de 60.4 milliards en valeur absolue et 8.8% en valeur relative.

C'est un montant important. Les causes et les conséquences du niveau de la masse salariale ont été suffisamment analysées dans les précédentes lois de finances pour qu'on n'éprouve pas le besoin d'y revenir. Mais il peut être utile de rappeler quelques chiffres clés.

1. En 2000, la masse salariale était de 173 milliards de FCFA, que se partageaient 65.887 agents publics, soit une moyenne de 2.625.707 FCFA par agent et par an.
2. En 2011, une masse salariale de 428 milliards FCFA était répartie entre 91.401 agents, soit une moyenne annuelle individuelle de 4.682.662 FCFA.
3. En 2018, ce sont 135.000 agents qui émargent sur le titre II, d'un montant de 683 milliards de FCFA dans la LFR. Autrement dit, le Gouvernement actuel verse une rémunération moyenne annuelle de 5.059.259 FCFA à chaque agent de l'Etat.

Le recrutement de 54.000 nouveaux agents dans la Fonction publique sénégalaise entre 2008 et 2018 (66.9% des effectifs globaux) n'est donc pas la principale variable explicative de la hausse de la masse salariale ; il n'en justifie que 21 milliards FCFA sur les 338 milliards FCFA de hausse observée sur cette période.

| | 2008-2012 | 2013-2017 | 2017-2018 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Croissance moyenne de la masse salariale | 7,4% | 5,5% | 14% |
| Croissance moyenne des effectifs | 4,4% | 6,0% | 5,6% |

Non, la véritable raison, c'est que les agents de l'Etat sénégalais (fonctionnaires et non-fonctionnaires) sont beaucoup mieux payés qu'avant. Et c'est un choix que le Gouvernement assume : la redistribution des fruits de la croissance passe aussi par l'amélioration des conditions de rémunération des agents publics, d'autant plus que le succès du PSE est également tributaire d'une administration compétente et motivée.

Les chiffres montrent aussi que même si des écarts salariaux subsistent dans la Fonction publique (mis en relief par l'étude sur le système public de rémunération commanditée par le Gouvernement), la hausse de la masse salariale a profité à l'écrasante majorité des agents.

Par exemple, les enseignants (qui représentent 51% des effectifs et captent 53% des salaires payés) ne disposaient jusqu'en 2006 que de l'indemnité d'enseignement. Mais non seulement le montant de celle-ci s'est accru grâce à la revalorisation du point indiciaire et à l'augmentation du taux qui est passé de 35% en septembre 2004 à 50%

de la solde mensuelle indiciaire en octobre 2008, mais l'éventail du régime indemnitaire des enseignants s'est élargi depuis lors, avec la création de :

- l'indemnité de documentation en février 2007 ;
- l'indemnité de contrôle et d'encadrement pédagogique en 2009 ;
- la prime scolaire en 2009.

On estime que le coût budgétaire de ce régime indemnitaire est passé de 7.3 milliards FCFA en 2002 à 65.1 milliards FCFA en 2017.

Pour les autres corps, on peut noter :

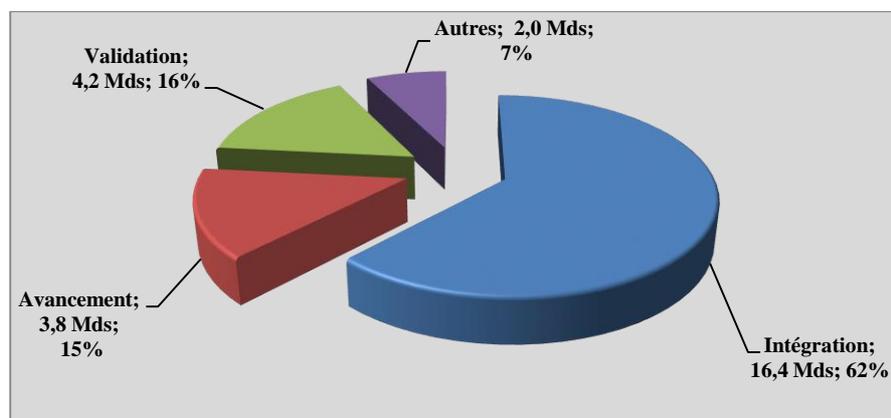
- les indemnités de logements qui ont été revalorisées ;
- les heures supplémentaires qui ont également connu une forte croissance ;
- les primes de rendement octroyées à certains agents de l'Etat pour améliorer leur productivité.

Il s'y ajoute la prise en charge médicale des agents de l'Etat et des membres de leur famille, plus connue sous le vocable « *imputations budgétaires* », qui a aussi connu une croissance très rapide au cours de ces dernières années, avec une pointe de 12.5 milliards de FCFA en 2014, contre 8.5 milliards FCFA en 2012.

Par ailleurs, entre 2013 et 2018, la signature et la mise en œuvre d'accords entre le Gouvernement et les syndicats, particulièrement ceux des enseignants, a contribué significativement à l'augmentation de la masse salariale.

❖ Dans le secteur de l'éducation et de la formation :

La mise en œuvre des accords a engendré un coût financier de 285 milliards de FCFA, dont 63% pour la mise en solde de 38 000 professeurs et maîtres contractuels nouvellement titularisés, et 37% pour le paiement de rappels. Ce montant ne prend pas en compte les prises en charge médicales et autres charges connexes.



❖ Dans le secteur de la santé :

En plus du déficit en personnel médical que l'Etat est en train de résorber avec le recrutement de 2000 agents en 2017, dont l'impact est de 2.6 milliards de FCFA, une

indemnité de spécialisation médicale a été octroyée (coût : 1 milliard de francs par an), sans parler de la hausse de l'indemnité dite « heures de nuit » pour 1.3 milliard de FCFA en 2018.

La mise en œuvre des accords signés en 2018 avec les syndicats de l'Education et de la Santé va engendrer un coût de 65 milliards de FCFA en 2019 sur une masse salariale qui connaîtra une augmentation de 60,3 milliards FCFA, soit 8,8% par rapport à l'année 2018 où elle s'est élevée à 683 milliards de FCFA.

C/ Les dépenses de fonctionnement :

Les dépenses courantes vont connaître une hausse en 2019 puisqu'elles passent de 871.5 milliards de FCFA dans la LFR 2018 à 896.88 milliards FCFA dans le présent projet de loi de finances. Cette hausse se justifie principalement par la prise en compte des dotations des structures bénéficiaires de taxes parafiscales rapatriées dans le budget.

Toutefois, cette hausse n'anéantit pas pour autant, tous les efforts de l'Etat en matière de réduction du train de vie de l'Etat.

Pour comprendre les bases de cette politique, il faut garder à l'esprit que le projet présidentiel actuel consiste, dans la grande tradition de la social-démocratie, à bâtir un Etat efficace dans le domaine régalien, stratège dans le domaine économique, protecteur dans le domaine social et partenaire des entreprises, de la société civile et des collectivités territoriales.

En effet, les décennies de crise économique, suivies d'ajustement structurel ont creusé des fractures dans notre pays : fractures territoriale, médicale, d'accès à l'emploi, en matière d'éducation et de culture, d'accès au numérique, fracture générationnelle, etc. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement veille précautionneusement à éviter de fragiliser les services publics en rognant de manière inconsidérée dans leurs budgets de fonctionnement.

Depuis la grande sécheresse qui a frappé le Sahel entre 1968 et 1973, la population sénégalaise a payé un prix élevé en termes de sacrifices sociaux, ce qui explique qu'aujourd'hui encore, la demande d'Etat soit particulièrement forte. Répondre à cette demande exige de s'appuyer sur une administration compétente, motivée, correctement déployée sur le territoire national et dotée des moyens indispensables à la délivrance de prestations de qualité.

C'est pourquoi, depuis 2012, le Gouvernement s'est efforcé de préserver les crédits de fonctionnement des administrations publiques en privilégiant une technique plus fine et plus analytique dans la rationalisation des dépenses courantes. Celles-ci empruntent les axes suivants :

- identifier et supprimer, à l'intérieur des dépenses publiques, les doublons, les niches de gaspillage et les mesures manifestement improductives ;

- favoriser les gains de productivité par une réorganisation des structures administratives couplée à la réforme de leur mode de fonctionnement, conformément au Schéma directeur de modernisation de l'administration publique élaboré sous l'auspice du Bureau Organisation et Méthodes, en cohérence avec le Programme d'Actions issu du Forum National de l'Administration tenu à Diamniadio les 9 et 10 avril 2016 ;
- appliquer de manière progressive les réformes budgétaires issues du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA (notamment les directives communautaires du 26 juin 2009), sachant que lesdites réformes, qui instituent la performance comme nouveau paradigme du Budget, encouragent l'efficacité des dépenses publiques, ce qui entraîne des économies financières pour l'Etat.

D/ Les dépenses d'investissement :

En 2019, l'Etat du Sénégal va dépenser 1434.16 milliards de FCFA en investissement, contre 1226.9 milliards en 2018, soit une augmentation de 207.3 milliards FCFA en valeur absolue et 16.9% en valeur relative, par rapport à 2018. Ces ressources se décomposent entre :

- les dépenses en capital sur ressources internes : 643.3 milliards de FCFA, contre 709.9 milliards de FCFA dans la LFR 2018, soit une baisse de 9.4% ;
- les dépenses en capital sur ressources externes : 790.9 milliards de FCFA, contre 517 milliards de FCFA dans la LFR 2018, soit une progression de 53%.

Cette prédominance des ressources extérieures ne signifie en rien un recul par rapport au processus de reconquête de notre souveraineté budgétaire, entamé ces dernières années. En effet, la structure du budget général démontre à suffisance la prépondérance des ressources internes qui ont atteint 70% en 2019 tandis que les dépenses internes du budget (service de la dette, masse salariale, dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissements sur ressources internes) sont couvertes à 88% par les ressources internes en 2019, contre 79% en 2018. Pour rappel, en 2016 et 2017, la couverture des dépenses internes par les ressources internes s'est établie respectivement à 78,6% et 77,6%.

Ce choix de financement est motivé par la conjoncture économique et sociale à travers :

- la hausse des prix du baril de pétrole qui aurait fortement dégradé le pouvoir d'achat des Sénégalais si le Gouvernement n'avait pas pris des mesures pour amortir le choc. La subvention des tarifs de l'électricité versée à SENELEC sera, à elle seule, de 25 milliards de FCFA ;
- les mesures sociales en faveur des étudiants (hausse des bourses, baisse des prix des tickets restaurant, etc.) et des enseignants, qui ont permis de sauver les années scolaire et universitaire en 2018, ont un prix élevé que les finances publiques vont subir de plein fouet en 2019.

Le Gouvernement a donc décidé d'orienter davantage de ressources vers les dépenses sociales, ce qui entraînerait une baisse mécanique des dépenses d'investissement, à moins de recourir davantage aux financements extérieurs.

Enfin, en 2019, l'accent sera également mis sur le développement durable, pour au moins deux raisons.

En premier lieu, le Gouvernement considère que le réchauffement climatique ne doit pas être uniquement la préoccupation des seuls pays industrialisés et que la transition vers une économie moins carbonée se prépare maintenant.

En outre, des pays comme le Sénégal font face à d'autres périls écologiques plus spécifiques, tels que la prolifération des matériaux plastiques, l'érosion côtière ou le traitement des ordures ménagères qui, s'ils ne font pas l'objet de réponses immédiates et fortes, finiront pas ruiner tous les efforts de l'Etat destinés à améliorer le niveau et la qualité de vie des citoyens.

Au nombre de ces réponses, on peut citer des projets tels que le Projet Baie de Hann, le projet de Pikine irrégulier Sud PIS II, la brèche de Saint de Louis et le projet de relèvement d'urgence et de résilience à Saint-Louis (SERRP).

C'est pourquoi, non seulement les moyens d'intervention en faveur de l'environnement et du développement durable, seront augmentés très significativement mais aussi seront privilégiés, dans tous les projets des différents ministères, particulièrement ceux dont l'impact écologique est le plus positif.

Globalement, les principaux projets financés par le PLF 2019 sont les suivants :

PRINCIPAUX PROJETS EN COURS

Axe 1 du PSE « Transformation structurelle de l'économie et croissance » :

- Projets et programmes d'amélioration de la productivité agricole (Equipement Monde rural, reconstitution du capital semencier) ;
- Projet de Développement inclusif et durable de l'Agro-business ;
- Projets et programmes de maîtrise de l'eau (aménagement hydroagricoles, réalisation de fermes et développement petite irrigation locale) ;
- Projet de développement de la filière laitière ;
- Projet de Train Express Régional (TER) ;
- Projet de Bus Rapid Transit (BRT) ;
- Programme prioritaire de Désenclavement (Ile à Morphil, routes Kédougou-Salémata, Bambey/Baba Garage-Mékhé, Dabo-Fafacourou-Médina Yoro Foulla) ;
- Projet Autoroute Thiès Touba ;
- Projet de développement du Tourisme et des Entreprises ;

- Programme national d'Electrification rurale ;
- Projet d'Appui au secteur de l'Electricité (Phase I et II) ;
- Projet de Promotion de l'Efficacité énergétique et de l'Accès à l'Energie ;
- Projets de Construction de lignes de transport et de distribution d'énergie.

Axe 2 du PSE « Capital humain, protection sociale et développement durable » :

- Projet de Modernisation des Villes (PROMOVILLES) ;
- Programme des Bourses de sécurité familiale ;
- Fonds d'Entreprenariat rapide ;
- Projets de construction, réhabilitation et équipement de structures sanitaires ;
- Projet d'appui au système éducatif de base ;
- Projet de construction de Lycées professionnels ;
- Programme de résorption des abris provisoires ;
- Projets de construction de l'Université du Sine Saloum El-Hâdj Ibrahima Niassé (USSEIN) et de l'Université Amadou Mahtar Mbow (UAM) ;
- Projet Eau et Assainissement en milieu rural (PEAMIR) ;
- Projet de construction d'une troisième usine de traitement d'eau à Keur Momar Sarr et ses renforcements en aval (KMS3) ;
- Projet de construction d'une usine de dessalement de l'eau de mer ;
- Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur ;
- Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage des métiers pour la lutte contre la Pauvreté (PALAM-II).

Axe 3 du PSE « Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité » :

- Fonds d'Équipement des collectivités territoriales (FECT) ;
- Projet d'Informatisation du Casier Judiciaire ;
- Projet d'Équipement et de défense nationale;
- Projet d'équipement de la gendarmerie nationale ;
- Programme d'équipement des Forces de Police ;
- Projet de création, de réhabilitation et d'équipement de la Brigade nationale des Sapeurs-pompiers ;
- Projet d'acquisition de moyens de sauvetage en mer ;
- Programme d'Urgence de Modernisation des Axes et Territoires Frontaliers (PUMA) ;
- Programme d'Acquisition et de Construction d'Ambassades ;
- Projet d'Assistance à la Lutte Antimines en Casamance.

PRINCIPAUX PROJETS NOUVEAUX

Axe 1 du PSE « Transformation structurelle de l'économie et croissance » :

- Projet d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural phase 2 ;
- Travaux d'aménagement et de bitumage de la route Kaffrine Nganda en liaison avec la Gambie ;
- Projet de réhabilitation de la route Sénoba Ziguinchor ;
- Projet de désenclavement des zones de production ;
- Projet d'électrification de 300 villages ;
- Projets de rénovation et de mise aux normes des aéroports régionaux.

Axe 2 du PSE « Capital humain, protection sociale et développement durable » :

- Programme d'Urgence de Développement communautaire (PUDC phase 2) ;
- Projet d'appui à l'amélioration de l'Enseignement élémentaire et moyen à Dakar (ADEM) ;
- Projet d'appui au développement des compétences et de l'entrepreneuriat des jeunes dans les secteurs porteurs ;
- Programme spécial d'amélioration de la desserte en eau de Dakar (PSDAK) ;
- Construction d'un stade olympique de 50 000 places ;
- Projet de relèvement d'urgence et de résilience à Saint-Louis (SERPP).

Axe 3 du PSE « Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité » :

- Programme de Gestion intégrée des Ressources humaines de l'Administration ;
- Programme de constructions prioritaires des services du Ministère de l'Intérieur ;
- Système de surveillance aérienne ;
- Projet d'appui aux communes et aux agglomérations du Sénégal (PACASEN) ;
- Système de protection des zones frontalières terrestres.

III.5. Les comptes spéciaux du Trésor en 2019 :

Avec un solde cumulé de 134.15 milliards de FCFA, les comptes spéciaux du Trésor (CST) connaîtront en 2019 et par rapport à la LFR 2018 une hausse de 22.85 milliards en valeur absolue et 20.5% en valeur relative.

Mais sur les cinq catégories de CST, il y en a deux qui expliquent l'essentiel de cette progression :

- les comptes d'affectation spéciale, qui passent de 96.10 milliards à 111.95 milliards de FCFA, soit 16.5% de hausse ;

- les comptes de prêts qui passent de 13.75 milliards à 20.75 milliards de FCFA, soit 50.9% de hausse.

Parmi les comptes d'affectation spéciale, c'est le Fonds National de Retraites (FNR) qui va recevoir des dotations nouvelles, au titre de l'effort budgétaire de l'Etat en vue d'équilibrer le régime de retraite des fonctionnaires mais aussi de financer certaines mesures d'amélioration du niveau des pensions de retraites.

S'agissant des comptes de prêts, ce sont les prêts pour équipement et les prêts pour logement accordés aux agents de l'Etat qui vont bénéficier d'une enveloppe largement rehaussée.

Dans les deux cas, il s'agit d'une nouvelle démonstration de l'Etat protecteur, un Etat qui se préoccupe des conditions d'existence de ses serviteurs, aussi bien pendant leur période d'activité que lorsqu'ils sont à la retraite.

Tableau n°1 : Présentation générale des ressources et des charges de la LFI 2019 en comparaison avec 2018

| <i>Ressources / Recettes</i> | LFR 2018 | 2019 | Ecart 2019/LFR | | <i>Dépenses / Charges</i> | LFR 2018 | 2019,0 | Ecart 2019/LFR 2018 | |
|---------------------------------|----------------|---------------|-------------------|--------------|---------------------------------|----------------|----------------|------------------------|--------------|
| Recettes budgétaires | 2294,90 | 2657,4 | 362,54 | 15,8% | Dettes publiques | 882,0 | 863,17 | -18,8 | -2,1% |
| <i>recettes fiscales</i> | 2145,80 | 2534,00 | 388,20 | 18,1% | <i>intérêts</i> | | 273,2 | 273,2 | |
| <i>recettes non fiscales</i> | 149,10 | 123,44 | -25,66 | -17,2% | <i>Amortissements</i> | | 589,98 | 590,0 | |
| Dons budgétaires | 37,00 | 44,17 | 7,17 | 19,4% | Masse salariale | 683,0 | 743,41 | 60,4 | 8,8% |
| Recettes exceptionnelles | 64,80 | 60,98 | -3,82 | -5,9% | Autres dépenses courantes | 871,5 | 896,88 | 25,4 | 2,9% |
| <i>dont PPTe IADM</i> | 64,80 | 60,98 | -3,82 | -5,9% | Dépenses capital res. inter | 709,9 | 643,30 | -66,6 | -9,4% |
| Remboursements prêts et avances | | 3,0 | | | | | | | |
| RESSOURCES INTERNES | 2396,70 | 2765,6 | 368,89 | 15,4% | DEPENSES INTERNES | 3146,4 | 3146,76 | 0,4 | 0,0% |
| <i>Dons en capital</i> | 237,00 | 240,0 | 3,00 | 1,3% | | | | | |
| <i>Tirages prêts projets</i> | 280,00 | 550,9 | 270,86 | 96,7% | Dépenses capital res. exteri | 517,0 | 790,86 | 273,9 | 53,0% |
| <i>Emprunts programmes</i> | | 65,0 | | | | | | | |
| <i>Emprunts</i> | 749,7 | 316,2 | -433,53 | -57,8% | | | | | |
| RESSOURCES EXTERNES | 1266,7 | 1172,0 | -94,67 | -7,5% | | | | | |
| RECETTES BUDGET GENERAL | 3663,40 | 3937,6 | 274,2 | 7,5% | DEPENSES BUDGET GENER | 3663,40 | 3937,6 | 274,2 | 7,5% |
| <i>Comptes affectation spéc</i> | 96,1 | 111,95 | 15,85 | 16,5% | <i>Comptes affectation spéc</i> | 96,1 | 111,95 | 15,9 | 16,5% |
| <i>Compte de commerce</i> | 0,15 | 0,15 | 0,00 | 0,0% | <i>Compte de commerce</i> | 0,2 | 0,15 | 0,0 | 0,0% |
| <i>Compte de prêts</i> | 13,75 | 20,8 | 7,00 | 50,9% | <i>Compte de prêts</i> | 13,8 | 20,8 | 7,0 | 50,9% |
| <i>Compte d'avances</i> | 0,80 | 0,80 | 0,00 | 0,0% | <i>Compte d'avances</i> | 0,8 | 0,80 | 0,0 | 0,0% |
| <i>Compte de garanties et</i> | 0,50 | 0,50 | 0,00 | 0,0% | <i>Compte de garanties et</i> | 0,5 | 0,50 | 0,0 | 0,0% |
| Recettes CST | 111,30 | 134,2 | 22,9 | 20,5% | Dépenses CST | 111,3 | 134,2 | 22,9 | 20,5% |
| RESSOURCES LOI DE FINA | 3774,7 | 4071,8 | 297,1 | 7,9% | CHARGES LOI DE FINANCE | 3774,7 | 4071,8 | 297,1 | 7,9% |

Comparativement aux lois de finances pour 2018 (LFI et LFR), les principaux flux de la présente loi de finances pour l'année 2019 sont décrits dans le tableau ci-après :

Tableau n°2 : récapitulatif des lois de finances 2018 et 2019

En milliards FCFA

| | 2018 | 2018 | 2019 | ECARTS LFI 19/LFR 18 | |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------------|--------------|
| | LFI | LFR | LFI | Valeur | % |
| TOTAL BUDGET | 3 709,1 | 3 774,7 | 4071,8 | 297,1 | 7,9% |
| BUDGET GENERAL | | | | | |
| Ressources du budget général | 3 597,8 | 3 663,4 | 3 937,6 | 274,2 | 7,5% |
| Ressources internes dont: | 2 439,8 | 2 396,7 | 2 765,6 | 368,9 | 15,4% |
| Recettes ordinaires hors dons | 2 328,0 | 2 294,9 | 2657,4 | 362,5 | 15,8% |
| Recettes exceptionnelles | 64,8 | 64,8 | 61,0 | -3,8 | -5,9% |
| Autres recettes | | | | 0,0 | |
| Dons budgétaires | 47,0 | 37,0 | 44,2 | 7,2 | 19,4% |
| Remboursement prêts et avances | | | 3,0 | | |
| Ressources externes | 1 158,0 | 1 266,7 | 1172,1 | -94,6 | -7,5% |
| Ressources affectées à l'investissement | 517,0 | 517,0 | 790,9 | 273,9 | 53,0% |
| Autres Emprunts | 641,0 | 749,7 | 316,2 | -433,5 | -57,8% |
| Emprunts programme | | | 65,0 | | |
| Charges du budget général | 3 597,8 | 3 663,4 | 3911,6 | 248,2 | 6,8% |
| Dépenses ordinaires dont: | 2 258,3 | 2 436,5 | 2497,5 | 60,9 | 2,5% |
| Dettes publiques | 839,8 | 882,0 | 863,2 | -18,8 | -2,1% |
| Traitements et salaires | 633,0 | 683,0 | 743,4 | 60,4 | 8,8% |
| Autres dépenses courantes | 785,5 | 871,5 | 890,9 | 19,4 | 2,2% |
| Dépenses d'investissement dont: | 1 339,5 | 1 226,9 | 1414,2 | 187,3 | 15,3% |
| sur ressources internes | 822,5 | 709,9 | 623,3 | -86,6 | -12,2% |
| sur ressources externes | 517,0 | 517,0 | 790,9 | 273,9 | 53,0% |
| | | | | | |
| Solde du Budget général | | | | | |
| COMPTES SPECIAUX TRESOR | | | | | |
| Ressources | 111,3 | 111,3 | 134,2 | 22,9 | 20,6% |
| Charges | 111,3 | 111,3 | 134,2 | 22,9 | 20,6% |
| Solde des comptes spéciaux | | | | | |
| dont subvention aux prêts logement | | | | | |

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

PREMIERE PARTIE :
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

ARTICLE PREMIER : Contenu de la première partie de la loi de finances

Cette première partie de la loi de finances autorise la perception des ressources publiques, fixe les plafonds des grandes catégories de dépenses et arrête les données générales de l'équilibre financier.

TITRE I : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES

ARTICLE 2: Autorisation de perception et évaluation des ressources publiques

Exposé des motifs

Cet article autorise la perception annuelle des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat conformément aux lois et règlements, en application des dispositions de l'article 6 de la loi organique relative aux lois de finances et de celles de la présente loi de finances. Un état des prévisions de recettes est annexé (I) à cette présente loi.

Cet article évalue aussi les ressources de la présente loi sur la base, d'une part, des projections faites lors des campagnes des budgets économiques, et d'autre part, des projections révisées du programme économique et financier du mois de septembre 2018. Ainsi, les ressources de la présente loi de finances passent de 3 774.7 milliards FCFA à 4 071.8 milliards FCFA, soit une progression de 297.1 milliards FCFA en valeur absolue et 7.9% en valeur relative.

Les ressources internes sont projetées à 2 765.6 milliards FCFA en 2019 contre 2 396.7 milliards FCFA dans la loi de finances rectificative pour 2018, soit une hausse de 368.9 milliards FCFA.

Les prévisions de ressources externes sont de 1 172 milliards FCFA contre 1 266.7 milliards FCFA en 2018 soit une baisse de 94.67 milliards FCFA en valeur absolue.

Les prévisions de ressources des comptes spéciaux du Trésor, ont quant à elles augmenté de 22.9 milliards FCFA, passant de 111.3 milliards FCFA à 134.2 milliards FCFA.

Texte de l'article :

« I – L'Etat, les collectivités territoriales et les divers organismes sont habilités, pendant l'année 2019, à percevoir les impôts, produits et revenus qui leurs sont affectés, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II – Les ressources internes du Budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2019, à la somme de 2 765.590.000.000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

III – Les ressources externes du Budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2019, à la somme de 1 172.030.000.000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

IV – Les ressources des comptes spéciaux du Trésor sont évaluées à 134.150.000.000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

V – Les ressources totales de la loi de finances pour l'année 2019 sont ainsi prévues à 4 071.770.000.000 FCFA. »

ARTICLE 3 : Evaluation des charges

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des charges imputables au Budget général par grandes catégories de dépenses à 3 937.620.000.000 FCFA et aux comptes spéciaux du Trésor à 134.150.000.000 FCFA. Comparativement à l'année 2018, ces charges progressent respectivement de 274.2 milliards FCFA (7.5%) et 22.9 milliards FCFA (20.5%).

Texte de l'article :

« Les charges du Budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2019, à la somme de 3 937.620.000.000 FCFA et celles des comptes spéciaux du Trésor à 134.150.000.000 FCFA conformément aux annexes 2 et 3 de la présente loi. »

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 4 : Equilibre général du Budget

Exposé des motifs

Cet article récapitule les ressources et les charges du Budget général et des comptes spéciaux du Trésor.

En outre, le même article autorise le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat pour un montant global de 1 317.030.000.000 FCFA. Ce montant correspond principalement au montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement, des dons budgétaires, des prêts programmes et des autres emprunts.

Par ailleurs, cet article autorise le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan à recourir à différents instruments de gestion de la trésorerie.

Texte de l'article

« I - Pour l'année 2019, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les charges arrêtées aux annexes 2 et 3 ainsi que l'équilibre qui en résulte, sont présentées dans le tableau ci-après dénommé « tableau d'équilibre » :

En milliards FCFA

| <i>Ressources / Recettes</i> | 2019 | <i>Dépenses / Charges</i> | 2019 |
|-------------------------------------|-----------------|-------------------------------------|-----------------|
| Recettes budgétaires | 2657,440 | Dettes publiques | 863,170 |
| <i>recettes fiscales</i> | 2534,000 | <i>intérêts</i> | 273,190 |
| <i>recettes non fiscales</i> | 123,440 | <i>Amortissements</i> | 589,980 |
| Dons budgétaires | 44,170 | Masse salariale | 743,410 |
| Recettes exceptionnelles | 60,980 | Autres dépenses courantes | 896,880 |
| <i>dont PPTE IADM</i> | 60,980 | Dépenses capital ress. internes | 643,300 |
| Remboursements prêts et avances | 3,000 | | |
| RESSOURCES INTERNES | 2765,590 | DEPENSES INTERNES | 3146,760 |
| <i>Dons en capital</i> | 240,000 | | |
| <i>Tirages prêts projets</i> | 550,860 | Dépenses capital ress. externe | 790,860 |
| <i>Emprunts programmes</i> | 65,000 | | |
| <i>Autres Emprunts</i> | 316,170 | | |
| RESSOURCES EXTERNES | 1172,030 | | |
| RECETTES BUDGET GENERAL | 3937,620 | DEPENSES BUDGET GENERAL | 3937,620 |
| <i>Comptes affectation spéciale</i> | 111,950 | <i>Comptes affectation spéciale</i> | 111,950 |
| <i>Compte de commerce</i> | 0,150 | <i>Compte de commerce</i> | 0,150 |
| <i>Compte de prêts</i> | 20,750 | <i>Compte de prêts</i> | 20,750 |
| <i>Compte d'avances</i> | 0,800 | <i>Compte d'avances</i> | 0,800 |
| <i>Compte de garanties et aval</i> | 0,500 | <i>Compte de garanties et av</i> | 0,500 |
| Recettes CST | 134,150 | Dépenses CST | 134,150 |
| RESSOURCES LOI DE FINANCES | 4071,770 | CHARGES LOI DE FINANCES | 4071,770 |

II. – Pour l'année 2019, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat sénégalais et à lever des fonds pour un montant global de 1 317.030.000.000 FCFA. Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

DEUXIEME PARTIE :

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 5 : Contenu de la deuxième partie de la loi de finances

Cette deuxième partie de la loi de finances comporte les moyens mis à la disposition des services de l'Etat par grandes catégories de dépenses et les dispositions diverses prévues aux articles premier, 2 et 3 de la loi organique n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant lois de finances.

TITRE PREMIER : MOYENS DES SERVICES

A – BUDGET GENERAL

ARTICLE 6 : Services votés des dépenses ordinaires

Exposé des motifs

Cet article prévoit les services votés des dépenses ordinaires. Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts dans la loi de finances rectificative pour l'année 2018 et ceux prévus dans la présente loi de finances, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses ordinaires :

- par les annexes 2 et 3 de la présente loi ;
- par des annexes contenues dans les « fascicules budgétaires » établies pour chaque institution et ministère, lesquels fascicules fournissent les explications des différences entre les services votés réévalués en 2019 et les allocations de la loi de finances pour 2018.

Le montant des crédits applicables aux services votés des dépenses ordinaires est arrêté à 2 453.668.854.393 FCFA :

Texte de l'article :

*« Le montant des crédits ouverts dans la loi de finances pour l'année 2019, au titre des services votés réévalués des dépenses ordinaires, est fixé à la somme de **2 453.668.854.393** FCFA conformément aux annexes 2 et 3 et selon la répartition suivante, par titre:*

| | |
|---|-------------------------------------|
| - Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique | 863 170 000 000 francs CFA |
| - Titre 2 dépenses de personnel | 738 267 096 867 francs CFA |
| - Titre 3 dépenses de fonctionnement | 296 886 490 039 francs CFA |
| - Titre 4 transferts courants | 555 345 267 487 francs CFA |
| <i>total</i> | 2 453 668 854 393 francs CFA |

ARTICLE 7 : Mesures nouvelles des dépenses ordinaires

Exposé des motifs

Cet article arrête les mesures nouvelles des dépenses ordinaires. La comparaison entre les crédits ouverts dans la loi de finances initiale pour l'année 2018 et ceux prévus par la présente loi de finances, au titre des dépenses ordinaires, est donnée aux annexes 2 et 3.

Texte de l'article :

« Les crédits ouverts au titre des mesures nouvelles des dépenses ordinaires sont fixés, dans la présente loi de finances pour l'année 2019, à un montant de **49 791 145 607 FCFA**, ainsi répartis :

| | |
|---|----------------------------------|
| - Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique | - francs CFA |
| - Titre 2 dépenses de personnel | 5 142 903 133 francs CFA |
| - Titre 3 dépenses de fonctionnement | 17 760 179 034 francs CFA |
| - Titre 4 transferts courants | 26 888 063 440 francs CFA |
| total | 49 791 145 607 francs CFA |

Ces crédits sont répartis par Pouvoir public et ministère conformément à l'annexe 3 de la présente loi.»

ARTICLE 8 : Dépenses en capital

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant du financement des investissements, dans la présente loi de finances à 1 434.160.000.000 FCFA, composé :

- i. des projets et actions financés entièrement par l'Etat pour un montant de 643.300.000.000 FCFA ;
- ii. des investissements financés sur ressources extérieures pour un montant de 790.860.000.000 FCFA.
- iii. Ce montant est réparti entre les investissements exécutés par l'Etat pour un montant de 877.167.686.190 FCFA et les transferts en capital pour un montant de 556.992.313.810.

Texte de l'article :

« I – Il est ouvert pour l'année 2019, au titre des dépenses en capital sur ressources internes du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 643.300.000.000 FCFA ainsi répartis :

| | |
|---|------------------------|
| - Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat | 86 307 686 190 |
| - Titre 6: Transfert en capital | 556 992 313 810 |
| | 643 300 000 000 |

II – Les prévisions de tirage (emprunts et subventions), pour l’année 2019, affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures, sont évaluées à 790.860.000.000 FCFA ainsi réparties :

| | |
|--------------|----------------------------|
| - Emprunt | 240 000 000 000 francs CFA |
| - Subvention | 550 860 000 000 francs CFA |
| total | 790 860 000 000 francs CFA |

B –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

B-1 – COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 9 : Evaluation des charges, autorisation de report et de paiement de traitement, d’allocation spéciale ou d’indemnités sur les comptes d’affectation spéciale

Exposé des motifs

Cet article évalue pour l’année 2019, les charges des comptes d’affectation spéciale à un montant de 111.950.000.000 FCFA.

Il autorise le paiement de traitement, d’allocation spéciale ou d’indemnités à des agents de l’Etat par imputation directe aux comptes d’affectation spéciale ci-après:

- la Caisse d’Encouragement à la Pêche et aux Industries Annexes ;
- le compte des Frais de Contrôle des Sociétés à Participation Publique ;
- le Fonds national de Retraites.

Il autorise le report du solde créditeur du compte spécial « Fonds National de Retraite » au 31 décembre 2019.

Par ailleurs, dans le prolongement des profondes réformes systémiques de la retraite des agents publics en cours, le Gouvernement a accepté de subventionner, à titre transitoire, le Fonds national de Retraites, afin de permettre notamment le relèvement du taux de remplacement particulièrement bas des enseignants du supérieur. Cette mesure a pour objet d’assurer la prise en charge de l’allocation spéciale sans compromettre l’équilibre du régime et présente, en outre, l’avantage de garantir la stabilité et la productivité de cette catégorie de ressources humaines hautement qualifiées.

Texte de l’article :

« I.- Les charges des comptes d’affectation spéciale de la loi de finances pour l’année 2019 sont évaluées à 111.950.000.000 FCFA, répartis ainsi qu’il suit : .

- Fonds national de Retraite : 110 250 000 000 FCFA
- Fonds de lutte contre les incendies : 200 000 000 FCFA

- Caisse d'Encouragement à la Pêche : 1 000 000 000 FCFA
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 500 000 000 FCFA.

II – Le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale, est autorisé sur les comptes suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

III – Les soldes de tous les comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2019, ne seront pas reportés, à l'exception du solde créditeur du compte « Fonds national de Retraite.»

IV- Est allouée une subvention budgétaire au profit du Fonds national de Retraites.

V- Est autorisé le paiement d'une allocation spéciale de retraite aux enseignants titulaires du supérieur imputable sur la subvention budgétaire allouée au Fonds national de Retraites ».

B-2 – COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 10 :

Exposé des motifs

Cet article arrête le montant des charges des comptes de commerce et fixe le découvert du compte de commerce « Opérations à caractère industriel et commercial des armées », conformément aux dispositions de l'article 27 alinéa 1^{er} de la loi organique relative aux lois de finances.

Texte de l'article :

«I.- Les charges des comptes de commerce de la loi de finances pour l'année 2019 sont évaluées à 150.000.000 FCFA.

II- Il est prévu, pour le compte de commerce « Opérations à caractère industriel et commercial des armées», un découvert fixé à un montant de 50 000 000 FCFA. »

B-3 – COMPTES DE PRETS

ARTICLE 11 :

Exposé des motifs

Pour les comptes « Prêts à divers particuliers », des remboursements d'un montant de 20.750.000.000 FCFA sont projetés pour prendre en charge l'externalisation des prêts au logement des agents de l'Etat pour l'apurement du stock de demandes.

Texte de l'article :

« I – Les charges des comptes de prêts, dans la présente loi de finances pour l'année 2019, sont évaluées à 20.750.000.000 FCFA.

II – Les plafonds des comptes de prêts sont ainsi répartis :

- | | |
|---|------------------------|
| - Prêts aux collectivités territoriales | 800.000.000 FCFA ; |
| - Prêts à divers organismes publics | 850 000 000 FCFA ; |
| - Prêts à divers particuliers | 19.100.000.000 FCFA ». |

B-4 – COMPTES D'AVANCES.

ARTICLE 12:

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des charges des comptes d'avances consenties aux collectivités territoriales.

Texte de l'article :

« Les charges des comptes d'avances, dans la présente loi de finances pour l'année 2019, sont évaluées à 800.000.000 FCFA. »

B-5– COMPTES DE GARANTIES ET AVALS.

ARTICLE 13 :

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des charges des comptes de provisions dédiés aux garanties et avals.

Texte de l'article :

« Les charges des comptes de garanties et avals, dans la présente loi de finances pour l'année 2019, sont évaluées à 500.000.000 FCFA. »

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 : Crédits évaluatifs

Exposé des motifs

Cet article autorise de manière limitative les dépenses auxquelles s'appliquent les crédits évaluatifs. Il s'agit de crédits qui peuvent faire l'objet d'exécution en cas de besoin, au-delà des dotations inscrites dans la présente loi, en application des dispositions de l'article 11 de la loi organique.

Les crédits évaluatifs s'appliquent au service de la dette publique (charge des intérêts et remboursement des emprunts), aux frais de justice et aux réparations civiles, aux

remboursements, aux dégrèvements et aux restitutions ainsi qu'aux dépenses imputables sur les chapitres dont l'énumération figure sur l'état annexé à la présente loi de finances.

Texte de l'article :

« Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe. »

ARTICLE 15: Respect des règles organisant les dépenses publiques

Exposé des motifs

L'objet de cet article est de réaffirmer la règle de l'engagement préalable et le principe de l'existence préalable d'une autorisation financière suffisante avant tout acte engageant les finances publiques, posé par l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration (COA) et d'en préciser le sens et le contenu, notamment en ce qui concerne les procédures de marchés publics.

Texte de l'article :

« Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'engagement préalable et à l'existence d'une couverture financière suffisante, dans le respect des règles organisant les dépenses publiques.

Les modalités d'application des dispositions de cet alinéa, notamment le contenu de la notion de couverture financière et les conditions d'approbation des marchés publics, sont précisées par instruction du Ministre chargé des Finances.

L'agent de l'Etat, qui viole ces dispositions, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de couverture financière suffisante, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.

De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie. »

ARTICLE 16: autorisation de régulation des dépenses

Exposé des motifs

Cet article a pour objet d'habiliter le Gouvernement, à procéder à une régulation des dépenses, en vue de définir des objectifs qui sont compatibles avec la situation financière de l'Etat. En d'autres termes, il donne la possibilité au Gouvernement de geler les crédits et de les débloquer en fonction de la situation financière. Les modalités d'application de ces opérations sont précisées par circulaire du Ministre chargé des Finances.

Texte de l'article :

« Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital. »

ARTICLES :17,18,19,20,21,22,23,24,25,26,27,28,29,30,31,32,33,34,35,36, 37,38,39,40,41,42,43,44,45,46,47,48,49,50,51,52,53,54,55,56,57,58,59,60 ,61,62,63 et 64 : Contribution spéciale du service des télécommunications, Prélèvement de Soutien au Secteur de l'Energie (PSE), Taxe d'usage de la route, Taxe COSEC et Redevances pour assignation de fréquences radioélectriques.

Exposé des motifs :

Dans le souci d'assurer une meilleure visibilité dans la mobilisation des ressources publiques tirées de certains secteurs à fort potentiel économique, il a été procédé à un recadrage de la fiscalité applicable au domaine des télécommunications et des hydrocarbures par la mise en œuvre conjuguée de deux mécanismes :

- la réduction du champ de la parafiscalité et une recentralisation de la perception des ressources au niveau du Trésor public ;
- la mise en cohérence du système d'imposition par rapport aux objectifs de financement qui sont à la base de la création de certains prélèvements.

C'est dans cette perspective que des prélèvements qui relevaient jusque-là du domaine de la parafiscalité sont désormais perçus au profit du budget de l'Etat. Il s'agit notamment du Prélèvement de soutien au secteur de l'Energie, de la Taxe d'usage de la route, du Prélèvement au profit du Conseil sénégalais des Chargeurs et des redevances pour assignation de fréquences radioélectriques.

Cette option permet, par la même occasion, de réduire le nombre de comptes publics intervenant dans le circuit de la recette et de renforcer le dispositif de contrôle de l'assiette de ces impôts.

Les ajustements intervenus en matière de Contribution spéciale du service des télécommunications visent à adapter le taux du prélèvement aux objectifs de politique économique dans ce secteur, suite à la réunion de taxes qui y étaient applicables en un seul impôt.

Il demeure, bien entendu, que les ressources nécessaires au fonctionnement et à la réalisation des missions confiées aux structures qui étaient bénéficiaires de ces prélèvements leur sont assurées par des dotations budgétaires adaptées.

Texte de l'article 17. Il est institué, au profit du budget de l'Etat, une taxe dénommée Contribution spéciale du Service des télécommunications.

Texte de l'article 18. Cette Contribution est exigible de tout exploitant de réseaux de télécommunications ouverts au public agréé au Sénégal. Elle est fixée à 4,5% du chiffre d'affaires hors taxes de l'exploitant, net des frais d'interconnexion réglés aux autres exploitants de réseaux publics de télécommunications.

Texte de l'article 19. Pour chaque trimestre écoulé de l'année civile, la taxe exigible, liquidée sur le chiffre d'affaires trimestriel tel que défini à l'article 18, est acquittée par l'exploitant de réseaux de télécommunications auprès du comptable public compétent de la Direction générale des Impôts et des Domaines sur la base d'une déclaration déposée dans les quinze (15) premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre.

Texte de l'article 20. - Le recouvrement, le contrôle et le contentieux de la taxe de régulation sont du ressort de la Direction générale des Impôts et des Domaines et se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôts indirects.

Texte de l'article 21. - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles des articles 38 à 43 de la loi n° 2018-24 du 06 juillet 2018 portant loi de finances rectificative pour l'année 2018.

Texte de l'article 22- Il est institué, au profit du budget de l'Etat, une taxe dénommée Prélèvement de Soutien au secteur de l'Energie (PSE).

Texte de l'article 23- Sont soumises au Prélèvement de Soutien au secteur de l'Energie, les ventes au Sénégal et les importations faites au Sénégal par toute personne physique ou morale de gasoil, de diesel oil, de fuel oil 180 et de fuel oil 380.

Par ventes au Sénégal, il faut entendre toute opération ayant pour effet de transférer la propriété de biens corporels à des tiers, lorsqu'elle est réalisée dans les conditions de livraison sur le territoire du Sénégal.

Par importation, il faut entendre le franchissement du cordon douanier en vue de la mise à la consommation au Sénégal.

Texte de l'article 24. - Sont exonérées de PSE, les ventes au Sénégal et les importations des produits visés à l'article 18, destinées à la production d'énergie électrique par les structures auxquelles l'Etat a confié la charge de production d'énergie électrique sous le régime de la licence et de la concession prévu par la loi relative au secteur de l'électricité.

Texte de l'article 25. - le tarif de la taxe est fixé comme suit :

| Nature du produit | Tarif (en francs CFA par m3 ou par tonne) |
|----------------------|---|
| Gasoil (m3) | 15.000 |
| Diesel oil (tonne) | 15.000 |
| Fuel oil 180 (tonne) | 15.000 |
| Fuel oil 380 (tonne) | 15.000 |

Texte de l'article 26. - Le fait générateur de la taxe est constitué :

- pour les produits provenant de l'étranger, par la mise à la consommation matérielle ou juridique sur le territoire sénégalais ;
- pour les produits fabriqués par des personnes établies au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit, en droit ou en fait, aux conditions de livraison sur le territoire national. Sont assimilés à des cessions, les prélèvements effectués pour la consommation personnelle.

Texte de l'article 27. Le PSE dû au titre des livraisons d'un mois, est acquittée par la personne assujettie auprès du comptable public compétent de la Direction générale des Impôts et des Domaines sur la base d'une déclaration mensuelle déposée dans les quinze (15) premiers jours du mois suivant celui du fait générateur.

A l'importation, la taxe exigible est acquittée dans les mêmes conditions que les impôts et taxes exigibles au cordon douanier.

Texte de l'article 28. Le recouvrement, le contrôle et le contentieux de la taxe sont du ressort de la Direction générale des Impôts et des Domaines, pour les livraisons au Sénégal, et de la Direction générale des Douanes, pour les importations. Ils se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière de taxes indirectes.

Texte de l'article 29. Le décret n° 2011-170 du 3 février 2011 instituant une taxe parafiscale dénommée Prélèvement de Soutien au secteur de l'Energie (PSE) et toutes les dispositions contraires à la présente loi, notamment celles contenues dans le décret n° 2011-161 du 28 janvier 2011 portant création, organisation et

fonctionnement du Fonds spécial de soutien au secteur de l'énergie du Sénégal, sont abrogés.

Texte de l'article 30. - Il est institué, au profit du budget de l'Etat, une « Taxe d'usage de la route ».

Texte de l'article 31. - Sont soumises à la taxe d'usage de la route, les ventes au Sénégal et les importations faites au Sénégal par toute personne physique ou morale de gasoil, d'essence ordinaire et de supercarburant.

Par ventes au Sénégal, il faut entendre toute opération ayant pour effet de transférer la propriété de biens corporels à des tiers, lorsqu'elle est réalisée dans les conditions de livraison sur le territoire du Sénégal.

Par importation, il faut entendre le franchissement du cordon douanier en vue de la mise à la consommation au Sénégal.

Texte de l'article 32. - Le tarif de la taxe est fixé comme suit :

| Nature du produit | Tarif (en francs CFA par hectolitre) |
|--------------------------|---|
| Supercarburant | 7.090 |
| Essence ordinaire | 6.390 |
| Gasoil | 3.190 |

Le montant de la taxe d'usage de la route exigible suivant le tarif ci-dessus est imputé sur le montant de la taxe spécifique sur les produits pétroliers due, tel que prévue par le Livre II du Code général des Impôts, sur les mêmes produits.

Texte de l'article 33. Le fait générateur de la taxe est constitué :

- pour les produits provenant de l'étranger, par la mise à la consommation matérielle ou juridique sur le territoire sénégalais ;

- pour les produits fabriqués par des personnes établies au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit, en droit ou en fait, aux conditions de livraison sur le territoire national.

Sont assimilés à des cessions, les prélèvements effectués pour la consommation personnelle.

Texte de l'article 34. Le taxe due au titre des livraisons d'un mois, est acquittée par la personne assujettie auprès du comptable public compétent de la Direction générale des Impôts et des Domaines sur la base d'une déclaration mensuelle déposée dans les quinze (15) premiers jours du mois suivant celui du fait générateur.

A l'importation, la taxe exigible est acquittée dans les mêmes conditions que les impôts et taxes exigibles au cordon douanier.

Texte de l'article 35. Le recouvrement, le contrôle et le contentieux de la taxe sont du ressort de la Direction générale des Impôts et des Domaines, pour les livraisons au Sénégal, et de la Direction générale des Douanes, pour les importations. Ils se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière de taxes indirectes.

Texte de l'article 36- Le décret n° 2008-85 du 12 février 2008 instituant une taxe parafiscale au profit du Fonds d'Entretien Routier Autonome du Sénégal modifié par le décret 2011-336 du 16 mars 2011 et toutes les dispositions contraires à la présente loi, notamment celles contenues dans le décret n° 2007-1277 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds d'Entretien routier autonome du Sénégal modifié par le décret n° 2017-50 du 11 janvier 2017, sont abrogés.

Texte de l'article 37- Il est institué, au profit du budget de l'Etat, une taxe COSEC.

Texte de l'article 38- Sont soumises à la taxe COSEC, les importations faites au Sénégal par voie maritime par toute personne physique ou morale.

L'importation s'entend du franchissement du cordon douanier en vue de la mise à la consommation au Sénégal.

Texte de l'article 39- Sont exonérées de la taxe COSEC, les admissions au Sénégal de biens bénéficiant d'un régime suspensif douanier ainsi que les acquisitions de biens par des personnes bénéficiant de conventions qui les exonèrent régulièrement et expressément de ladite taxe ou du prélèvement au profit du Conseil sénégalais des chargeurs.

Texte de l'article 40- Le taux de la taxe est fixé à 0,40% appliqué à la valeur en douane des marchandises importées par voie maritime.

Texte de l'article 41. - Le fait générateur de la taxe est constitué par la mise à la consommation matérielle ou juridique sur le territoire sénégalais.

Texte de l'article 42.- La taxe exigible est acquittée dans les mêmes conditions que les impôts et taxes dus pour le franchissement du cordon douanier.

Texte de l'article 43.- Le recouvrement, le contrôle et le contentieux de la taxe sont du ressort de la Direction générale des Douanes. Ils se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière de taxes indirectes.

Texte de l'article 44-Sont abrogées les dispositions instituant un prélèvement au profit du Conseil sénégalais des Chargeurs, ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi, notamment celles contenues dans :

- la loi n° 75.51 du 03 avril 1975 portant création d'un Conseil sénégalais des Chargeurs, modifiée ;
- le décret n° 94-606 du 09 juin 1994 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC) ;

- le décret n° 2011-161 du 28 janvier 2011 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds spécial de soutien au secteur de l'énergie du Sénégal ;
- le décret n° 2011-167 du 3 février 2011 modifiant les articles 9, 15 et 16 du décret n° 94-606 du 09 juin 1994 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC).

Texte de l'article 45. Il est établi, au profit du budget de l'Etat, des redevances pour assignation de fréquences radioélectriques.

Texte de l'article 46. Au sens de la présente loi, on entend par :

I- RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS OUVERTS AU PUBLIC

1-Réseau radioélectriques à relais communs (2RC) ou à ressources partagées (3RP): réseau de radiocommunication avec les mobiles, dans lequel des moyens de transmission sont partagés entre les usagers de plusieurs entreprises ou organismes pour des communications internes, avec attribution de moyens propres aux usagers seulement pendant la durée de chaque communication :

- **2 RC :** réseau de radiocommunication professionnel où les relais sont partagés entre les utilisateurs.
- **3 RP :** réseau à ressources partagées destiné à des utilisations professionnelles.

2-Liaison par faisceau hertzien : système de transmission par onde radio entre deux points fixes. Les ondes à fréquences très élevées sont concentrées en un faisceau étroit se propageant en ligne droite et nécessitent l'utilisation de relais pour franchir de longues distances ou lorsque le relief est accidenté.

3-Boucle locale radioélectrique (BLR): ensemble des liens radioélectriques existant entre le poste de l'abonné et le commutateur d'abonnés auquel il est rattaché. La boucle locale est ainsi la partie du réseau d'un opérateur qui lui permet d'accéder directement à l'abonné. C'est également une technologie de transmission de données à haut débit par voie hertzienne.

4-Service de radio messagerie (Radio messagerie unilatérale - RMU): système de radiocommunications qui permet à ses utilisateurs de recevoir sur un boîtier, messenger ou "pager", un indicatif d'appel (bip) ou des messages composés de chiffres (numériques) ou de chiffres et de lettres (alphanumériques).

5-Service mobile cellulaire : service mobile terrestre utilisant des techniques cellulaires telles que le NMT (Nordic Mobile Téléphone) ou le GSM (Global System For Mobile communications).

6-Réseau local dans un système de téléphonie rurale : réseau composé au moins d'une station centrale et d'un ou de plusieurs stations relais ou terminal.

II- RESEAUX INDEPENDANTS DE TELECOMMUNICATIONS

7- Station terrestre : station du service mobile non destinée à être utilisée lorsqu'elle est en mouvement.

8- Station terrienne : station située soit sur la surface de la terre, soit dans la partie principale de l'atmosphère terrestre, et destinée à communiquer :

- avec une ou plusieurs stations spatiales ;
- ou avec une ou plusieurs stations de même nature, à l'aide d'un ou plusieurs satellites réflecteurs ou autres objets spatiaux.

9-Station mobile terrestre : station mobile du service mobile terrestre susceptible de se déplacer en surface, à l'intérieur des limites géographiques d'un pays ou d'un continent.

10-Station aéronautique : station terrestre du service mobile aéronautique. Dans certains cas, une station aéronautique peut être placée à bord d'un navire ou d'une plate-forme en mer.

11- Station fixe : station du service fixe.

12-Service mobile terrestre : service mobile entre stations de base et stations mobiles terrestres, ou entre stations mobiles terrestres.

13-Service mobile aéronautique : service mobile entre stations aéronautiques et station d'aéronef, ou entre stations d'aéronef, auquel les stations d'engin de sauvetage peuvent également participer, les stations de radiobalise de localisation des sinistres peuvent également participer à ce service sur des fréquences de détresse et d'urgence désignées.

14-Service mobile maritime : service mobile entre stations côtières et stations de navire, ou entre stations de communications de bord associées, les stations d'engin de sauvetage et les stations de radiobalise de localisation des sinistres peuvent également participer à ce service.

15-Liaison temporaire vidéo par satellite (SNG): réseau indépendant de télécommunications par satellite constitué de stations terriennes pour liaisons vidéo temporaires (SNG).

16-Bande LF : ensemble de fréquences comprises entre 30 et 300 kHz.

17-Bande MF : ensemble de fréquences comprises entre 300 et 3000 kHz.

18-Bande HF : ensemble de fréquences comprises entre 3 et 30 MHz.

19-Citizen Band (C.B) : ensemble de fréquences comprises entre 26,9 et 27,5 MHz.

20-Bande VHF : ensemble de fréquences comprises entre 30 et 300 MHz.

21-Bande UHF : ensemble de fréquences comprises entre 300 et 3000 MHz.

Texte de l'article 47. Sont soumises aux redevances pour assignation de fréquences radioélectriques, les personnes physiques ou morales exploitant de:

- réseau de télécommunication ouvert au public ;
- réseau indépendant de télécommunication ;
- radiodiffusion et télédistribution

Texte de l'article 48. Les redevances sont exigibles au titre:

- de frais d'études de la demande;
- de la gestion de l'autorisation de la ressource spectrale;
- de la mise à disposition de fréquences.

Texte de l'article 49. Le fait générateur des redevances pour assignation de fréquences radioélectriques est constitué par :

- le dépôt d'une demande d'assignation de fréquences, pour les frais d'étude ;
- la mise à la disposition de la fréquence, pour les redevances de mise à disposition et de gestion.

Texte de l'article 50. Pour les faisceaux hertziens de téléphonie rurale, la redevance radioélectrique est perçue pour chaque couple de fréquences en service dans chaque réseau local.

Texte de l'article 51. - Pour les réseaux du service fixe ou mobile privés (PMR), les frais de gestion sont définis en fonction de la taille du réseau :

- petit réseau : 1 à 10 postes ;
- réseau moyen : 11 à 50 postes ;
- grand réseau : plus de 50 postes.

Les postes mis sous scellés, détruits ou hors service ne sont pas comptés dans le parc du permissionnaire.

Texte de l'article 52. Les tarifs des redevances pour assignation de fréquences radioélectriques sont fixés comme suit :

a. Pour les réseaux de télécommunications ouverts au public :

| Réseaux/Stations/Liaisons | | Frais d'étude | Frais de gestion Licence | Redevance Fréquence |
|---|-----------------|---------------|--------------------------|--|
| Faisceau hertzien ou station terrienne (Inmarsat, Intelsat, thuraya, Iridium, etc.) d'un réseau de Télécommunication ouvert au public | Moins de 2 MB/s | 2.000.000 | 50.000.000 | 2.000.000 |
| | 2 MB/s | | | 4.000.000 |
| | 8 MB/s | | | 6.000.000 |
| | 34 MB/s | | | 8.000.000 |
| | 70 MB/s | | | 10.000.000 |
| | 140 MB/s | | | 12.000.000 |
| Réseau mobile cellulaire GSM 900/PCS/1900 OU DCS/1800 | | 2.000.000 | 50.000.000 | 10.000.000 par canal duplex |
| Boucle Locale Radio Bande Etroite ou Système d'accès hertzien Fixe (WLL-DECT/AHF) | | 2.000.000 | 50.000.000 | 5.000.000 par 1 MHZ de largeur de bande occupée |
| Boucle Locale Radio Bande (Réseau de communication de données à Haut débit sur supports LMDS ou MMDS) | | 2.000.000 | 50.000.000 | 10.000.000 par 1 MHZ de largeur de bande occupée |
| 2RC/3RP/RMU | | 500.000 | 2.000.000 | 2.000.000 par canal duplex |

b. Pour les réseaux indépendants de télécommunications :

| Réseaux/Stations/Liaisons | | Redevance Fréquence |
|--|-----------------|---------------------|
| Faisceau hertzien d'un réseau privé indépendant de Télécommunications | Moins de 2 MB/s | 500.000 |
| | 2 MB/s | 750.000 |
| | 8 MB/s | 1.000.000 |
| | 34 MB/s | 1.250.000 |
| | 70 MB/s | 1.500.000 |
| | 140 MB/s | 2.000.000 |
| Station terrienne, sauf TV par satellite, ou VSAT/SNG d'un réseau privé indépendant de Télécommunications de communication unilatérale | Moins de 2 MB/s | 500.000 |
| | 2 MB/s | 1.000.000 |
| | 8 MB/s | 1.500.000 |
| | 34 MB/s | 2.000.000 |
| | 70 MB/s | 2.500.000 |
| | 140 MB/s | 3.000.000 |
| Station terrienne ou VSAT/SNG d'un réseau privé indépendant de Télécommunications de communication bilatérale | Moins de 2 MB/s | 1.000.000 |

| Réseaux/Stations/Liaisons | | Redevance Fréquence |
|---|---------------|----------------------------------|
| | 2 MB/s | 2.000.000 |
| | 8 MB/s | 3.000.000 |
| | 34 MB/s | 4.000.000 |
| | 70 MB/s | 5.000.000 |
| | 140 MB/s | 6.000.000 |
| Boucle Locale Radio Large Bande d'un réseau privé indépendant de communication de données à Haut débit (RLAN,HYPERLAN) | | 1.000.000 par bande occupée |
| 2RC/3RP/RMU d'un réseau privé indépendant | | 1.000.000 par canal duplex |
| Station d'un réseau privé indépendant du service fixe (excepté faisceau hertzien) ou mobile terrestre (en dessous de 1 GHZ) | Bande MF/HF | 1.000.000 par fréquence assignée |
| | Bande VHF | 500.000 par fréquence assignée |
| | Bande UHF | 300.000 par fréquence assignée |
| | Autres bandes | 200.000 par fréquence assignée |

c. Pour la radiodiffusion et la télédistribution :

| Type de stations | Frais d'étude | Frais de gestion Licence | Redevance Fréquence |
|---|---------------|--------------------------|--|
| Radiodiffusion sonore FM commerciale | 250.000 | 500.000 | 1.000.000 par fréquence assignée |
| Radiodiffusion sonore FM associative | 50.000 | 250.000 | 300.000 par fréquence assignée |
| Radiodiffusion sonore FM étrangère | 250.000 | 3.000.000 | 3.000.000 par fréquence assignée |
| Radiodiffusion télévisuelle terrestre | 500.000 | 5.000.000 | 20.000.000 par fréquence assignée |
| Télédistribution/Rediffusion par un opérateur de programme radio et TV en mode Hertzien terrestre, satellite ou filaire (MMDS, CATV, ...) | 500.000 | 3.000.000 | 2.000.000 par programme ou canal assigné |

Texte de l'article 53. Les redevances pour assignation de fréquences radioélectriques sont exclues de la base de la taxe sur la valeur ajoutée.

Texte de l'article 54. Les redevances sont acquittées d'avance auprès du comptable public de la Direction générale des Impôts et des Domaines en charge des grandes entreprises :

- une seule fois, préalablement à tout dépôt, par les demandeurs de fréquence pour les frais d'études ;
- au plus tard le 15 janvier de chaque année, par les utilisateurs de fréquences, pour les redevances de gestion de l'autorisation de la ressource spectrale et les redevances de mise à disposition de fréquences.

La structure de l'Etat en charge de la régulation des télécommunications et postes, dépose auprès du comptable public de la Direction générale des Impôts et des Domaines en charge des grandes entreprises, au plus tard le 31 janvier de chaque année une déclaration des redevances pour assignation de fréquences radioélectriques dues au titre de l'exercice précédent en précisant pour chaque redevable, son adresse, la nature du service demandé ou mis à sa disposition, le montant des redevances exigibles au titre de l'exercice précédent.

Texte de l'article 55. Lorsque le permissionnaire désire arrêter le fonctionnement d'un réseau, d'une station ou d'une liaison en cours d'année, les redevances de mise à disposition des fréquences afférentes à la période d'utilisation sont calculées au mois entier et au prorata du temps d'utilisation, à condition qu'il en fasse la demande quinze jours avant ledit arrêt, faute de quoi les redevances sont dues jusqu'à la modification de la licence ou de l'autorisation d'exploitation.

Texte de l'article 56. Pour une autorisation temporaire d'utilisation de fréquences, les redevances de mise à disposition et de gestion sont dues par mois d'utilisation. Lorsqu'une autorisation est délivrée en cours d'année, les redevances de mise à disposition et de gestion afférentes à la période d'autorisation incluse dans l'année considérée sont calculées proportionnellement à la durée de cette période.

Texte de l'article 57. Les frais exceptionnels auxquels peut donner lieu la visite ou le contrôle d'une station sont supportés par le titulaire de l'autorisation ou de la licence.

Texte de l'article 58. Les frais d'étude perçus lors du dépôt d'une demande d'assignation de fréquences ne sont pas remboursés même si l'autorisation n'est pas accordée.

Texte de l'article 59. - Pour les liaisons analogiques par faisceaux hertziens, les voies sont converties en débit.

Texte de l'article 60. - Pour chaque station relais de radio diffusion FM, il est perçu 1/3 des redevances de l'utilisation des fréquences.

Texte de l'article 61. - Les redevances relatives aux fréquences sont réduites aux 2/3 pour les services de l'Etat non exonérés par le décret relatif aux fréquences et

bandes de fréquences radioélectriques, aux appareils radioélectriques et aux opérateurs de ces équipements.

Texte de l'article 62. – En cas de suspension de l'autorisation, seuls sont dus les frais de gestion annuels.

Texte de l'article 63.- Le recouvrement, le contrôle et le contentieux des redevances pour assignation de fréquences radioélectriques sont du ressort de la Direction générale des Impôts et des Domaines et se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôts indirects.

Texte de l'article 64. - Sont abrogées toutes les dispositions instituant des redevances pour assignation de fréquences radioélectriques perçues au profit de l'Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes, ainsi que toutes dispositions contraires la, notamment celles contenues dans :

- la loi n° 2011-01 du 24 février 2011 portant Code des Télécommunications ;
- le décret fixant les redevances pour assignation de fréquence, le décret relatif aux fréquences et bandes de fréquences, aux appareils radioélectriques et aux opérateurs de ces équipements ;
- le décret relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence de Régulation des Télécommunications et Postes ;
- les règlements pris en application de ces textes.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

PROJET DE LOI

PREMIERE PARTIE :
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

ARTICLE PREMIER : Contenu de la première partie de la loi de finances

Cette première partie de la loi de finances autorise la perception des ressources publiques, fixe les plafonds des grandes catégories de dépenses et arrête les données générales de l'équilibre financier.

TITRE I : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES

ARTICLE 2: Autorisation de perception et évaluation des ressources publiques

« I – L'Etat, les collectivités territoriales et les divers organismes sont habilités, pendant l'année 2019, à percevoir les impôts, produits et revenus qui leurs sont affectés, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances. »

II – Les ressources internes du Budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2019, à la somme de 2 765.590.000.000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

III – Les ressources externes du Budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2019, à la somme de 1 172.030.000.000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

IV – Les ressources des comptes spéciaux du Trésor sont évaluées à 134.150.000.000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

V – Les ressources totales de la loi de finances pour l'année 2019 sont ainsi prévues à 4 071.770.000.000 FCFA. »

ARTICLE 3 : Evaluation des charges

« Les charges du Budget général sont évaluées dans la loi de finances pour l'année 2019, à la somme de 3 937.620.000.000 FCFA et celles des comptes spéciaux du Trésor à 134.150.000.000 FCFA conformément aux annexes 2 et 3 de la présente loi. »

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 4 : Equilibre général du Budget

« I - Pour l'année 2019, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les charges arrêtées aux annexes 2 et 3 ainsi que l'équilibre qui en résulte, sont présentées dans le tableau ci-après dénommé « tableau d'équilibre » :

En milliards FCFA

| <i>Ressources / Recettes</i> | 2019 | <i>Dépenses / Charges</i> | 2019 |
|-------------------------------------|-----------------|-------------------------------------|-----------------|
| Recettes budgétaires | 2657,440 | Dettes publiques | 863,170 |
| <i>recettes fiscales</i> | 2534,000 | <i>intérêts</i> | 273,190 |
| <i>recettes non fiscales</i> | 123,440 | <i>Amortissements</i> | 589,980 |
| Dons budgétaires | 44,170 | Masse salariale | 743,410 |
| Recettes exceptionnelles | 60,980 | Autres dépenses courantes | 896,880 |
| <i>dont PPTe IADM</i> | 60,980 | Dépenses capital ress. internes | 643,300 |
| Remboursements prêts et avances | 3,000 | | |
| RESSOURCES INTERNES | 2765,590 | DEPENSES INTERNES | 3146,760 |
| <i>Dons en capital</i> | 240,000 | Dépenses capital ress. externe | 790,860 |
| <i>Tirages prêts projets</i> | 550,860 | | |
| <i>Emprunts programmes</i> | 65,000 | | |
| <i>Autres Emprunts</i> | 316,170 | | |
| RESSOURCES EXTERNES | 1172,030 | | |
| RECETTES BUDGET GENERAL | 3937,620 | DEPENSES BUDGET GENERAL | 3937,620 |
| <i>Comptes affectation spéciale</i> | 111,950 | <i>Comptes affectation spéciale</i> | 111,950 |
| <i>Compte de commerce</i> | 0,150 | <i>Compte de commerce</i> | 0,150 |
| <i>Compte de prêts</i> | 20,750 | <i>Compte de prêts</i> | 20,750 |
| <i>Compte d'avances</i> | 0,800 | <i>Compte d'avances</i> | 0,800 |
| <i>Compte de garanties et aval</i> | 0,500 | <i>Compte de garanties et av</i> | 0,500 |
| Recettes CST | 134,150 | Dépenses CST | 134,150 |
| RESSOURCES LOI DE FINANCES | 4071,770 | CHARGES LOI DE FINANCES | 4071,770 |

II. – Pour l'année 2019, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat sénégalais et à lever des fonds pour un montant global de 1 316.000.000.000 FCFA. Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

DEUXIEME PARTIE :

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 5 : Contenu de la deuxième partie de la loi de finances

Cette deuxième partie de la loi de finances comporte les moyens mis à la disposition des services de l'Etat par grandes catégories de dépenses et les dispositions diverses prévues aux articles premier, 2 et 3 de la loi organique n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant lois de finances.

TITRE PREMIER : MOYENS DES SERVICES

A – BUDGET GENERAL

ARTICLE 6 : Services votés des dépenses ordinaires

« Le montant des crédits ouverts dans la loi de finances pour l'année 2019, au titre des services votés réévalués des dépenses ordinaires, est fixé à la somme de **2 453.668.854.393** FCFA conformément aux annexes 2 et 3 et selon la répartition suivante, par titre:

| | |
|---|-------------------------------------|
| - Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique | 863 170 000 000 francs CFA |
| - Titre 2 dépenses de personnel | 738 267 096 867 francs CFA |
| - Titre 3 dépenses de fonctionnement | 296 886 490 039 francs CFA |
| - Titre 4 transferts courants | 555 345 267 487 francs CFA |
| total | 2 453 668 854 393 francs CFA |

ARTICLE 7 : Mesures nouvelles des dépenses ordinaires

« Les crédits ouverts au titre des mesures nouvelles des dépenses ordinaires sont fixés, dans la présente loi de finances pour l'année 2019, à un montant de **49 791 145 607 FCFA**, ainsi répartis :

| | |
|---|----------------------------------|
| - Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique | - francs CFA |
| - Titre 2 dépenses de personnel | 5 142 903 133 francs CFA |
| - Titre 3 dépenses de fonctionnement | 17 760 179 034 francs CFA |
| - Titre 4 transferts courants | 26 888 063 440 francs CFA |
| total | 49 791 145 607 francs CFA |

Ces crédits sont répartis par Pouvoir public et ministère conformément à l'annexe 3 de la présente loi.»

ARTICLE 8 : Dépenses en capital

« I – Il est ouvert pour l'année 2019, au titre des dépenses en capital sur ressources internes du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 643.300.000.000 FCFA ainsi répartis :

| | |
|---|------------------------|
| - Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat | 86 307 686 190 |
| - Titre 6: Transfert en capital | 556 992 313 810 |
| | 643 300 000 000 |

II – Les prévisions de tirage (emprunts et subventions), pour l'année 2019, affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures, sont évaluées à 790.860.000.000 FCFA ainsi réparties :

| | |
|--------------|-----------------------------------|
| - Emprunt | 240 000 000 000 francs CFA |
| - Subvention | 550 860 000 000 francs CFA |
| <i>total</i> | 790 860 000 000 francs CFA |

B –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

B-1 – COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 9 : Evaluation des charges, autorisation de report et de paiement de traitement, d'allocation spéciale ou d'indemnités sur les comptes d'affectation spéciale

« I.- Les charges des comptes d'affectation spéciale de la loi de finances pour l'année 2019 sont évaluées à 111.950.000.000 FCFA, répartis ainsi qu'il suit : .

- Fonds national de Retraite : 110 250 000 000 FCFA
- Fonds de lutte contre les incendies : 200 000 000 FCFA
- Caisse d'Encouragement à la Pêche : 1 000 000 000 FCFA
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 500 000 000 FCFA.

II – Le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale, est autorisé sur les comptes suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

III – Les soldes de tous les comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2019, ne seront pas reportés, à l'exception du solde créditeur du compte « Fonds national de Retraite.»

IV- Est allouée une subvention budgétaire au profit du Fonds national de Retraites.

V- Est autorisé le paiement d'une allocation spéciale de retraite aux enseignants titulaires du supérieur imputable sur la subvention budgétaire allouée au Fonds national de Retraites ».

B-2 – COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 10 :

«I.- Les charges des comptes de commerce de la loi de finances pour l'année 2019 sont évaluées à 150.000.000 FCFA.

II- Il est prévu, pour le compte de commerce « Opérations à caractère industriel et commercial des armées», un découvert fixé à un montant de 50 000 000 FCFA. »

B-3 – COMPTES DE PRETS

ARTICLE 11 :

« I – Les charges des comptes de prêts, dans la présente loi de finances pour l'année 2019, sont évaluées à 20.750.000.000 FCFA.

II – Les plafonds des comptes de prêts sont ainsi répartis :

- | | |
|--|-------------------------------|
| <i>- Prêts aux collectivités territoriales</i> | <i>800.000.000 FCFA ;</i> |
| <i>- Prêts à divers organismes publics</i> | <i>850 000 000 FCFA ;</i> |
| <i>- Prêts à divers particuliers</i> | <i>19.100.000.000 FCFA ».</i> |

B-4 – COMPTES D'AVANCES.

ARTICLE 12:

« Les charges des comptes d'avances, dans la présente loi de finances pour l'année 2019, sont évaluées à 800.000.000 FCFA.»

B-5– COMPTES DE GARANTIES ET AVALS.

ARTICLE 13 :

« Les charges des comptes de garanties et avals, dans la présente loi de finances pour l'année 2019, sont évaluées à 500.000.000 FCFA.»

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 : Crédits évaluatifs

« Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe. »

ARTICLE 15: Respect des règles organisant les dépenses publiques

« Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'engagement préalable et à l'existence d'une couverture financière suffisante, dans le respect des règles organisant les dépenses publiques.

Les modalités d'application des dispositions de cet alinéa, notamment le contenu de la notion de couverture financière et les conditions d'approbation des marchés publics, sont précisées par instruction du Ministre chargé des Finances.

L'agent de l'Etat, qui viole ces dispositions, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de couverture financière suffisante, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.

De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie. »

ARTICLE 16: autorisation de régulation des dépenses

« Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital. »

ARTICLES :17,18,19,20,21,22,23,24,25,26,27,28,29,30,31,32,33,34,35,36, 37,38,39,40,41,42,43,44,45,46,47,48,49,50,51,52,53,54,55,56,57,58,59,60 ,61,62,63 et 64 : Contribution spéciale du service des télécommunications, Prélèvement de Soutien au Secteur de l'Energie (PSE), Taxe d'usage de la route, Taxe COSEC et Redevances pour assignation de fréquences radioélectriques.

Article 17. Il est institué, au profit du budget de l'Etat, une taxe dénommée Contribution spéciale du Service des télécommunications.

Article 18. Cette Contribution est exigible de tout exploitant de réseaux de télécommunications ouverts au public agréé au Sénégal. Elle est fixée à 4,5% du chiffre d'affaires hors taxes de l'exploitant, net des frais d'interconnexion réglés aux autres exploitants de réseaux publics de télécommunications.

Article 19. Pour chaque trimestre écoulé de l'année civile, la taxe exigible, liquidée sur le chiffre d'affaires trimestriel tel que défini à l'article 18, est acquittée par l'exploitant de réseaux de télécommunications auprès du comptable public compétent de la Direction générale des Impôts et des Domaines sur la base d'une déclaration déposée dans les quinze (15) premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre.

Article 20. - Le recouvrement, le contrôle et le contentieux de la taxe de régulation sont du ressort de la Direction générale des Impôts et des Domaines et se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôts indirects.

Article 21. - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles des articles 38 à 43 de la loi n° 2018-24 du 06 juillet 2018 portant loi de finances rectificative pour l'année 2018.

Article 22- Il est institué, au profit du budget de l'Etat, une taxe dénommée Prélèvement de Soutien au secteur de l'Energie (PSE).

Article 23- Sont soumises au Prélèvement de Soutien au secteur de l'Energie, les ventes au Sénégal et les importations faites au Sénégal par toute personne physique ou morale de gasoil, de diesel oil, de fuel oil 180 et de fuel oil 380.

Par ventes au Sénégal, il faut entendre toute opération ayant pour effet de transférer la propriété de biens corporels à des tiers, lorsqu'elle est réalisée dans les conditions de livraison sur le territoire du Sénégal.

Par importation, il faut entendre le franchissement du cordon douanier en vue de la mise à la consommation au Sénégal.

Article 24. - Sont exonérées de PSE, les ventes au Sénégal et les importations des produits visés à l'article 18, destinées à la production d'énergie électrique par les structures auxquelles l'Etat a confié la charge de production d'énergie électrique sous

le régime de la licence et de la concession prévu par la loi relative au secteur de l'électricité.

Article 25. - le tarif de la taxe est fixé comme suit :

| Nature du produit | Tarif (en francs CFA par m3 ou par tonne) |
|----------------------|---|
| Gasoil (m3) | 15.000 |
| Diesel oil (tonne) | 15.000 |
| Fuel oil 180 (tonne) | 15.000 |
| Fuel oil 380 (tonne) | 15.000 |

Article 26. - Le fait générateur de la taxe est constitué :

- pour les produits provenant de l'étranger, par la mise à la consommation matérielle ou juridique sur le territoire sénégalais ;
- pour les produits fabriqués par des personnes établies au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit, en droit ou en fait, aux conditions de livraison sur le territoire national. Sont assimilés à des cessions, les prélèvements effectués pour la consommation personnelle.

Article 27. Le PSE dû au titre des livraisons d'un mois, est acquittée par la personne assujettie auprès du comptable public compétent de la Direction générale des Impôts et des Domaines sur la base d'une déclaration mensuelle déposée dans les quinze (15) premiers jours du mois suivant celui du fait générateur.

A l'importation, la taxe exigible est acquittée dans les mêmes conditions que les impôts et taxes exigibles au cordon douanier.

Article 28. Le recouvrement, le contrôle et le contentieux de la taxe sont du ressort de la Direction générale des Impôts et des Domaines, pour les livraisons au Sénégal, et de la Direction générale des Douanes, pour les importations. Ils se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière de taxes indirectes.

Article 29. Le décret n° 2011-170 du 3 février 2011 instituant une taxe parafiscale dénommée Prélèvement de Soutien au secteur de l'Energie (PSE) et toutes les dispositions contraires à la présente loi, notamment celles contenues dans le décret n° 2011-161 du 28 janvier 2011 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds spécial de soutien au secteur de l'énergie du Sénégal, sont abrogés.

Article 30. Il est institué, au profit du budget de l'Etat, une « Taxe d'usage de la route ».

Article 31. - Sont soumises à la taxe d'usage de la route, les ventes au Sénégal et les importations faites au Sénégal par toute personne physique ou morale de gasoil, d'essence ordinaire et de supercarburant.

Par ventes au Sénégal, il faut entendre toute opération ayant pour effet de transférer la propriété de biens corporels à des tiers, lorsqu'elle est réalisée dans les conditions de livraison sur le territoire du Sénégal.

Par importation, il faut entendre le franchissement du cordon douanier en vue de la mise à la consommation au Sénégal.

Article 32. - Le tarif de la taxe est fixé comme suit :

| Nature du produit | Tarif (en francs CFA par hectolitre) |
|--------------------------|---|
| Supercarburant | 7.090 |
| Essence ordinaire | 6.390 |
| Gasoil | 3.190 |

Le montant de la taxe d'usage de la route exigible suivant le tarif ci-dessus est imputé sur le montant de la taxe spécifique sur les produits pétroliers due, tel que prévue par le Livre II du Code général des Impôts, sur les mêmes produits.

Article 33. Le fait générateur de la taxe est constitué :

- pour les produits provenant de l'étranger, par la mise à la consommation matérielle ou juridique sur le territoire sénégalais ;
- pour les produits fabriqués par des personnes établies au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit, en droit ou en fait, aux conditions de livraison sur le territoire national.

Sont assimilés à des cessions, les prélèvements effectués pour la consommation personnelle.

Article 34- Le taxe due au titre des livraisons d'un mois, est acquittée par la personne assujettie auprès du comptable public compétent de la Direction générale des Impôts et des Domaines sur la base d'une déclaration mensuelle déposée dans les quinze (15) premiers jours du mois suivant celui du fait générateur.

A l'importation, la taxe exigible est acquittée dans les mêmes conditions que les impôts et taxes exigibles au cordon douanier.

Article 35.-Le recouvrement, le contrôle et le contentieux de la taxe sont du ressort de la Direction générale des Impôts et des Domaines, pour les livraisons au Sénégal, et de la Direction générale des Douanes, pour les importations. Ils se font dans les

mêmes conditions et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière de taxes indirectes.

Article 36. Le décret n° 2008-85 du 12 février 2008 instituant une taxe parafiscale au profit du Fonds d'Entretien Routier Autonome du Sénégal modifié par le décret 2011-336 du 16 mars 2011 et toutes les dispositions contraires à la présente loi, notamment celles contenues dans le décret n° 2007-1277 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds d'Entretien routier autonome du Sénégal modifié par le décret n° 2017-50 du 11 janvier 2017, sont abrogés.

Article 37. Il est institué, au profit du budget de l'Etat, une taxe COSEC.

Article 38. Sont soumises à la taxe COSEC, les importations faites au Sénégal par voie maritime par toute personne physique ou morale.

L'importation s'entend du franchissement du cordon douanier en vue de la mise à la consommation au Sénégal.

Article 39- Sont exonérées de la taxe COSEC, les admissions au Sénégal de biens bénéficiant d'un régime suspensif douanier ainsi que les acquisitions de biens par des personnes bénéficiant de conventions qui les exonèrent régulièrement et expressément de ladite taxe ou du prélèvement au profit du Conseil sénégalais des chargeurs.

Article 40- Le taux de la taxe est fixé à 0,40% appliqué à la valeur en douane des marchandises importées par voie maritime.

Article 41. - Le fait générateur de la taxe est constitué par la mise à la consommation matérielle ou juridique sur le territoire sénégalais.

Article 42.- La taxe exigible est acquittée dans les mêmes conditions que les impôts et taxes dus pour le franchissement du cordon douanier.

Article 43.- Le recouvrement, le contrôle et le contentieux de la taxe sont du ressort de la Direction générale des Douanes. Ils se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière de taxes indirectes.

Article 44-Sont abrogées les dispositions instituant un prélèvement au profit du Conseil sénégalais des Chargeurs, ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi, notamment celles contenues dans :

- la loi n° 75.51 du 03 avril 1975 portant création d'un Conseil sénégalais des Chargeurs, modifiée ;
- le décret n° 94-606 du 09 juin 1994 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC)
- le décret n° 2011-161 du 28 janvier 2011 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds spécial de soutien au secteur de l'énergie du Sénégal ;

- le décret n° 2011-167 du 3 février 2011 modifiant les articles 9, 15 et 16 du décret n° 94-606 du 09 juin 1994 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC).

Article 45. Il est établi, au profit du budget de l'Etat, des redevances pour assignation de fréquences radioélectriques.

Article 46. Au sens de la présente loi, on entend par :

II- RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS OUVERTS AU PUBLIC

1-Réseau radioélectriques à relais communs (2RC) ou à ressources partagées (3RP): réseau de radiocommunication avec les mobiles, dans lequel des moyens de transmission sont partagés entre les usagers de plusieurs entreprises ou organismes pour des communications internes, avec attribution de moyens propres aux usagers seulement pendant la durée de chaque communication :

- **2 RC :** réseau de radiocommunication professionnel où les relais sont partagés entre les utilisateurs.
- **3 RP :** réseau à ressources partagées destiné à des utilisations professionnelles.

2-Liaison par faisceau hertzien : système de transmission par onde radio entre deux points fixes. Les ondes à fréquences très élevées sont concentrées en un faisceau étroit se propageant en ligne droite et nécessitent l'utilisation de relais pour franchir de longues distances ou lorsque le relief est accidenté.

3-Boucle locale radioélectrique (BLR): ensemble des liens radioélectriques existant entre le poste de l'abonné et le commutateur d'abonnés auquel il est rattaché. La boucle locale est ainsi la partie du réseau d'un opérateur qui lui permet d'accéder directement à l'abonné. C'est également une technologie de transmission de données à haut débit par voie hertziennne.

4-Service de radio messagerie (Radio messagerie unilatérale - RMU): système de radiocommunications qui permet à ses utilisateurs de recevoir sur un boîtier, messenger ou "pager", un indicatif d'appel (bip) ou des messages composés de chiffres (numériques) ou de chiffres et de lettres (alphanumériques).

5-Service mobile cellulaire : service mobile terrestre utilisant des techniques cellulaires telles que le NMT (Nordic Mobile Téléphone) ou le GSM (Global System For Mobile communications).

6-Réseau local dans un système de téléphonie rurale : réseau composé au moins d'une station centrale et d'un ou de plusieurs stations relais ou terminal.

II- RESEAUX INDEPENDANTS DE TELECOMMUNICATIONS

7- Station terrestre : station du service mobile non destinée à être utilisée lorsqu'elle est en mouvement.

8- Station terrienne : station située soit sur la surface de la terre, soit dans la partie principale de l'atmosphère terrestre, et destinée à communiquer :

- avec une ou plusieurs stations spatiales ;
- ou avec une ou plusieurs stations de même nature, à l'aide d'un ou plusieurs satellites réflecteurs ou autres objets spatiaux.

9-Station mobile terrestre : station mobile du service mobile terrestre susceptible de se déplacer en surface, à l'intérieur des limites géographiques d'un pays ou d'un continent.

10-Station aéronautique : station terrestre du service mobile aéronautique. Dans certains cas, une station aéronautique peut être placée à bord d'un navire ou d'une plate-forme en mer.

11- Station fixe : station du service fixe.

12-Service mobile terrestre : service mobile entre stations de base et stations mobiles terrestres, ou entre stations mobiles terrestres.

13-Service mobile aéronautique : service mobile entre stations aéronautiques et station d'aéronef, ou entre stations d'aéronef, auquel les stations d'engin de sauvetage peuvent également participer, les stations de radiobalise de localisation des sinistres peuvent également participer à ce service sur des fréquences de détresse et d'urgence désignées.

14-Service mobile maritime : service mobile entre stations côtières et stations de navire, ou entre stations de communications de bord associées, les stations d'engin de sauvetage et les stations de radiobalise de localisation des sinistres peuvent également participer à ce service.

15-Liaison temporaire vidéo par satellite (SNG): réseau indépendant de télécommunications par satellite constitué de stations terriennes pour liaisons vidéo temporaires (SNG)

16-Bande LF : ensemble de fréquences comprises entre 30 et 300 kHz.

17-Bande MF : ensemble de fréquences comprises entre 300 et 3000 kHz.

18-Bande HF : ensemble de fréquences comprises entre 3 et 30 MHz.

19-Citizen Band (C.B) : ensemble de fréquences comprises entre 26,9 et 27,5 MHz.

20-Bande VHF : ensemble de fréquences comprises entre 30 et 300 MHz.

21-Bande UHF : ensemble de fréquences comprises entre 300 et 3000 MHz.

Article 47. Sont soumises aux redevances pour assignation de fréquences radioélectriques, les personnes physiques ou morales exploitant de:

- réseau de télécommunication ouvert au public ;
- réseau indépendant de télécommunication ;
- radiodiffusion et télédistribution

Article 48. Les redevances sont exigibles au titre:

- de frais d'études de la demande;
- de la gestion de l'autorisation de la ressource spectrale;
- de la mise à disposition de fréquences.

Article 49. Le fait générateur des redevances pour assignation de fréquences radioélectriques est constitué par :

- le dépôt d'une demande d'assignation de fréquences, pour les frais d'étude ;
- la mise à la disposition de la fréquence, pour les redevances de mise à disposition et de gestion.

Article 50. Pour les faisceaux hertziens de téléphonie rurale, la redevance radioélectrique est perçue pour chaque couple de fréquences en service dans chaque réseau local.

Article 51. Pour les réseaux du service fixe ou mobile privés (PMR), les frais de gestion sont définis en fonction de la taille du réseau :

- petit réseau : 1 à 10 postes ;
- réseau moyen : 11 à 50 postes ;
- grand réseau : plus de 50 postes.

Les postes mis sous scellés, détruits ou hors service ne sont pas comptés dans le parc du permissionnaire.

Article 52.- Les tarifs des redevances pour assignation de fréquences radioélectriques sont fixés comme suit :

a. Pour les réseaux de télécommunications ouverts au public :

| Réseaux/Stations/Liaisons | | Frais d'étude | Frais de gestion Licence | Redevance Fréquence |
|---|-----------------|---------------|--------------------------|--|
| Faisceau hertzien ou station terrienne (Inmarsat, Intelsat, thuraya, Iridium, etc.) d'un réseau de Télécommunication ouvert au public | Moins de 2 MB/s | 2.000.000 | 50.000.000 | 2.000.000 |
| | 2 MB/s | | | 4.000.000 |
| | 8 MB/s | | | 6.000.000 |
| | 34 MB/s | | | 8.000.000 |
| | 70 MB/s | | | 10.000.000 |
| | 140 MB/s | | | 12.000.000 |
| Réseau mobile cellulaire GSM 900/PCS/1900 OU DCS/1800 | | 2.000.000 | 50.000.000 | 10.000.000 par canal duplex |
| Boucle Locale Radio Bande Etroite ou Système d'accès hertzien Fixe (WLL-DECT/AHF) | | 2.000.000 | 50.000.000 | 5.000.000 par 1 MHz de largeur de bande occupée |
| Boucle Locale Radio Bande (Réseau de communication de données à Haut débit sur supports LMDS ou MMDS) | | 2.000.000 | 50.000.000 | 10.000.000 par 1 MHz de largeur de bande occupée |
| 2RC/3RP/RMU | | 500.000 | 2.000.000 | 2.000.000 par canal duplex |

b. Pour les réseaux indépendants de télécommunications :

| Réseaux/Stations/Liaisons | | Redevance Fréquence |
|--|-----------------|---------------------|
| Faisceau hertzien d'un réseau privé indépendant de Télécommunications | Moins de 2 MB/s | 500.000 |
| | 2 MB/s | 750.000 |
| | 8 MB/s | 1.000.000 |
| | 34 MB/s | 1.250.000 |
| | 70 MB/s | 1.500.000 |
| | 140 MB/s | 2.000.000 |
| Station terrienne, sauf TV par satellite, ou VSAT/SNG d'un réseau privé indépendant de Télécommunications de communication unilatérale | Moins de 2 MB/s | 500.000 |
| | 2 MB/s | 1.000.000 |
| | 8 MB/s | 1.500.000 |
| | 34 MB/s | 2.000.000 |
| | 70 MB/s | 2.500.000 |
| | 140 MB/s | 3.000.000 |
| Station terrienne ou VSAT/SNG d'un réseau privé indépendant de Télécommunications de communication bilatérale | Moins de 2 MB/s | 1.000.000 |
| | 2 MB/s | 2.000.000 |
| | 8 MB/s | 3.000.000 |
| | 34 MB/s | 4.000.000 |

| | | |
|---|---------------|----------------------------------|
| | 70 MB/s | 5.000.000 |
| | 140 MB/s | 6.000.000 |
| Boucle Locale Radio Large Bande d'un réseau privé indépendant de communication de données à Haut débit (RLAN, HYPERLAN) | | 1.000.000 par bande occupée |
| 2RC/3RP/RMU d'un réseau privé indépendant | | 1.000.000 par canal duplex |
| Station d'un réseau privé indépendant du service fixe (excepté faisceau hertzien) ou mobile terrestre (en dessous de 1 GHZ) | Bande MF/HF | 1.000.000 par fréquence assignée |
| | Bande VHF | 500.000 par fréquence assignée |
| | Bande UHF | 300.000 par fréquence assignée |
| | Autres bandes | 200.000 par fréquence assignée |

c. Pour la radiodiffusion et la télédistribution :

| Type de stations | Frais d'étude | Frais de gestion Licence | Redevance Fréquence |
|---|---------------|--------------------------|--|
| Radiodiffusion sonore FM commerciale | 250.000 | 500.000 | 1.000.000 par fréquence assignée |
| Radiodiffusion sonore FM associative | 50.000 | 250.000 | 300.000 par fréquence assignée |
| Radiodiffusion sonore FM étrangère | 250.000 | 3.000.000 | 3.000.000 par fréquence assignée |
| Radiodiffusion télévisuelle terrestre | 500.000 | 5.000.000 | 20.000.000 par fréquence assignée |
| Télédistribution/Rediffusion par un opérateur de programme radio et TV en mode Hertzien terrestre, satellite ou filaire (MMDS, CATV, ...) | 500.000 | 3.000.000 | 2.000.000 par programme ou canal assigné |

Article 53. - Les redevances pour assignation de fréquences radioélectriques sont exclues de la base de la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 54. - Les redevances sont acquittées d'avance auprès du comptable public de la Direction générale des Impôts et des Domaines en charge des grandes entreprises:

- une seule fois, préalablement à tout dépôt, par les demandeurs de fréquence pour les frais d'études ;
- au plus tard le 15 janvier de chaque année, par les utilisateurs de fréquences, pour les redevances de gestion de l'autorisation de la ressource spectrale et les redevances de mise à disposition de fréquences.

La structure de l'Etat en charge de la régulation des télécommunications et postes, dépose auprès du comptable public de la Direction générale des Impôts et des

Domaines en charge des grandes entreprises, au plus tard le 31 janvier de chaque année une déclaration des redevances pour assignation de fréquences radioélectriques dues au titre de l'exercice précédent en précisant pour chaque redevable, son adresse, la nature du service demandé ou mis à sa disposition, le montant des redevances exigibles au titre de l'exercice précédent.

Article 55. Lorsque le permissionnaire désire arrêter le fonctionnement d'un réseau, d'une station ou d'une liaison en cours d'année, les redevances de mise à disposition des fréquences afférentes à la période d'utilisation sont calculées au mois entier et au prorata du temps d'utilisation, à condition qu'il en fasse la demande quinze jours avant ledit arrêt, faute de quoi les redevances sont dues jusqu'à la modification de la licence ou de l'autorisation d'exploitation.

Article 56. Pour une autorisation temporaire d'utilisation de fréquences, les redevances de mise à disposition et de gestion sont dues par mois d'utilisation. Lorsqu'une autorisation est délivrée en cours d'année, les redevances de mise à disposition et de gestion afférentes à la période d'autorisation incluse dans l'année considérée sont calculées proportionnellement à la durée de cette période.

Article 57. Les frais exceptionnels auxquels peut donner lieu la visite ou le contrôle d'une station sont supportés par le titulaire de l'autorisation ou de la licence.

Article 58. Les frais d'étude perçus lors du dépôt d'une demande d'assignation de fréquences ne sont pas remboursés même si l'autorisation n'est pas accordée.

Article 59. Pour les liaisons analogiques par faisceaux hertziens, les voies sont converties en débit.

Article 60. Pour chaque station relais de radio diffusion FM, il est perçu 1/3 des redevances de l'utilisation des fréquences.

Article 61. Les redevances relatives aux fréquences sont réduites aux 2/3 pour les services de l'Etat non exonérés par le décret relatif aux fréquences et bandes de fréquences radioélectriques, aux appareils radioélectriques et aux opérateurs de ces équipements.

Article 62. En cas de suspension de l'autorisation, seuls sont dus les frais de gestion annuels.

Article 63. Le recouvrement, le contrôle et le contentieux des redevances pour assignation de fréquences radioélectriques sont du ressort de la Direction générale des

Impôts et des Domaines et se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties et sanctions qu'en matière d'impôts indirects.

Article 64. Sont abrogées toutes les dispositions instituant des redevances pour assignation de fréquences radioélectriques perçues au profit de l'Agence de Régulation des Télécommunications et des Postes, ainsi que toutes dispositions contraires, notamment celles contenues dans :

- la loi n° 2011-01 du 24 février 2011 portant Code des Télécommunications ;
- le décret fixant les redevances pour assignation de fréquence, le décret relatif aux fréquences et bandes de fréquences, aux appareils radioélectriques et aux opérateurs de ces équipements ;
- le décret relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence de Régulation des Télécommunications et Postes ;
- les règlements pris en application de ces textes.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

ANNEXES

ANNEXE I : PREVISIONS DES RESSOURCES

| NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE | LFR 2018 | LFI 2019 | ECARTS LFI 2019/LFR 2018 | TAUX ECART |
|--|----------------------|----------------------|--------------------------|---------------|
| 071- RECETTES FISCALES* | 2 145 800 000 | 2 534 000 000 | 388 200 000 | 18,09% |
| 072- RECETTES NON FISCALES | 149 100 000 | 123 440 000 | -25 660 000 | -17,21% |
| TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES | 2 294 900 000 | 2 657 440 000 | 362 540 000 | 15,80% |
| 074 - DONS PROGRAMMES | 37 000 000 | 44 170 000 | 7 170 000 | 19,38% |
| 076- RECETTES EXCEPTIONNELLES** | 64 800 000 | 60 980 000 | -3 820 000 | -5,90% |
| 729- REMBOURSEMENT DE PRETS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES) | 0 | 3 000 000 | 3 000 000 | - |
| TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71, 72, 74, 76, 29, 14, 16, 17) | 2 396 700 000 | 2 765 590 000 | 368 890 000 | 15,39% |
| 012 - DONS PROJETS ET LEGS | 237 000 000 | 240 000 000 | 3 000 000 | 1,27% |
| ARTICLE 015 - TIRAGE SUR EMPRUNTS PROJETS | 280 000 000 | 550 860 000 | 270 860 000 | 96,74% |
| 017 -AUTRES EMPRUNTS*** | 749 700 000 | 381 170 000 | -368 530 000 | -49,16% |
| <i>Dont Emprunts programmes</i> | | <i>65 000 000</i> | - | - |
| TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12 et 15) | 1 266 700 000 | 1 172 030 000 | -94 670 000 | -7,47% |
| TOTAL RESSOURCES DU BUDGET GENERAL | 3 663 400 000 | 3 937 620 000 | 274 220 000 | 7,49% |
| TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | 111 300 000 | 134 150 000 | 22 850 000 | 20,53% |
| TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (BG+CST) | 3 774 700 000 | 4 071 770 000 | 297 070 000 | 7,87% |

ANNEXE II : RECAPITULATION GLOBALE PAR TITRE

| Rubriques | Crédits LFI 2018 | Loi de finances pour l'année 2019 | | | | |
|---|--------------------------|-----------------------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|----------------|
| | | Réévaluation des crédits | Nouveaux Crédits | Total | Ecart | |
| | | | | | Valeur absolue | % |
| BUDGET GENERAL | | | | | | |
| Titre 1-Dette publique | 839 800 000 000 | 863 170 000 000 | - | 863 170 000 000 | 23 370 000 000 | 2,78% |
| Titre 2-Dépenses de personnel | 633 000 000 000 | 738 266 930 867 | 5 142 903 133 | 743 410 000 000 | 110 410 000 000 | 17,44% |
| Titre 3- Dépenses d fonctionnement | 314 319 186 000 | 296 886 490 039 | 17 760 179 034 | 314 646 669 073 | 327 483 073 | 0,10% |
| Titre 4- Dépenses de transfert | 471 180 814 000 | 555 345 267 487 | 26 888 063 440 | 582 233 330 927 | 111 052 516 927 | 23,57% |
| <i>Total autres dépenses courantes</i> | <i>785 500 000 000</i> | <i>852 231 757 526</i> | <i>44 648 242 474</i> | <i>896 880 000 000</i> | <i>111 380 000 000</i> | <i>14,18%</i> |
| Total Dépenses ordinaires | 2 258 300 000 000 | 2 453 668 688 393 | 49 791 145 607 | 2 503 459 834 000 | 245 159 834 000 | 10,86% |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | | | | | | |
| Ressources Internes | 822 500 000 000 | 643 341 699 998 | - | 643 300 000 000 | - 179 200 000 000 | -21,79% |
| Titre 5-Dépenses en capital | 157 554 688 000 | 86 307 686 098 | | 86 265 986 100 | - 71 288 701 900 | -45,25% |
| Titre 6-Transferts en Capital | 664 945 312 000 | 557 034 013 900 | | 557 034 013 900 | - 107 911 298 100 | -16,23% |
| Ressources Externes | 517 000 000 000 | 790 860 000 000 | | 790 860 000 000 | 273 860 000 000 | 52,97% |
| Emprunts | 280 000 000 000 | 240 000 000 000 | | 240 000 000 000 | - 40 000 000 000 | -14,29% |
| Subventions | 237 000 000 000 | 550 860 000 000 | | 550 860 000 000 | 313 860 000 000 | 132,43% |
| Total Dépenses d'Investissement | 1 339 500 000 000 | 877 167 686 098 | - | 1 434 160 000 000 | 94 660 000 000 | 7,07% |
| Total Budget général | 3 597 800 000 000 | 3 330 836 374 491 | 49 791 145 607 | 3 937 619 834 000 | 339 819 834 000 | 17,92% |
| Dont Transfert du budget général au CST | 500 000 000 | 1 900 000 000 | 1 900 000 000 | 1 900 000 000 | 1 400 000 000 | 280,00% |
| COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | | | | | | |
| Comptes tation spéciale | 96 100 000 000 | 111 950 000 000 | | 111 950 000 000 | 15 850 000 000 | 16,49% |
| Compte de commerce | 150 000 000 | 150 000 000 | | 150 000 000 | - | 0,00% |
| Compte de prêts | 13 750 000 000 | 20 750 000 000 | | 20 750 000 000 | 7 000 000 000 | 50,91% |
| Compte d'avances | 800 000 000 | 800 000 000 | | 800 000 000 | 0 | 0,00% |
| Compte de garanties et aval | 500 000 000 | 500 000 000 | | 500 000 000 | 0 | 0,00% |
| Total Comptes spéciaux du Trésor | 111 300 000 000 | 134 150 000 000 | - | 134 150 000 000 | 22 850 000 000 | 20,53% |
| Total Loi de finances | 3 709 100 000 000 | 3 464 986 374 491 | 49 791 145 607 | 4 071 770 000 000 | 362 670 000 000 | 9,78% |

ANNEXE III : RECAPITULATION PAR INSTITUTION ET MINISTERE ET PAR TITRE

| POUVOIRS PUBLICS ET INSTITUTIONS | Crédits ouverts en LFI 2018 | Loi de Finances initiale pour l'année 2019 | | | | Ecart | |
|---|-----------------------------|--|--------------------|------------------------|------------------------|----------------|--|
| | | Réévaluation des crédits | Crédits nouveaux | Total | Valeur Absolue | % | |
| | | | | | | | |
| 10 Dette Publique | | | | | | | |
| 1 | 839 800 000 000 | 882 000 000 000 | | 863 170 000 000 | 23 370 000 000 | 2,78% | |
| TOTAL GENERAL SECTION 10 | 839 800 000 000 | 882 000 000 000 | - | 863 170 000 000 | 23 370 000 000 | | |
| 21 Présidence de la République | | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 9 162 719 880 | 10 299 423 000 | | 10 299 423 000 | 1 136 703 120 | 12,41% | |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 9 544 373 000 | 9 652 342 636 | | 9 652 342 636 | 107 969 636 | 1,13% | |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 21 283 277 000 | 25 223 277 000 | 500 000 000 | 25 723 277 000 | 4 440 000 000 | 20,86% | |
| Total Fonctionnement | 39 990 369 880 | 45 175 042 636 | 500 000 000 | 45 675 042 636 | 5 684 672 756 | 14,22% | |
| Investissement | | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 2 214 000 000 | 5 355 029 877 | | 5 355 029 877 | 3 141 029 877 | 141,87% | |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 46 100 000 000 | 34 681 060 000 | | 34 681 060 000 | - 11 418 940 000 | -24,77% | |
| Total Investissement | 48 314 000 000 | 40 036 089 877 | | 40 036 089 877 | - 8 277 910 123 | -17,13% | |
| Titre 7 - Comptes spéciaux du Trésor | 500 000 000 | 500 000 000 | | 500 000 000 | - | 0,00% | |
| TOTAL GENERAL SECTION 21 | 88 804 369 880 | 85 711 132 513 | 500 000 000 | 86 211 132 513 | - 2 593 237 367 | -2,92% | |
| 22 Assemblée Nationale | | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | | |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 14 074 506 000 | 14 074 506 000 | | 14 074 506 000 | - | 0,00% | |
| Total Fonctionnement | 14 074 506 000 | 14 074 506 000 | | 14 074 506 000 | - | 0,00% | |
| Investissement | | | | | | | |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 1 700 000 000 | 2 725 551 759 | | 2 725 551 759 | 1 025 551 759 | 60,33% | |
| Total Investissement | 1 700 000 000 | 2 725 551 759 | | 2 725 551 759 | 1 025 551 759 | 60,33% | |
| TOTAL GENERAL SECTION 22 | 15 774 506 000 | 16 800 057 759 | | 16 800 057 759 | 1 025 551 759 | 6,50% | |
| 24 Conseil Economique, Social et Environnemental | | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | - | 25 503 000 | | 25 503 000 | 25 503 000 | | |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 6 102 087 000 | 6 202 087 000 | | 6 202 087 000 | 100 000 000 | 1,64% | |
| Total Fonctionnement | 6 102 087 000 | 6 227 590 000 | | 6 227 590 000 | 125 503 000 | 2,06% | |
| Investissement | | | | | | | |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 100 000 000 | - | | - | - 100 000 000 | -100,00% | |
| Total Investissement | 100 000 000 | - | | - | - 100 000 000 | 100,00% | |
| TOTAL GENERAL SECTION 24 | 6 202 087 000 | 6 227 590 000 | - | 6 227 590 000 | 25 503 000 | 0,41% | |

| 25 Conseil Constitutionnel | | | | | | |
|--|----------------------|----------------------|--------------------|----------------------|----------------------|----------------|
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 229 425 840 | - | | - | - 229 425 840 | 100,00% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 836 330 000 | 1 147 000 000 | | 1 147 000 000 | 310 670 000 | 37,15% |
| Total Fonctionnement | 1 065 755 840 | 1 147 000 000 | | 1 147 000 000 | 81 244 160 | 7,62% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 100 000 000 | 100 000 000 | | 100 000 000 | - | |
| Total Investissement | 100 000 000 | 100 000 000 | | 100 000 000 | - | |
| TOTAL GENERAL SECTION 25 | 1 165 755 840 | 1 247 000 000 | | 1 247 000 000 | 81 244 160 | 6,97% |
| 26Office national de Lutte contre la Fraude et la Corruption | - | - | | - | - | |
| Total 26 | - | - | | - | - | |
| 27 Cour Suprême | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 1 116 682 060 | 1 108 058 000 | | 1 108 058 000 | - 8 624 060 | -0,77% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 771 063 000 | 771 063 000 | | 771 063 000 | - | 0,00% |
| Total Fonctionnement | 1 887 745 060 | 1 879 121 000 | | 1 879 121 000 | - 8 624 060 | -0,46% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 50 000 000 | 75 000 000 | | 75 000 000 | 25 000 000 | 50,00% |
| Total Investissement | 50 000 000 | 75 000 000 | | 75 000 000 | 25 000 000 | 50,00% |
| TOTAL GENERAL SECTION 27 | 1 937 745 060 | 1 954 121 000 | | 1 954 121 000 | 16 375 940 | 0,85% |
| 28 Cour des Comptes | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 1 179 070 800 | 1 202 158 804 | 143 764 133 | 1 345 922 937 | 166 852 137 | 14,15% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 2 636 884 000 | 3 000 000 000 | 150 000 000 | 3 150 000 000 | 513 116 000 | 19,46% |
| Total Fonctionnement | 3 815 954 800 | 4 202 158 804 | 293 764 133 | 4 495 922 937 | 679 968 137 | 17,82% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 1 300 000 000 | 1 000 000 000 | | 1 000 000 000 | - 300 000 000 | -23,08% |
| Total Investissement | 1 300 000 000 | 1 000 000 000 | | 1 000 000 000 | - 300 000 000 | |
| TOTAL GENERAL SECTION 28 | 5 115 954 800 | 5 202 158 804 | 293 764 133 | 5 495 922 937 | 379 968 137 | 7,43% |
| 29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 6 300 000 000 | 6 300 000 000 | | 6 300 000 000 | - | 0,00% |
| Total Fonctionnement | 6 300 000 000 | 6 300 000 000 | | 6 300 000 000 | - | 0,00% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 1 000 000 000 | 2 340 000 000 | | 2 340 000 000 | 1 340 000 000 | 134,00% |
| Total Investissement | 1 000 000 000 | 2 340 000 000 | | 2 340 000 000 | 1 340 000 000 | 134,00% |
| TOTAL GENERAL SECTION 29 | 7 300 000 000 | 8 640 000 000 | | 8 640 000 000 | 1 340 000 000 | 18,36% |
| 30 Primature | | | | | | |

| Fonctionnement | | | | | | |
|--|------------------------|------------------------|----------------------|------------------------|------------------------|----------------|
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 3 344 420 220 | 3 182 639 000 | - | 3 182 639 000 | - 161 781 220 | -4,84% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 1 783 992 000 | 1 500 000 000 | 32 250 000 | 1 532 250 000 | - 251 742 000 | -14,11% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 8 980 311 000 | 8 804 000 000 | 1 000 000 000 | 9 804 000 000 | 823 689 000 | 9,17% |
| Total Fonctionnement | 14 108 723 220 | 13 486 639 000 | 1 032 250 000 | 14 518 889 000 | 410 165 780 | 2,91% |
| Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 9 244 000 000 | 12 869 787 295 | | 12 869 787 295 | 3 625 787 295 | 39,22% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 20 000 000 000 | 20 912 000 000 | | 20 912 000 000 | 912 000 000 | 4,56% |
| Total Investissement | 29 244 000 000 | 33 781 787 295 | | 33 781 787 295 | 4 537 787 295 | |
| TOTAL GENERAL SECTION 30 | 43 352 723 220 | 47 268 426 295 | 1 032 250 000 | 48 300 676 295 | 4 947 953 075 | 11,41% |
| 31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 24 513 994 560 | 25 608 444 250 | | 25 608 444 250 | 1 094 449 690 | 4,46% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 25 706 137 000 | 26 520 000 000 | 110 000 000 | 26 630 000 000 | 923 863 000 | 3,59% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 4 938 114 000 | 5 280 000 000 | | 5 280 000 000 | 341 886 000 | 6,92% |
| Total Fonctionnement | 55 158 245 560 | 57 408 444 250 | 110 000 000 | 57 518 444 250 | 2 360 198 690 | 4,28% |
| Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 1 319 490 000 | 2 236 000 000 | | 2 236 000 000 | 916 510 000 | 69,46% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 4 300 000 000 | 1 250 000 000 | | 1 250 000 000 | - 3 050 000 000 | -70,93% |
| Total Investissement | 5 619 490 000 | 3 486 000 000 | | 3 486 000 000 | - 2 133 490 000 | -37,97% |
| TOTAL GENERAL SECTION 31 | 60 777 735 560 | 60 894 444 250 | 110 000 000 | 61 004 444 250 | 226 708 690 | 0,37% |
| 32 Ministère des Forces Armées | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 106 082 670 020 | 113 608 644 288 | 110 757 000 | 113 719 401 288 | 7 636 731 268 | 7,20% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 34 928 810 000 | 35 800 000 000 | 4 495 642 500 | 40 295 642 500 | 5 366 832 500 | 15,37% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 3 285 687 000 | 3 387 597 630 | | 3 387 597 630 | 101 910 630 | 3,10% |
| Total Fonctionnement | 144 297 167 020 | 152 796 241 918 | 4 606 399 500 | 157 402 641 418 | 13 105 474 398 | 9,08% |
| Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 21 408 770 000 | 20 234 000 000 | | 20 234 000 000 | - 1 174 770 000 | -5,49% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 26 861 490 000 | 22 780 500 000 | | 22 780 500 000 | - 4 080 990 000 | -15,19% |
| Total Investissement | 48 270 260 000 | 43 014 500 000 | - | 43 014 500 000 | - 5 255 760 000 | |
| Titre 7 - Comptes spéciaux du Trésor | 150 000 000 | 150 000 000 | | 150 000 000 | - | 0,00% |
| TOTAL GENERAL SECTION 32 | 192 717 427 020 | 195 960 741 918 | 4 606 399 500 | 200 567 141 418 | 7 849 714 398 | 4,07% |
| 33 Ministère de l'Intérieur | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 46 325 921 360 | 51 306 272 200 | 4 063 157 000 | 55 369 429 200 | 9 043 507 840 | 19,52% |

| | | | | | | |
|---|------------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------|----------------|
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 13 767 939 000 | 9 475 786 320 | 8 158 328 200 | 17 634 114 520 | 3 866 175 520 | 28,08% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 14 055 871 000 | 16 049 333 810 | | 16 049 333 810 | 1 993 462 810 | 14,18% |
| Total Fonctionnement | 74 149 731 360 | 76 831 392 330 | 12 221 485 200 | 89 052 877 530 | 14 903 146 170 | 20,10% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 14 262 000 000 | 14 185 500 092 | | 14 185 500 092 | - 76 499 908 | -0,54% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 34 174 000 000 | 21 680 540 000 | | 21 680 540 000 | - 12 493 460 000 | -36,56% |
| Total Investissement | 48 436 000 000 | 35 866 040 092 | - | 35 866 040 092 | - 12 569 959 908 | -25,95% |
| Titre 7 - Comptes spéciaux du Trésor | 200 000 000 | 200 000 000 | | 200 000 000 | - | 0,00% |
| TOTAL GENERAL SECTION 33 | 122 785 731 360 | 112 897 432 422 | 12 221 485 200 | 125 118 917 622 | 2 333 186 262 | 1,90% |

34 Ministère de la Justice

| | | | | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|---------------|
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 19 957 258 480 | 22 208 071 824 | - | 22 208 071 824 | 2 250 813 344 | 11,28% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 8 193 609 000 | 7 162 671 120 | 1 040 751 000 | 8 203 422 120 | 9 813 120 | 0,12% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 2 399 762 000 | 2 379 762 000 | 250 000 000 | 2 629 762 000 | 230 000 000 | 9,58% |
| Total Fonctionnement | 30 550 629 480 | 31 750 504 944 | 1 290 751 000 | 33 041 255 944 | 2 490 626 464 | 8,15% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 7 766 000 000 | 7 000 000 000 | | 7 000 000 000 | - 766 000 000 | -9,86% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 1 100 000 000 | 1 150 000 000 | | 1 150 000 000 | 50 000 000 | 4,55% |
| Total Investissement | 8 866 000 000 | 8 150 000 000 | | 8 150 000 000 | - 716 000 000 | -8,08% |
| TOTAL GENERAL SECTION 34 | 39 416 629 480 | 39 900 504 944 | 1 290 751 000 | 41 191 255 944 | 1 774 626 464 | 4,50% |

35 Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public

| | | | | | | |
|---|----------------------|----------------------|-------------------|----------------------|--------------------|-----------------|
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 1 001 938 000 | 1 318 809 000 | - | 1 318 809 000 | 316 871 000 | 31,63% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 1 119 789 000 | 1 494 364 425 | 10 000 000 | 1 504 364 425 | 384 575 425 | 34,34% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 365 211 000 | 35 000 000 | | 35 000 000 | - 330 211 000 | -90,42% |
| Total Fonctionnement | 2 486 938 000 | 2 848 173 425 | 10 000 000 | 2 858 173 425 | 371 235 425 | 14,93% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 248 000 000 | 500 000 000 | | 500 000 000 | 252 000 000 | 101,61% |
| Total Investissement | 248 000 000 | 500 000 000 | | 500 000 000 | 252 000 000 | 101,61 % |
| TOTAL GENERAL SECTION 35 | 2 734 938 000 | 3 348 173 425 | 10 000 000 | 3 358 173 425 | 623 235 425 | 22,79% |

36 Ministère de l'Emploi, de l'Insertion Professionnelle et de l'Intensification de la Main d'œuvre

| | | | | | | |
|---|----------------------|----------------------|--------------------|----------------------|--------------------|---------------|
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 147 404 000 | 203 901 564 | | 203 901 564 | 56 497 564 | 38,33% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 186 427 000 | 499 264 000 | 10 000 000 | 509 264 000 | 322 837 000 | 173,17% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 1 000 000 000 | 800 000 000 | 200 000 000 | 1 000 000 000 | - | 0,00% |
| Total Fonctionnement | 1 333 831 000 | 1 503 165 564 | 210 000 000 | 1 713 165 564 | 379 334 564 | 28,44% |

| | | | | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|----------------------|--------------|
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 2 700 000 000 | 9 106 660 563 | | 9 106 660 563 | 6 406 660 563 | 237,28% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 10 526 400 000 | 5 004 547 293 | | 5 004 547 293 | - 5 521 852 707 | -52,46% |
| Total Investissement | 13 226 400 000 | 14 111 207 856 | | 14 111 207 856 | 884 807 856 | 6,69% |
| TOTAL GENERAL SECTION 36 | 14 560 231 000 | 15 614 373 420 | 210 000 000 | 15 824 373 420 | 1 264 142 420 | 8,68% |

37 Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions

| | | | | | | |
|---|----------------------|----------------------|--------------------|----------------------|---------------------|----------------|
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 1 116 464 180 | 913 967 780 | | 913 967 780 | - 202 496 400 | -18,14% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 903 170 000 | 1 103 170 000 | | 1 103 170 000 | 200 000 000 | 22,14% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 896 600 000 | 796 600 000 | 200 000 000 | 996 600 000 | 100 000 000 | 11,15% |
| Total Fonctionnement | 2 916 234 180 | 2 813 737 780 | 200 000 000 | 3 013 737 780 | 97 503 600 | 3,34% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 349 500 000 | 290 598 000 | | 290 598 000 | - 58 902 000 | -16,85% |
| Total Investissement | 349 500 000 | 290 598 000 | | 290 598 000 | - 58 902 000 | -16,85% |
| TOTAL GENERAL SECTION 37 | 3 265 734 180 | 3 104 335 780 | 200 000 000 | 3 304 335 780 | 38 601 600 | 1,18% |

38 Ministère de l'Intégration Africaine, du NEPAD et de la Francophonie

| | | | | | | |
|---|----------------------|----------------------|--------------------|----------------------|----------------------|----------------|
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 333 568 000 | 207 178 000 | | 207 178 000 | - 126 390 000 | -37,89% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 346 778 000 | 646 689 000 | 500 000 000 | 1 146 689 000 | 799 911 000 | 230,67% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 300 000 000 | - | | - | - 300 000 000 | |
| Total Fonctionnement | 980 346 000 | 853 867 000 | 500 000 000 | 1 353 867 000 | 373 521 000 | 38,10% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 380 000 000 | 226 153 835 | | 226 153 835 | - 153 846 165 | -40,49% |
| Total Investissement | 380 000 000 | 226 153 835 | | 226 153 835 | - 153 846 165 | -40,49% |
| TOTAL GENERAL SECTION 38 | 1 360 346 000 | 1 080 020 835 | 500 000 000 | 1 580 020 835 | 219 674 835 | 16,15% |

40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime

| | | | | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|----------------------|---------------|
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 1 575 997 580 | 1 499 727 000 | - | 1 499 727 000 | - 76 270 580 | -4,84% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 584 145 000 | 572 000 000 | 40 762 000 | 612 762 000 | 28 617 000 | 4,90% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 5 075 640 000 | 7 075 640 000 | 200 000 000 | 7 275 640 000 | 2 200 000 000 | 43,34% |
| Total Fonctionnement | 7 235 782 580 | 9 147 367 000 | 240 762 000 | 9 388 129 000 | 2 152 346 420 | 29,75% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 18 544 711 000 | 29 637 553 278 | | 29 637 553 278 | 11 092 842 278 | 59,82% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 14 871 388 000 | 7 004 487 673 | | 7 004 487 673 | - 7 866 900 327 | -52,90% |
| Total Investissement | 33 416 099 000 | 36 642 040 951 | | 36 642 040 951 | 3 225 941 951 | 9,65% |
| Titre 7 - Comptes spéciaux du Trésor | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 | | 1 000 000 000 | - | 0,00% |

| | | | | | | |
|---|------------------------|------------------------|----------------------|------------------------|------------------------|---------------|
| TOTAL GENERAL SECTION 40 | 41 651 881 580 | 46 789 407 951 | 240 762 000 | 47 030 169 951 | 5 378 288 371 | 12,91% |
| 41 Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 710 236 180 | 705 893 205 | - | 705 893 205 | - 4 342 975 | -0,61% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 299 364 000 | 283 178 720 | 10 000 000 | 293 178 720 | - 6 185 280 | -2,07% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 6 500 000 000 | 7 550 000 000 | 1 320 000 000 | 8 870 000 000 | 2 370 000 000 | 36,46% |
| Total Fonctionnement | 7 509 600 180 | 8 539 071 925 | 1 330 000 000 | 9 869 071 925 | 2 359 471 745 | 31,42% |
| Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 80 520 000 000 | 108 527 517 675 | | 108 527 517 675 | 28 007 517 675 | 34,78% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 126 070 000 000 | 119 908 500 000 | - | 119 908 500 000 | - 6 161 500 000 | -4,89% |
| Total Investissement | 206 590 000 000 | 228 436 017 675 | - | 228 436 017 675 | 21 846 017 675 | 10,57% |
| TOTAL GENERAL SECTION 41 | 214 099 600 180 | 236 975 089 600 | 1 330 000 000 | 238 305 089 600 | 24 205 489 420 | 11,31% |
| 42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 2 783 564 840 | 2 561 623 568 | 164 652 000 | 2 726 275 568 | - 57 289 272 | -2,06% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 1 395 061 000 | 1 214 025 480 | 200 000 000 | 1 414 025 480 | 18 964 480 | 1,36% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 26 207 148 000 | 26 198 776 200 | 8 238 371 800 | 34 437 148 000 | 8 230 000 000 | 31,40% |
| Total Fonctionnement | 30 385 773 840 | 29 974 425 248 | 8 603 023 800 | 38 577 449 048 | 8 191 675 208 | 26,96% |
| Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 123 280 312 000 | 131 270 169 508 | - | 131 270 169 508 | 7 989 857 508 | 6,48% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 41 841 943 000 | 33 336 500 000 | | 33 336 500 000 | - 8 505 443 000 | -20,33% |
| Total Investissement | 165 122 255 000 | 164 606 669 508 | - | 164 606 669 508 | - 515 585 492 | -0,31% |
| TOTAL GENERAL SECTION 42 | 195 508 028 840 | 194 581 094 756 | 8 603 023 800 | 203 184 118 556 | 7 676 089 716 | 3,93% |
| 43 Ministère de l'Economie, des Finances et du plan | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 25 458 837 560 | 21 745 006 552 | - | 21 745 006 552 | - 3 713 831 008 | -14,59% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 12 036 985 000 | 11 025 112 006 | 80 000 000 | 11 105 112 006 | - 931 872 994 | -7,74% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 8 823 668 000 | 9 716 926 425 | | 9 716 926 425 | 893 258 425 | 10,12% |
| Total Fonctionnement | 46 319 490 560 | 42 487 044 983 | 80 000 000 | 42 567 044 983 | - 3 752 445 577 | -8,10% |
| Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 20 451 862 000 | 13 349 097 439 | | 13 349 097 439 | - 7 102 764 561 | -34,73% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 40 019 616 000 | 57 058 221 073 | | 57 058 221 073 | 17 038 605 073 | 42,58% |
| Total Investissement | 60 471 478 000 | 70 407 318 512 | - | 70 407 318 512 | 9 935 840 512 | 16,43% |
| Titre 7 - Comptes spéciaux du Trésor | 109 450 000 000 | 132 300 000 000 | | 132 300 000 000 | 22 850 000 000 | 20,88% |
| TOTAL GENERAL SECTION 43 | 216 240 968 560 | 245 194 363 495 | 80 000 000 | 245 274 363 495 | 29 033 394 935 | 13,43% |
| 44 Ministère du Pétrole et des Energies | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|------------------------|------------------------|--------------------|------------------------|------------------------|-----------------|
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 321 601 160 | 337 336 980 | - | 337 336 980 | 15 735 820 | 4,89% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 501 534 000 | 481 619 904 | | 481 619 904 | - 19 914 096 | -3,97% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 3 624 681 000 | 33 788 919 280 | - | 33 788 919 280 | 30 164 238 280 | 832,19% |
| Total Fonctionnement | 4 447 816 160 | 34 607 876 164 | - | 34 607 876 164 | 30 160 060 004 | 678,09 % |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 93 467 435 000 | 94 777 127 035 | | 94 777 127 035 | 1 309 692 035 | 1,40% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 19 009 000 000 | 12 728 000 000 | | 12 728 000 000 | - 6 281 000 000 | -33,04% |
| Total Investissement | 112 476 435 000 | 107 505 127 035 | - | 107 505 127 035 | - 4 971 307 965 | -4,42% |
| TOTAL GENERAL SECTION 44 | 116 924 251 160 | 142 113 003 199 | - | 142 113 003 199 | 25 188 752 039 | 21,54% |
| 45 Ministère du Commerce, de la Consommation, du Secteur Informel et des PME | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 1 546 727 080 | 1 535 216 706 | | 1 535 216 706 | - 11 510 374 | -0,74% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 410 107 000 | 345 774 160 | | 345 774 160 | - 64 332 840 | -15,69% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 2 432 935 000 | 2 935 428 000 | 322 200 000 | 3 257 628 000 | 824 693 000 | 33,90% |
| Total Fonctionnement | 4 389 769 080 | 4 816 418 866 | 322 200 000 | 5 138 618 866 | 748 849 786 | 17,06% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 124 000 000 | 4 173 239 576 | | 4 173 239 576 | 4 049 239 576 | 3265,52 % |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 1 937 000 000 | 478 700 000 | | 478 700 000 | - 1 458 300 000 | -75,29% |
| Total Investissement | 2 061 000 000 | 4 651 939 576 | | 4 651 939 576 | 2 590 939 576 | 125,71 % |
| TOTAL GENERAL SECTION 45 | 6 450 769 080 | 9 468 358 442 | 322 200 000 | 9 790 558 442 | 3 339 789 362 | 51,77% |
| 46 Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 1 338 853 580 | 1 221 591 948 | - | 1 221 591 948 | - 117 261 632 | -8,76% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 393 871 000 | 390 400 000 | 80 600 000 | 471 000 000 | 77 129 000 | 19,58% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 10 668 600 000 | 16 929 000 000 | - | 16 929 000 000 | 6 260 400 000 | 58,68% |
| Total Fonctionnement | 12 401 324 580 | 18 540 991 948 | 80 600 000 | 18 621 591 948 | 6 220 267 368 | 50,16% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 4 243 228 000 | 25 136 494 080 | | 25 136 494 080 | 20 893 266 080 | 492,39% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 50 031 425 000 | 25 822 631 500 | - | 25 822 631 500 | - 24 208 793 500 | -48,39% |
| Total Investissement | 54 274 653 000 | 50 959 125 580 | - | 50 959 125 580 | - 3 315 527 420 | -6,11% |
| TOTAL GENERAL SECTION 46 | 66 675 977 580 | 69 500 117 528 | 80 600 000 | 69 580 717 528 | 2 904 739 948 | 4,36% |
| 47 Ministère de l'Industrie et de la Petite et Moyenne Industrie | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 283 298 160 | 284 517 040 | - | 284 517 040 | 1 218 880 | 0,43% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 138 200 000 | 146 330 998 | | 146 330 998 | 8 130 998 | 5,88% |

| | | | | | | |
|---|----------------------|----------------------|----------|----------------------|----------------------|---------------|
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 1 811 175 000 | 1 703 380 000 | | 1 703 380 000 | - 107 795 000 | -5,95% |
| Total Fonctionnement | 2 232 673 160 | 2 134 228 038 | - | 2 134 228 038 | - 98 445 122 | -4,41% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | - | 3 100 000 000 | | 3 100 000 000 | 3 100 000 000 | |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 4 170 000 000 | 2 663 000 000 | | 2 663 000 000 | - 1 507 000 000 | -36,14% |
| Total Investissement | 4 170 000 000 | 5 763 000 000 | | 5 763 000 000 | 1 593 000 000 | 38,20% |
| TOTAL GENERAL SECTION 47 | 6 402 673 160 | 7 897 228 038 | - | 7 897 228 038 | 1 494 554 878 | 23,34% |

49 Ministère du Tourisme

| | | | | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|----------------------|---------------|
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 384 573 580 | 401 011 840 | - | 401 011 840 | 16 438 260 | 4,27% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 404 099 000 | 457 907 120 | 19 300 000 | 477 207 120 | 73 108 120 | 18,09% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 3 110 000 000 | 2 717 500 000 | 300 000 000 | 3 017 500 000 | - 92 500 000 | -2,97% |
| Total Fonctionnement | 3 898 672 580 | 3 576 418 960 | 319 300 000 | 3 895 718 960 | - 2 953 620 | -0,08% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 3 495 000 000 | 6 361 500 000 | | 6 361 500 000 | 2 866 500 000 | 82,02% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 5 205 000 000 | 3 733 500 000 | | 3 733 500 000 | - 1 471 500 000 | -28,27% |
| Total Investissement | 8 700 000 000 | 10 095 000 000 | | 10 095 000 000 | 1 395 000 000 | 16,03% |
| TOTAL GENERAL SECTION 49 | 12 598 672 580 | 13 671 418 960 | 319 300 000 | 13 990 718 960 | 1 392 046 380 | 11,05% |

50 Ministère de l'Education Nationale

| | | | | | | |
|---|------------------------|------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|---------------|
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 298 573 091 140 | 355 250 738 830 | - | 355 250 738 830 | 56 677 647 690 | 18,98% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 74 809 822 000 | 63 380 000 000 | 10 000 000 | 63 390 000 000 | - 11 419 822 000 | -15,27% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 7 819 905 000 | 6 881 516 400 | 1 061 448 600 | 7 942 965 000 | 123 060 000 | 1,57% |
| Total Fonctionnement | 381 202 818 140 | 425 512 255 230 | 1 071 448 600 | 426 583 703 830 | 45 380 885 690 | 11,90% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 25 532 745 000 | 47 006 029 662 | | 47 006 029 662 | 21 473 284 662 | 84,10% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 6 306 833 000 | 3 350 333 000 | | 3 350 333 000 | - 2 956 500 000 | -46,88% |
| Total Investissement | 31 839 578 000 | 50 356 362 662 | | 50 356 362 662 | 18 516 784 662 | 58,16% |
| TOTAL GENERAL SECTION 50 | 413 042 396 140 | 475 868 617 892 | 1 071 448 600 | 476 940 066 492 | 63 897 670 352 | 15,47% |

52 Ministère des Sports

| | | | | | | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 1 185 351 060 | 931 888 720 | 174 573 000 | 1 106 461 720 | - 78 889 340 | -6,66% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 3 674 377 000 | 3 233 451 760 | 1 238 814 000 | 4 472 265 760 | 797 888 760 | 21,71% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 540 275 000 | 475 442 000 | 564 690 000 | 1 040 132 000 | 499 857 000 | 92,52% |
| Total Fonctionnement | 5 400 003 060 | 4 640 782 480 | 1 978 077 000 | 6 618 859 480 | 1 218 856 420 | 22,57% |
| Investissement | | | | - | - | |

| | | | | | | |
|--|------------------------|------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|----------------|
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 8 492 000 000 | 7 950 000 000 | | 7 950 000 000 | - 542 000 000 | -6,38% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 500 000 000 | 1 200 000 000 | | 1 200 000 000 | 700 000 000 | 140,00% |
| Total Investissement | 8 992 000 000 | 9 150 000 000 | - | 9 150 000 000 | 158 000 000 | 1,76% |
| TOTAL GENERAL SECTION 52 | 14 392 003 060 | 13 790 782 480 | 1 978 077 000 | 15 768 859 480 | 1 376 856 420 | 9,57% |
| 53 Ministère de la Culture | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 1 110 911 460 | 968 030 103 | | 968 030 103 | - 142 881 357 | -12,86% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 315 108 000 | 534 400 000 | | 534 400 000 | 219 292 000 | 69,59% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 6 598 773 000 | 6 648 569 000 | - | 6 648 569 000 | 49 796 000 | 0,75% |
| Total Fonctionnement | 8 024 792 460 | 8 150 999 103 | - | 8 150 999 103 | 126 206 643 | 1,57% |
| Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 5 710 000 000 | 11 011 000 000 | | 11 011 000 000 | 5 301 000 000 | 92,84% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 9 336 000 000 | 5 400 000 000 | | 5 400 000 000 | - 3 936 000 000 | -42,16% |
| Total Investissement | 15 046 000 000 | 16 411 000 000 | - | 16 411 000 000 | 1 365 000 000 | 9,07% |
| TOTAL GENERAL SECTION 53 | 23 070 792 460 | 24 561 999 103 | - | 24 561 999 103 | 1 491 206 643 | 6,46% |
| 54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 39 319 706 320 | 44 527 602 481 | - | 44 527 602 481 | 5 207 896 161 | 13,25% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 9 430 866 000 | 14 109 123 916 | 235 390 000 | 14 344 513 916 | 4 913 647 916 | 52,10% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 43 835 805 000 | 53 246 649 000 | 200 000 000 | 53 446 649 000 | 9 610 844 000 | 21,92% |
| Total Fonctionnement | 92 586 377 320 | 111 883 375 397 | 435 390 000 | 112 318 765 397 | 19 732 388 077 | 21,31% |
| Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 64 100 734 000 | 80 418 425 861 | | 80 418 425 861 | 16 317 691 861 | 25,46% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 12 800 000 000 | 6 118 841 992 | - | 6 118 841 992 | - 6 681 158 008 | -52,20% |
| Total Investissement | 76 900 734 000 | 86 537 267 853 | - | 86 537 267 853 | 9 636 533 853 | 12,53% |
| TOTAL GENERAL SECTION 54 | 169 487 111 320 | 198 420 643 250 | 435 390 000 | 198 856 033 250 | 29 368 921 930 | 17,33% |
| 55 Ministère de la Jeunesse, de la Construction Citoyenne et de la Promotion du Volontariat | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 1 211 387 640 | 1 014 608 600 | - | 1 014 608 600 | - 196 779 040 | -16,24% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 649 552 000 | 622 341 760 | | 622 341 760 | - 27 210 240 | -4,19% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 1 226 900 000 | 1 079 672 000 | | 1 079 672 000 | - 147 228 000 | -12,00% |
| Total Fonctionnement | 3 087 839 640 | 2 716 622 360 | - | 2 716 622 360 | - 371 217 280 | -12,02% |
| Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 1 342 230 000 | 6 753 352 756 | | 6 753 352 756 | 5 411 122 756 | 403,14% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 2 500 000 000 | 1 000 000 000 | | 1 000 000 000 | - 1 500 000 000 | -60,00% |

| | | | | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------|
| Total Investissement | 3 842 230 000 | 7 753 352 756 | | 7 753 352 756 | 3 911 122 756 | 101,79 % |
| TOTAL GENERAL SECTION 55 | 6 930 069 640 | 10 469 975 116 | - | 10 469 975 116 | 3 539 905 476 | 51,08% |
| 56 Ministère de l'Environnement et du développement durable | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 7 095 683 060 | 6 842 315 000 | 384 000 000 | 7 226 315 000 | 130 631 940 | 1,84% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 4 324 891 000 | 4 020 083 956 | 10 000 000 | 4 030 083 956 | - 294 807 044 | -6,82% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 1 147 033 000 | 1 051 389 040 | 80 000 000 | 1 131 389 040 | - 15 643 960 | -1,36% |
| Total Fonctionnement | 12 567 607 060 | 11 913 787 996 | 474 000 000 | 12 387 787 996 | - 179 819 064 | -1,43% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 7 531 275 000 | 12 788 151 104 | - | 12 788 151 104 | 5 256 876 104 | 69,80% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 1 475 000 000 | 591 850 000 | | 591 850 000 | - 883 150 000 | -59,87% |
| Total Investissement | 9 006 275 000 | 13 380 001 104 | - | 13 380 001 104 | 4 373 726 104 | 48,56% |
| TOTAL GENERAL SECTION 56 | 21 573 882 060 | 25 293 789 100 | 474 000 000 | 25 767 789 100 | 4 193 907 040 | 19,44% |
| 58 Ministère de la Femme, Famille et du Genre | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 1 377 599 800 | 910 851 548 | | 910 851 548 | - 466 748 252 | -33,88% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 1 096 985 000 | 969 356 095 | | 969 356 095 | - 127 628 905 | -11,63% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 474 430 000 | 477 498 400 | | 477 498 400 | 3 068 400 | 0,65% |
| Total Fonctionnement | 2 949 014 800 | 2 357 706 043 | | 2 357 706 043 | - 591 308 757 | -20,05% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 6 679 568 000 | 9 744 994 100 | - | 9 744 994 100 | 3 065 426 100 | 45,89% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 2 500 000 000 | 584 500 000 | | 584 500 000 | - 1 915 500 000 | -76,62% |
| Total Investissement | 9 179 568 000 | 10 329 494 100 | - | 10 329 494 100 | 1 149 926 100 | 12,53% |
| TOTAL GENERAL SECTION 58 | 12 128 582 800 | 12 687 200 143 | - | 12 687 200 143 | 558 617 343 | 4,61% |
| 59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 11 657 537 180 | 18 450 359 700 | | 18 450 359 700 | 6 792 822 520 | 58,27% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 6 699 640 000 | 7 199 640 000 | 10 000 000 | 7 209 640 000 | 510 000 000 | 7,61% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 2 176 656 000 | 2 151 656 000 | 25 000 000 | 2 176 656 000 | - | 0,00% |
| Total Fonctionnement | 20 533 833 180 | 27 801 655 700 | 35 000 000 | 27 836 655 700 | 7 302 822 520 | 35,56% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 14 662 500 000 | 22 265 252 224 | | 22 265 252 224 | 7 602 752 224 | 51,85% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 3 170 000 000 | 2 367 500 000 | - | 2 367 500 000 | - 802 500 000 | -25,32% |
| Total Investissement | 17 832 500 000 | 24 632 752 224 | - | 24 632 752 224 | 6 800 252 224 | 38,13% |
| TOTAL GENERAL SECTION 59 | 38 366 333 180 | 52 434 407 924 | 35 000 000 | 52 469 407 924 | 14 103 074 744 | 36,76% |
| 60 Charges non Réparties | | | | | | |

| | | | | | | |
|--|------------------------|------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------|
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 15 299 074 100 | 41 462 412 148 | - | 41 462 412 148 | 26 163 338 048 | 171,01% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 93 467 514 000 | 85 624 032 000 | 1 156 498 334 | 86 780 530 334 | - 6 686 983 666 | -7,15% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 46 360 000 000 | 45 600 000 000 | 500 000 000 | 46 100 000 000 | - 260 000 000 | -0,56% |
| Total Fonctionnement | 155 126 588 100 | 172 686 444 148 | 1 656 498 334 | 174 342 942 482 | 19 216 354 382 | 12,39% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 23 000 000 000 | 15 000 000 000 | | 15 000 000 000 | - 8 000 000 000 | -34,78% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 49 770 815 000 | 68 450 000 000 | - | 68 450 000 000 | 18 679 185 000 | 37,53% |
| Total Investissement | 72 770 815 000 | 83 450 000 000 | - | 83 450 000 000 | 10 679 185 000 | 14,68% |
| TOTAL GENERAL SECTION 60 | 227 897 403 100 | 256 136 444 148 | 1 656 498 334 | 257 792 942 482 | 29 895 539 382 | 13,12% |
| 62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 2 779 816 580 | 2 173 308 340 | | 2 173 308 340 | - 606 508 240 | -21,82% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 1 015 551 000 | 1 057 196 000 | 10 000 000 | 1 067 196 000 | 51 645 000 | 5,09% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 529 142 000 | 465 644 960 | 63 497 040 | 529 142 000 | - | 0,00% |
| Total Fonctionnement | 4 324 509 580 | 3 696 149 300 | 73 497 040 | 3 769 646 340 | - 554 863 240 | -12,83% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 16 561 528 000 | 18 460 187 600 | | 18 460 187 600 | 1 898 659 600 | 11,46% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 2 895 972 000 | 2 695 464 000 | | 2 695 464 000 | - 200 508 000 | -6,92% |
| Total Investissement | 19 457 500 000 | 21 155 651 600 | | 21 155 651 600 | 1 698 151 600 | 8,73% |
| TOTAL GENERAL SECTION 62 | 23 782 009 580 | 24 851 800 900 | 73 497 040 | 24 925 297 940 | 1 143 288 360 | 4,81% |
| 63 Ministère de la Communication, des Télécommunications, des Postes et de l'Economie Numérique | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 475 686 100 | 514 825 716 | | 514 825 716 | 39 139 616 | 8,23% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 360 640 000 | 300 000 000 | 57 000 000 | 357 000 000 | - 3 640 000 | -1,01% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 7 482 370 000 | 20 282 370 000 | - | 20 282 370 000 | 12 800 000 000 | 171,07% |
| Total Fonctionnement | 8 318 696 100 | 21 097 195 716 | 57 000 000 | 21 154 195 716 | 12 835 499 616 | 154,30 % |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 2 570 000 000 | 5 221 889 223 | | 5 221 889 223 | 2 651 889 223 | 103,19% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 4 500 000 000 | 1 680 520 000 | | 1 680 520 000 | - 2 819 480 000 | -62,66% |
| Total Investissement | 7 070 000 000 | 6 902 409 223 | | 6 902 409 223 | - 167 590 777 | -2,37% |
| TOTAL GENERAL SECTION 63 | 15 388 696 100 | 27 999 604 939 | 57 000 000 | 28 056 604 939 | 12 667 908 839 | 82,32% |
| 64 Ministère de l'Economie Solidaire et de la Micro Finance | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 65 043 120 | 145 872 512 | | 145 872 512 | 80 829 392 | 124,27% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 290 750 000 | 870 000 000 | | 870 000 000 | 579 250 000 | 199,23% |

| | | | | | | | |
|---|----------------------|-----------------------|----------|-----------------------|----------------------|---|----------------|
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 510 000 000 | - | - | - | 510 000 000 | - | 100,00% |
| Total Fonctionnement | 865 793 120 | 1 015 872 512 | | 1 015 872 512 | 150 079 392 | | |
| Investissement | | | | - | - | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 979 000 000 | 10 174 375 800 | - | 10 174 375 800 | 9 195 375 800 | | 939,26% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 1 020 000 000 | 278 700 000 | | 278 700 000 | - 741 300 000 | | -72,68% |
| Total Investissement | 1 999 000 000 | 10 453 075 800 | - | 10 453 075 800 | 8 454 075 800 | | 422,92% |
| TOTAL GENERAL SECTION 64 | 2 864 793 120 | 11 468 948 312 | - | 11 468 948 312 | 8 604 155 192 | | 300,34% |

65 Ministère de la Gouvernance Territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire

| | | | | | | | |
|---|-----------------------|------------------------|-------------------|------------------------|-----------------------|--|---------------|
| Fonctionnement | | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 1 509 654 000 | 1 192 514 000 | | 1 192 514 000 | - 317 140 000 | | -21,01% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 344 196 000 | 352 000 000 | 10 000 000 | 362 000 000 | 17 804 000 | | 5,17% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 44 671 719 000 | 52 708 196 053 | | 52 708 196 053 | 8 036 477 053 | | 17,99% |
| Total Fonctionnement | 46 525 569 000 | 54 252 710 053 | 10 000 000 | 54 262 710 053 | 7 737 141 053 | | 16,63% |
| Investissement | | | | - | - | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 13 270 000 000 | 21 590 444 721 | | 21 590 444 721 | 8 320 444 721 | | 62,70% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 33 200 000 000 | 34 278 826 520 | - | 34 278 826 520 | 1 078 826 520 | | 3,25% |
| Total Investissement | 46 470 000 000 | 55 869 271 241 | - | 55 869 271 241 | 9 399 271 241 | | 20,23% |
| TOTAL GENERAL SECTION 65 | 92 995 569 000 | 110 121 981 294 | 10 000 000 | 110 131 981 294 | 17 136 412 294 | | 18,43% |

68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement

| | | | | | | | |
|---|------------------------|------------------------|--------------------|------------------------|----------------------|--|--------------|
| Fonctionnement | | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 957 548 680 | 842 685 300 | 102 000 000 | 944 685 300 | - 12 863 380 | | -1,34% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 432 631 000 | 413 600 000 | 10 000 000 | 423 600 000 | - 9 031 000 | | -2,09% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 4 907 432 000 | 4 963 432 000 | 200 000 000 | 5 163 432 000 | 256 000 000 | | 5,22% |
| Total Fonctionnement | 6 297 611 680 | 6 219 717 300 | 312 000 000 | 6 531 717 300 | 234 105 620 | | 3,72% |
| Investissement | | | | - | - | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 64 435 000 000 | 80 786 477 436 | | 80 786 477 436 | 16 351 477 436 | | 25,38% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 34 485 430 000 | 19 567 989 000 | - | 19 567 989 000 | - 14 917 441 000 | | -43,26% |
| Total Investissement | 98 920 430 000 | 100 354 466 436 | - | 100 354 466 436 | 1 434 036 436 | | 1,45% |
| TOTAL GENERAL SECTION 68 | 105 218 041 680 | 106 574 183 736 | 312 000 000 | 106 886 183 736 | 1 668 142 056 | | 1,59% |

73 Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires

| | | | | | | | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--|---------------|
| Fonctionnement | | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 203 337 880 | 165 504 688 | | 165 504 688 | - 37 833 192 | | -18,61% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 170 000 000 | 323 000 000 | | 323 000 000 | 153 000 000 | | 90,00% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 3 320 000 000 | 3 320 000 000 | 1 350 000 000 | 4 670 000 000 | 1 350 000 000 | | 40,66% |
| Total Fonctionnement | 3 693 337 880 | 3 808 504 688 | 1 350 000 000 | 5 158 504 688 | 1 465 166 808 | | 39,67% |
| Investissement | | | | - | - | | |

| | | | | | | |
|--|------------------------|------------------------|----------------------|------------------------|-------------------------|----------------|
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 550 000 000 | 10 823 608 789 | | 10 823 608 789 | 10 273 608 789 | 1867,93 % |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 5 400 000 000 | 3 466 600 000 | - | 3 466 600 000 | - 1 933 400 000 | -35,80% |
| Total Investissement | 5 950 000 000 | 14 290 208 789 | - | 14 290 208 789 | 8 340 208 789 | 140,17% |
| TOTAL GENERAL SECTION 73 | 9 643 337 880 | 18 098 713 477 | 1 350 000 000 | 19 448 713 477 | 9 805 375 597 | 101,68% |
| 75 Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 595 020 060 | 535 390 000 | | 535 390 000 | - 59 630 060 | -10,02% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 3 530 975 000 | 3 466 987 833 | 210 000 000 | 3 676 987 833 | 146 012 833 | 4,14% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 134 071 838 000 | 144 796 528 529 | 9 100 000 000 | 153 896 528 529 | 19 824 690 529 | 14,79% |
| Total Fonctionnement | 138 197 833 060 | 148 798 906 362 | 9 310 000 000 | 158 108 906 362 | 19 911 073 302 | 14,41% |
| Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 12 909 000 000 | 10 758 518 343 | | 10 758 518 343 | - 2 150 481 657 | -16,66% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 40 471 000 000 | 26 419 750 000 | | 26 419 750 000 | - 14 051 250 000 | -34,72% |
| Total Investissement | 53 380 000 000 | 37 178 268 343 | | 37 178 268 343 | - 16 201 731 657 | -30,35% |
| TOTAL GENERAL SECTION 75 | 191 577 833 060 | 185 977 174 705 | 9 310 000 000 | 195 287 174 705 | 3 709 341 645 | 1,94% |
| 80 Ministère de la Bonne Gouvernance et de la Protection de l'Enfance | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 165 895 000 | 220 752 280 | | 220 752 280 | 54 857 280 | 33,07% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 544 645 000 | 1 150 857 000 | | 1 150 857 000 | 606 212 000 | 111,30% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 2 327 322 000 | 1 729 721 360 | | 1 729 721 360 | - 597 600 640 | -25,68% |
| Total Fonctionnement | 3 037 862 000 | 3 101 330 640 | | 3 101 330 640 | 63 468 640 | 2,09% |
| Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 890 000 000 | 1 637 900 000 | | 1 637 900 000 | 747 900 000 | 84,03% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 1 600 000 000 | 845 100 000 | | 845 100 000 | - 754 900 000 | -47,18% |
| Total Investissement | 2 490 000 000 | 2 483 000 000 | | 2 483 000 000 | - 7 000 000 | -0,28% |
| TOTAL GENERAL SECTION 80 | 5 527 862 000 | 5 584 330 640 | | 5 584 330 640 | 56 468 640 | 1,02% |
| 82 Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 264 626 100 | 283 149 352 | | 283 149 352 | 18 523 252 | 7,00% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 257 510 000 | 260 983 830 | - | 260 983 830 | 3 473 830 | 1,35% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 6 375 034 000 | 6 137 752 000 | 950 000 000 | 7 087 752 000 | 712 718 000 | 11,18% |
| Total Fonctionnement | 6 897 170 100 | 6 681 885 182 | 950 000 000 | 7 631 885 182 | 734 715 082 | 10,65% |
| Investissement | | | | | | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 291 800 000 | 16 052 650 318 | | 16 052 650 318 | 15 760 850 318 | 5401,25 % |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 2 300 000 000 | 2 016 600 000 | | 2 016 600 000 | - 283 400 000 | -12,32% |

| | | | | | | |
|---|--------------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------------|------------------------|-----------------|
| Total Investissement | 2 591 800 000 | 18 069 250 318 | | 18 069 250 318 | 15 477 450 318 | 597,17 % |
| TOTAL GENERAL SECTION 82 | 9 488 970 100 | 24 751 135 500 | 950 000 000 | 25 701 135 500 | 16 212 165 400 | 170,85 % |
| 83 Ministère des Mines et de la Géologie | | | | | | |
| Fonctionnement | | | | | | |
| Titre 2 - Dépenses de personnel | 237 803 600 | 349 292 000 | | 349 292 000 | 111 488 400 | 46,88% |
| Titre 3 - Dépenses de fonctionnement | 259 143 000 | 228 800 000 | 14 843 000 | 243 643 000 | - 15 500 000 | -5,98% |
| Titre 4 - Dépenses de transferts courants | 326 630 000 | 463 434 400 | 112 856 000 | 576 290 400 | 249 660 400 | 76,44% |
| Total Fonctionnement | 823 576 600 | 1 041 526 400 | 127 699 000 | 1 169 225 400 | 345 648 800 | 41,97% |
| Investissement | | | | - | - | |
| Titre 5 - Dépenses d'investissement exécutés par l'Etat | 1 029 000 000 | 388 000 000 | | 388 000 000 | - 641 000 000 | -62,29% |
| Titre 6 - Dépenses de transferts en capital | 247 000 000 | 247 000 000 | | 247 000 000 | - | 0,00% |
| Total Investissement | 1 276 000 000 | 635 000 000 | | 635 000 000 | - 641 000 000 | -50,24% |
| TOTAL GENERAL SECTION 83 | 2 099 576 600 | 1 676 526 400 | 127 699 000 | 1 804 225 400 | - 295 351 200 | -14,07% |
| Total général | 3 709 100 000 000 | 4 040 808 854 393 | 49 791 145 607 | 4 071 770 000 000 | 362 670 000 000 | 9,78% |

ANNEXE IV : RECAPITULATION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

| LIBELLE | RECETTES | DEPENSES |
|--|------------------------|------------------------|
| COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE | | |
| Fonds national de Retraite | 110 250 000 000 | 110 250 000 000 |
| Fonds de lutte contre les incendies | 200 000 000 | 200 000 000 |
| CEPIA | 1 000 000 000 | 1 000 000 000 |
| Frais de contrôle des sociétés à participation publique | 500 000 000 | 500 000 000 |
| s/Total | 111 950 000 000 | 111 950 000 000 |
| COMPTES DE COMMERCE | | |
| Opérations de l'armée à caractère industriel et commercial | 150 000 000 | 150 000 000 |
| s/Total | 150 000 000 | 150 000 000 |
| COMPTES DE PRETS | | |
| Prêts aux collectivités locales | 800 000 000 | 800 000 000 |
| Prêts aux divers organismes | 850 000 000 | 850 000 000 |
| Prêts à divers particuliers | 19 100 000 000 | 19 100 000 000 |
| s/Total | 20 750 000 000 | 20 750 000 000 |
| COMPTES D'AVANCES | | |
| Avance à 1 an aux collectivités locales | 800 000 000 | 800 000 000 |
| s/Total | 800 000 000 | 800 000 000 |
| COMPTES DE GARANTIES ET AVALS | | |
| Garantie et aval | 500 000 000 | 500 000 000 |
| s/Total | 500 000 000 | 500 000 000 |
| RECAPITULATION GENERALE | 134 150 000 000 | 134 150 000 000 |
| COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE | 111 950 000 000 | 111 950 000 000 |
| COMPTES DE COMMERCE | 150 000 000 | 150 000 000 |
| COMPTES DE PRETS | 20 750 000 000 | 20 750 000 000 |
| COMPTES D'AVANCES | 800 000 000 | 800 000 000 |
| COMPTES DE GARANTIES ET AVALS | 500 000 000 | 500 000 000 |

ANNEXE V : DEFICIT STANDARD

| En milliards de FCFA | LFI 2019 | | % PIB |
|--|-----------------|--------|---------------|
| Ressources | 2 944,61 | | 20,54% |
| Recettes ordinaires hors dons | 2 657,44 | | |
| recettes fiscales | | 2504,0 | |
| recettes non fiscales | | 123,4 | |
| FSE | | 30,0 | |
| Autres recettes (Remboursement prêts rétrocédés) | 3 | | |
| | | | |
| Dons budgétaires | 44,2 | | |
| Ressources externes | 240,0 | | |
| Tirages sur subventions | | 240 | |
| Charges | 3380,6 | | 23,59% |
| Dette publique (intérêt + commissions) | 273,2 | | |
| Intérêts et commission dette extérieure | | 211,7 | |
| Intérêts et commission dette intérieure | | 61,5 | |
| Dépenses de personnel | 743,41 | | |
| Autres dépenses courantes | 896,88 | | |
| Dépenses de fonctionnement | | | |
| Dépenses de Transfert | | | |
| Dépenses en capital sur ressources internes | 643,3 | | |
| Dépenses en capital sur ressources externes | 790,86 | | |
| FSE | 30 | | |
| | | | |
| Prêts rétrocédés | 3 | | |
| DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL | -442,9 | | -3% |
| PIB 2019 | | | 14 333 |

ANNEXE VI : CREDITS EVALUATIFS

| | IMPUTATION |
|------------------------|---------------------------------|
| | |
| Dette publique | Titre 1 12201990100 6711 |
| | Titre 1 12201990100 6712 |
| | Titre 1 12201990100 6713 |
| | Titre 1 12201990100 6791 |
| | |
| Toutes sections | Titre 2 art 66 Parag. 1 Ligne 1 |
| | Titre 2 art 66 Parag. 3 Ligne 2 |
| | |
| Section 60 | Titre 4 11700090110 6499 |
| | Titre 3 12205290110 6292 |

ANNEXE VII : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

En milliards de FCFA

| | Princ. | I & C | Total |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Dettes extérieures | | | |
| Crédits Multilatéraux | 99,97 | 28,73 | 128,70 |
| dont BIRD/IDA | 47,89 | 15,43 | 63,32 |
| BAD/FAD | 7,16 | 4,86 | 12,02 |
| OPEP/BADEA/BID | 23,88 | 2,79 | 26,67 |
| Autres | 21,05 | 5,64 | 26,69 |
| | | | |
| Crédits Bilatéraux | 80,10 | 33,16 | 113,25 |
| Pays de l'OCDE | 26,43 | 11,31 | 37,74 |
| Pays arabes | 9,35 | 2,52 | 11,86 |
| Autres | 44,32 | 19,33 | 63,65 |
| Crédits à l'exportation | 36,70 | 0,58 | 37,28 |
| Opérations financières | 41,00 | 141,19 | 182,18 |
| Eurobond | 0,00 | 134,85 | 134,85 |
| Afreximbank | 16,40 | 4,53 | 20,93 |
| Crédit suisse | 24,60 | 1,80 | 26,40 |
| Intérêts/tirages futurs | 0,00 | 8,00 | 8,00 |
| | | | |
| SOUS TOTAL | 257,76 | 211,65 | 469,42 |
| dont Economies PPTTE (pour mémoire) | 13,22 | 2,95 | 16,17 |
| dont Economies IADM (pour mémoire) | 39,39 | 5,42 | 44,81 |
| Dettes intérieures | | | |
| Rachats DTS/ FMI | 21,70 | 0,28 | 21,98 |
| Dépôt koweïtien | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations du Trésor par adjudication | 201,01 | 24,05 | 225,07 |
| Obligations du Trésor par appel public à l'épargne | 60,92 | 12,75 | 73,67 |
| Bons du Trésor par adjudication | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Bons sur formules | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres emprunts bancaires | 23,58 | 3,97 | 27,55 |
| Service prévisionnel des émissions par adjudication 2019 | 0,00 | 8,00 | 8,00 |
| CDC Fonds des particuliers | 0,00 | 0,70 | 0,70 |
| SUKUK 2014 et 2016 | 25,00 | 11,79 | 36,79 |
| SOUS TOTAL | 332,22 | 61,54 | 393,76 |
| TOTAL GENERAL | 589,98 | 273,19 | 863,17 |

ANNEXE VIII : SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT A TRANSFERER AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS, AGENCES ET STRUCTURES ASSIMILEES

| Ministère | Chapitres | Fonctionnement 2019 |
|--|--|------------------------|
| DELEGATIONS | | |
| Présidence de la République | Délégation à la Promotion des Pôles urbains de Diamniadio et du Lac rose | 200 000 000 |
| Présidence de la République | Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité | 700 000 000 |
| Présidence de la République | Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité | 500 000 000 |
| Présidence de la République | Délégation générale au Renseignement national (ex COS) | 2 507 692 000 |
| Présidence de la République | Délégation générale pour l'Entrepreneuriat (DGE) | 2 000 000 000 |
| TOTAL DELEGATIONS | | 5 907 692 000 |
| SOCIETES NATIONALES | | |
| Ministère de la Communication, des Télécommunications, des Postes et de l'Economie Numérique | Appui et redevances RTS | 1 200 000 000 |
| Ministère de la Communication, des Télécommunications, des Postes et de l'Economie Numérique | Appui et redevances RTS | 2 900 000 000 |
| Ministère de la Communication, des Télécommunications, des Postes et de l'Economie Numérique | Appui télédiffusion du Sénégal | 250 000 000 |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural | SAED | 3 500 000 000 |
| Ministère du Tourisme | Société d'Aménagement et de Promotion des Côte et Zones Touristiques du Sénégal (SAPCO) | 1 000 000 000 |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural | SODAGRI | 1 000 000 000 |
| Ministère de l'Economie des Finances et du Plan | SOGIP S.A (Société de gestion des infrastructures publiques dans les pôles urbains de Diamniadio et du lac rose) | 1 000 000 000 |
| Ministère de la Culture | Grand Théâtre | 700 000 000 |
| TOTAL SOCIETES NATIONALES | | 11 550 000 000 |
| AGENCES | | |
| Ministère de la Gouvernance Territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire | Agence Aménagement du Territoire (ex cadre de vie et qualité Cosom) | 300 380 000 |
| Ministère du nouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie | Agence construction des Bâtiments et Edifices publics | 629 000 000 |
| Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique | Agence d'Assistance à la Sécurité de Proximité | 8 000 000 000 |
| Ministère du Commerce, de la Consommation, du secteur informel et des PME | Agence de Développement et Encadrement PME | 1 000 000 000 |
| Ministère de la Gouvernance Territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire | Agence de Développement municipal (ADM) | 300 000 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Agence de la Couverture Maladie Universelle (CMU) | 20 000 000 000 |

| Ministère | Chapitres | Fonctionnement 2019 |
|--|---|---------------------|
| Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat | Agence de l'Informatique de l'Etat (ADIE) | 3 550 000 000 |
| Ministère de la Communication, des Télécommunications, des Postes et de l'Economie Numérique | Agence de Régulation des Télécommunications et Postes (ARTP) | 12 000 000 000 |
| Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires | Agence des Aéroports du Sénégal (ADS) | 1 000 000 000 |
| Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires | Agence des Aéroports du Sénégal (ADS) | 2 500 000 000 |
| Présidence de la République | Agence Gestion Patrimoine Bâti de l'Etat | 630 000 000 |
| Charges non Réparties | Agence judiciaire de l'Etat | 15 000 000 000 |
| Ministère de l'Environnement et du développement durable | Agence Nat. de la Grande Muraille Verte | 370 000 000 |
| Ministère de l'Environnement et du développement durable | Agence Nat. des Eco-Villages | 300 269 040 |
| Ministère de l'Economie des Finances et du Plan | AGENCE NAT. STATISTIQUE ET DEMOGRAPH | 4 606 866 553 |
| Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime | Agence nationale de l'Aquaculture | 700 000 000 |
| Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat | Agence nationale de la Maison de l'Outil (ANAMO) | 250 000 000 |
| Ministère de la Bonne Gouvernance et de la Protection de l'Enfance | AGENCE NATIONALE DE LA PETITE ENFANCE ET DE LA CASE DES TOUT-PETITS | 1 000 000 000 |
| Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires | Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM) | 920 000 000 |
| Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime | Agence Nationale des Affaires Maritimes | 1 300 000 000 |
| Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement | AGENCE NATIONALE DES CHEMINS DE FER | 300 000 000 |
| Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement | AGENCE NATIONALE DES CHEMINS DE FER | 900 000 000 |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural | Agence nationale d'Insertion et de Développement agricole (ex Plan REVA) | 1 300 000 000 |
| Ministère de la Jeunesse, de la Construction Citoyenne et de la Promotion du Volontariat | Agence nationale pour la Promotion de l'emploi des Jeunes | 539 080 000 |
| Présidence de la République | Agence Nationale pour la Relance des Activités économiques et sociales en Casamance (A N R A C) | 400 000 000 |
| Ministère du Pétrole et des Energies | Agence Nationale pour les Energies Renouvelables | 486 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Agence nationale Recherche scientifique | 715 000 000 |
| Ministère du Pétrole et des Energies | Agence pour l'Economie et de la Maîtrise de l'Energie | 452 000 000 |

| Ministère | Chapitres | Fonctionnement 2019 |
|--|---|-----------------------|
| Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat | Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat (APDA) | 250 000 000 |
| Ministère de la Gouvernance Territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire | Agence pour le Développement Local | 200 000 000 |
| Ministère des Forces Armées | Agence pour le logement des Forces Armées | 342 000 000 |
| Ministère du Commerce, de la Consommation, du secteur informel et des PME | Agence Régulation des Marchés | 366 000 000 |
| Ministère des Forces Armées | AGENCE REINSERT. SOC. MILITAIRES | 409 926 630 |
| Ministère du Commerce, de la Consommation, du secteur informel et des PME | Agence Seneg. Promotion Exportations ASEPEX | 300 000 000 |
| Ministère du Tourisme | Agence Sénégalaise de Promotion Touristique | 2 000 000 000 |
| Ministère du Pétrole et des Energies | Agence Sénégalaise d'Électrification Rurale (ASER) | 1 770 000 000 |
| Ministère de la Gouvernance Territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire | Agences Régionales de Développement | 500 000 000 |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural | ANCAR | 1 540 000 000 |
| Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'État | APIX | 3 304 752 000 |
| Primature | Autorité de Radioprotection et Sûreté Nucléaire | 250 000 000 |
| Primature | Autorité de Régulation des Marchés Publics | 1 000 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Autorité nationale d'assurance qualité (ANAQ) | 571 104 000 |
| Ministère de l'Environnement et du développement durable | Autorité nationale de Biosécurité | 351 120 000 |
| Ministère de l'Industrie et de la petite et moyenne Industrie | APROSI | 225 000 000 |
| Ministère de l'Industrie et de la petite et moyenne Industrie | ASPIT | 268 000 000 |
| Ministère du Commerce, de la Consommation, du secteur informel et des PME | Laboratoire d'Analyse et d'Essai | 112 800 000 |
| Primature | Haute Autorité du WAQF | 500 000 000 |
| Primature | Haute Autorité pour Aéroport L S S | 864 000 000 |
| Primature | Haute Autorité Sécurité Surveillance Maritime Protect. Envir. marin | 400 000 000 |
| Ministère du Commerce, de la Consommation, du secteur informel et des PME | Foires et Expositions | 112 800 000 |
| TOTAL AGENCES | | 95 086 098 223 |
| FONDS | | |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Fonds d'impulsion de la Recherche Scientifique et Technique | 150 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Fonds d'impulsion de la Recherche Scientifique et Technique | 911 262 000 |
| Ministère des Forces Armées | FONDATION DES INVALIDES ET DES HANDICAPES | 66 000 000 |

| Ministère | Chapitres | Fonctionnement 2019 |
|--|---|-----------------------|
| Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural | Fondation Origine Sénégal | 60 000 000 |
| Ministère du Pétrole et des Énergies | Fonds spécial de Soutien au secteur de l'Énergie (FSE) | 30 000 000 000 |
| Ministère de la Culture | Fonds Aide aux Artistes Dev.Culture | 470 000 000 |
| Ministère de la Culture | Fonds Culture urbaine | 600 000 000 |
| Ministère de la Justice | Fonds d'accès à la justice | 500 000 000 |
| Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur | Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur | 750 000 000 |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural | Fonds d'appui au développement du secteur rural (FADSR) | 150 000 000 |
| Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement | Fonds de Développement des Transports Urbains (FDTU) | 400 000 000 |
| Ministère de la Gouvernance Territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire | Fonds de dotation de la décentralisation | 24 000 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Fonds de Publication Scientifique et technique | 84 126 000 |
| Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie | Fonds de restructuration et de régularisation foncière | 300 000 000 |
| Primature | Fonds de sécurité | 540 000 000 |
| Ministère de la Justice | Fonds des Greffes | 250 000 000 |
| Ministère des Mines et de la Géologie | Fonds minier | 499 660 400 |
| TOTAL FONDS | | 59 731 048 400 |
| OFFICES | | |
| Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement | Office des Lacs et Cours d'eau (OLAC) | 500 000 000 |
| Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement | Office des Lacs et Cours d'eau (OLAC) | 200 000 000 |
| Ministère de la Bonne Gouvernance et de la Protection de l'Enfance | Office des pupilles de la Nation | 300 000 000 |
| Présidence de la République | Office national anti corruption OFNAC | 1 200 000 000 |
| Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement | Office national des Forages ruraux (OFOR) | 900 000 000 |
| Ministère des Forces Armées | Office Nationale Anciens Combattants | 120 000 000 |
| TOTAL OFFICES | | 3 220 000 000 |
| ETABLISSEMENTS PUBLICS | | |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Institut supérieur d'Enseignement professionnel (ISEP) Bignona | 35 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Institut supérieur d'Enseignement professionnel (ISEP) Diamniadio | 300 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Institut supérieur d'Enseignement professionnel (ISEP) Matam | 100 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Institut supérieur d'Enseignement professionnel (ISEP) Richard-Toll | 35 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Centre des Oeuvres Universitaires de Bambey | 1 192 614 236 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Centre des Oeuvres Universitaires de Thies | 1 192 611 697 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Centre des Oeuvres Universitaires de Ziguinchor | 1 192 612 967 |

| Ministère | Chapitres | Fonctionnement 2019 |
|---|--|---------------------|
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Centre Hospitalier et Universitaire de Fann | 1 070 219 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Centre Hospitalier National D'Enfant Albert Royer | 697 667 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Centre Hospitalier régional de Fatick | 250 000 000 |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural | Barrage Affignam | 65 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Centre de Recherche et d'Essais | 500 000 000 |
| Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat | Centre d'entrepreneariat et de développement technique G 15 | 89 856 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | CENTRE NATIONAL APPAREILLAGE ORTHOPEDIQUE | 92 560 000 |
| Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat | Centre national de Qualification professionnelle (CNQP) | 215 000 000 |
| Ministère de l'Education Nationale | Centre National des Ressources Educationnelles | 295 000 000 |
| Ministère de l'Environnement et du développement durable | Centre National des Techniciens E F C & Parcs Nat | 50 000 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | CENTRE NATIONAL TRANSFUSION SANGUINE | 280 689 000 |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural | CERES LOCUSTOX | 150 000 000 |
| Ministère du Commerce, de la Consommation, du secteur informel et des PME | CICES | 222 200 000 |
| Ministère de l'Education Nationale | ECOLE ELEMENTAIRE NATIONALE | 4 500 000 000 |
| Primature | Ecole nationale d'administration | 1 200 000 000 |
| Ministère de la Justice | Ecole nationale d'Administration pénitentiaire | 316 262 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | ECOLE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL | 230 302 000 |
| Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat | Ecole Nationale de Formation en Economie familiale et sociale (ENFEFS) | 56 000 000 |
| Ministère de la Culture | Ecole Nationale des Arts | 82 000 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | ECOLE NATIONALE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX SPECIALISES | 159 083 000 |
| Ministère du Tourisme | Ecole nationale Formation Hôtelière | 17 500 000 |
| Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime | Ecole Nationale Formation Maritime | 11 640 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Ecole Polytechnique de THIES | 1 426 017 250 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | ENEA | 100 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | COUD | 20 073 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | CROUS ST LOUIS | 5 930 915 000 |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural | ISRA | 4 475 000 000 |

| Ministère | Chapitres | Fonctionnement 2019 |
|--|--|---------------------|
| Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat | ENSEIGNEMENT PRIVE TECHNIQUE | 58 050 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Enseignement supérieur | 7 880 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Enseignement supérieur | 120 000 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Etablissement Public de Santé Roi Baudouin | 85 397 000 |
| Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat | Union Nationale Des Chambres Des Metiers (UNCM) | 591 783 000 |
| Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat | Union Nationale Des Chambres Des Metiers (UNCM) | 200 000 000 |
| Ministère de la Gouvernance Territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire | Unité de Coordination de la Gestion des déchets solides | 17 044 907 053 |
| Ministère de l'Economie des Finances et du Plan | Unité de Coordination et de Suivi des politiques économiques | 1 300 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Université Alioune DIOP BAMBEY | 3 563 281 488 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Université Amadou Mahtar MBOW | 400 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Université Assane SECK ZIGUINCHOR | 4 471 195 050 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Université Cheikh Anta DIOP DAKAR | 34 369 372 100 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | UNIVERSITE DE THIES | 4 791 429 262 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Université Gaston Berger de ST LOUIS | 10 442 981 950 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Université Sine Saloum El Hadji Ibrahima NIASS | 1 000 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Université virtuelle sénégalaise (UVS) | 4 209 251 529 |
| Présidence de la République | Observatoire National de la Parité | 125 000 000 |
| Ministère de l'Industrie et de la petite et moyenne Industrie | OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'INDUSTRIE | 40 000 000 |
| Présidence de la République | Observatoire national des Investissements | 100 000 000 |
| Ministère de la Justice | Observatoire national des lieux de privation de liberté | 90 000 000 |
| Ministère de l'Economie des Finances et du Plan | Observatoire Qualité des Services financiers | 830 119 000 |
| Ministère de la Culture | Maison de la Culture DOUTA SECK | 52 000 000 |
| Ministère de la Communication, des Télécommunications, des Postes et de l'Economie Numérique | Maison de la Presse | 200 000 000 |
| Ministère de l'Education Nationale | Maison d'Education Mariama Ba | 47 830 000 |
| Ministère de la Justice | MAISONS DE JUSTICE | 250 000 000 |
| Ministère de la Culture | Manufactures Sénégalaises des Arts Décoratifs | 300 000 000 |
| Présidence de la République | Mediature de la République | 365 870 000 |
| Ministère de la Culture | Mémorial de Gorée | 27 495 000 |
| Ministère des Mines et de la Géologie | MIFERSO | 26 630 000 |

| Ministère | Chapitres | Fonctionnement 2019 |
|---|--|---------------------|
| Ministère de la Culture | Monument de la Renaissance Africaine | 200 425 000 |
| Ministère de la Culture | Musée Boribana | 14 646 000 |
| Ministère de la Culture | Musée des Civilisations noires (MCN) | 700 000 000 |
| Ministère de la Culture | Orcheste National | 92 265 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | INSTITUT BRITANIQUE | 71 329 000 |
| Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat | Institut de Coupe Couture et Mode | 12 000 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | INSTITUT DE PEDIATRIE SOCIALE DE GUEDIAWAYE | 18 000 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Institut de recherche en santé de surveillance épidémiologique et de formation (IRESSEF) | 1 500 000 000 |
| Ministère des Forces Armées | Institut des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité | 400 000 000 |
| Ministère de l'Education Nationale | INSTITUT ISLAMIQUE DE DAKAR | 168 000 000 |
| Ministère de l'Education Nationale | INSTITUT ISLAMIQUE DE DAKAR | 32 000 000 |
| Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural | INSTITUT NATIONAL DE PEDOLOGIE | 650 000 000 |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | Institut Supérieur d'Enseignement Professionnel de Thiès | 900 000 000 |
| Ministère de l'Industrie et de la petite et moyenne Industrie | Institut Technologie Alimentaire | 1 020 380 000 |
| Ministère des Forces Armées | HOP PRINCIPAL | 1 695 167 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL ABBAS NDAO | 700 000 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hôpital Dakar Sud IHS | 80 596 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hopital Dalal Diam | 500 000 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hôpital de Diamniadio | 147 707 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hôpital de Kaffrine | 90 203 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hôpital de la Paix de Ziguinchor | 250 000 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hôpital de Linguère | 92 962 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hôpital de Mbour | 88 476 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL DE NDIUOM | 236 244 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL DE OUROSSOGUI | 283 958 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL DE PIKINE | 309 674 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hôpital de Richard Toll | 93 193 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hôpital de Sédhiou | 91 967 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hôpital de Tivaouane | 89 014 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL GENERAL DE THIES | 351 024 000 |

| Ministère | Chapitres | Fonctionnement 2019 |
|--|--------------------------------------|------------------------|
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hopital Général Grand Yoff | 1 413 390 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL LE DANTEC | 1 821 787 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hopital Matlaboul Fawzaini. TOUBA | 460 000 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hôpital Ndamatou de Touba | 82 371 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL PSYCHIATRIQUE DE THIAROYE | 361 095 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL REGIONAL DE DIOURBEL | 293 562 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL REGIONAL DE KAOLACK | 311 483 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL REGIONAL DE KOLDA | 375 071 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL REGIONAL DE LOUGA | 270 178 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hôpital Régional de Matam | 250 000 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL REGIONAL DE SAINT LOUIS | 322 862 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL REGIONAL DE TAMBA | 375 544 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | HOPITAL REGIONAL DE ZIGUINCHOR | 346 946 000 |
| Ministère de la Santé et de l'Action Sociale | Hôpital Youssou Mbargane de Rufisque | 86 004 000 |
| Ministère de la Culture | Daniel Sorano | 500 000 000 |
| TOTAL ETABLISSEMENTS PUBLICS | | 157 735 864 582 |
| TOTAL GENERAL TITRE 4 | | 333 230 703 205 |

ANNEXE IX : RISQUES BUDGETAIRES (CAUTIONS, GARANTIES, AUTRES RISQUES CONTINGENTS)

Les risques budgétaires identifiés au titre de la loi de finances pour 2019 portent sur d'une part, (i) les garanties formelles et lettres d'engagement budgétaire accordées à des structures publiques à autonomie de gestion administrative et financière, pour leur permettre de bénéficier de concours financiers du système bancaire dans le cadre de la réalisation de leurs missions de service public et d'autre part, (ii) les autres risques contingents.

(i) les garanties formelles et lettres d'engagement budgétaire

Les principales structures concernées sont les suivantes :

- Société Nationale des Eaux Du Sénégal (SONES) ;
- Port Autonome de Dakar (PAD) ;
- Dakar Dem Dikk (DDD);
- Radio Diffusion Télévision sénégalaise (RTS) ;
- Agence nationale des Affaires maritimes (ANAM) ;
- Centre des Oeuvres universitaires de Dakar (COUD) ;
- Air Sénégal ;
- Société nationale d'Electricité du Sénégal (Senelec) ;
- Agence pour la Promotion de l'Investissement et des Grands travaux (APIX) ;
- Société Nationale de Commercialisation des Oléagineux (SONACOS) ;
- Société immobilière du Cap-Vert (SICAP) ;
- Fonds d'Entretien routier Autonome (FERA) ;
- Agence sénégalaise d'Electrification rurale (ASER) ;
- Fonds souverain des Investissements stratégiques (FONSIS) ;
- Banque Nationale pour le Développement Economique (BNDE) ;
- Caisse de Dépôt et de Consignation (CDC) ;
- Société de Gestion des Infrastructures Publiques dans les Pôles Urbains de Diamniadio et du lac Rose (SOGIP) ;
- Haute Autorité des Aéroports du Sénégal (HAAS) ;
- Agence de Gestion du Patrimoine bâti de l'Etat (AGPBE).

Ainsi, en cas de défaut de paiement, l'Etat serait dans l'obligation de se substituer à ces entités pour assurer le règlement des annuités de remboursement. C'est pourquoi, pour mitiger ces risques budgétaires, l'Etat a pris les dispositions appropriées pour :

- doter le compte « avals et garanties » qui bénéficie d'une subvention du budget général de la loi de finances;
- ouvrir des crédits budgétaires au niveau requis au profit de ces structures pour faire face aux engagements financiers souscrits.

Il reste entendu qu'en cas de choc exogène qui impacte négativement le budget de l'Etat, les deux (02) réserves de gestion (fonctionnement et investissement) seront

mises à profit de sorte que les dotations des chapitres budgétaires concernés par les risques budgétaires resteraient au même niveau d'inscription.

Par conséquent, la probabilité de réalisation des risques budgétaires pour ces opérations reste très faible.

(ii) Les autres risques contingents

Ils sont liés à la nécessité pour l'Etat de provisionner les crédits nécessaires pour la prise en charge des risques potentiels relatifs à :

- la compensation au titre de la rémunération du service public (POSTE, DDD, COSAMA, RTS, SOLEIL, APS ...)
- le cumul des soldes défavorables à l'Etat issus des conventions de dettes croisées (SDE, DDD, SNPAD, KING FAHD, etc.)
- les engagements financiers souscrits par l'Etat dans le cadre des contrats de performance (comme AGEROUTE, le FERA, l'ISRA, l'ITA, la SENELEC...) et des lettres de mission (SAED et SODAGRI)
- le financement des liquidations des entreprises et organismes publics autonomes.

ANNEXE X : RESERVE DE PRECAUTION FONCTIONNEMENT

| SECTION | LIBELLE_SECTION | LIBELLE_CHAPITRE | TITRE | LB_NAT_CODE | LIBELLE_NAT_ECO | RESERVE 2018 | REPERE | ECHÉANCE |
|--|--|--|---------------|-------------|----------------------------------|---|---|--|
| 54 | Ministère de la Santé et de l'Action sociale | Contractualisation (Contractuels de la Santé) | 3 | 6239 | Autres prestations de services | 3 222 028 500 | Transmission de la dernière situation des effectifs de contractuels payés au 31/12/2018 | 15-janv-19 |
| 54 | | | | | | | Gel du recrutement des contractuels et non remplacement des départs à la retraite - Transmission du fichier nominatif à la fin de chaque trimestre (15 jours après la fin de la période concernée) sauf dernier trimestre (situation à fin novembre). | 15-avr-19 15-juil-19 15-déc-19 |
| Total Ministère de la Santé et de l'Action sociale | | | | | | 3 222 028 500 | | |
| 75 | Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche | Direction des Bourses Nationales | 4 | 6451 | Bourses et allocations scolaires | 6 500 000 000 | Production d'une réflexion pour le resserrement des critères permettant de bénéficier d'une bourse afin de les rationaliser. | 30-juin-19 |
| | | Université Cheikh Anta DIOP DAKAR | | | 6412 | Transferts courants aux établissements publics universitaires | 2 372 161 100 | Transmission d'une situation d'exécution trimestrielle |
| | | Université Assane SECK ZIGUINCHOR | 655 262 050 | | | | | |
| | | UNIVERSITE DE THIES | 250 000 000 | | | | | |
| | | Université Alioune DIOP BAMBEY | 555 217 488 | | | | | |
| | | Université Gaston Berger de ST LOUIS | 1 769 393 950 | | | | | |
| | | Université virtuelle sénégalaise (UVS) | 1 209 251 529 | | | | | |
| | | Total Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche | | | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | | | | 16 533 314 617 | | |